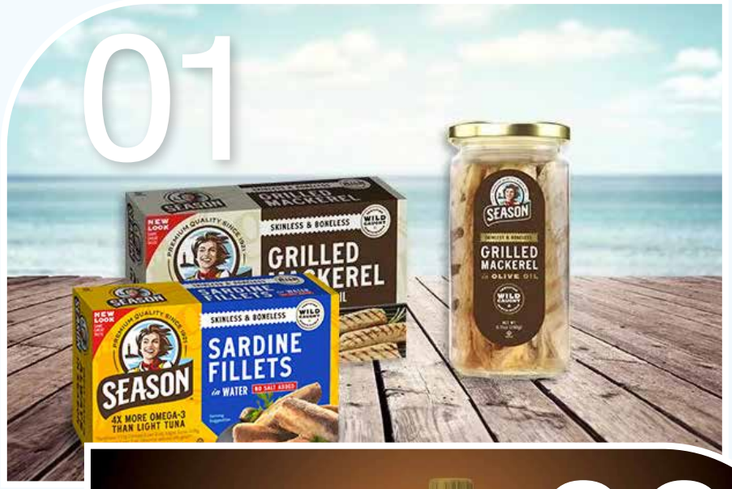
MUTANDIS
Accélérateur de marques

RAPPORT FINANCIER **ANNUEL** 2024

SOMMAIRE



Mutandis, au cœur de l'innovation et de la croissance

Mutandis, un groupe engagé comme accélérateur de marques 6
Nos chiffres clés 2024 8
Un réseau industriel au niveau national 10
Une présence internationale stratégiquement renforcée 11
Mutandis à travers le temps 12
Une vision orientée vers une croissance durable 14
Des leviers stratégiques pour l'innovation et l'excellence 16
Un business model au service de la création de valeur 18
Des chaînes de production intégrées et performantes 20
Une organisation structurée pour maximiser les synergies 26
Un actionnariat aligné sur nos ambitions de développement 27

Rapport d'activité

Des développements stratégiques au service de la croissance 30
Analyse des principaux indicateurs financiers 32

Rapport ESG

Engagement renforcé pour la durabilité 36
Dialogue continu avec les parties prenantes 37
Engagement pour la préservation de l'environnement 38
Une optimisation énergétique pour réduire son empreinte environnementale 40
Gestion optimisée des déchets selon une approche circulaire 42
Traitement des eaux usées et des effluents 43
Choix minutieux des matières premières 44
Une approche sociale basée sur la valorisation de l'humain 48
Engagement ferme pour la qualité et des approvisionnements responsables 64
Gouvernance 66

Comptes annuels & rapports

Rapport de Gestion 80
Comptes sociaux 88
Comptes consolidés 112
Notes aux comptes consolidés 118
Rapports des contrôleurs des comptes 142
État des honoraires versés aux contrôleurs des comptes 158

Mutandis, au cœur de l'innovation et de la croissance

MUTANDIS, UN GROUPE ENGAGÉ COMME ACCÉLÉRATEUR DE MARQUES

Mutandis est un acteur de premier plan dans le secteur des biens de consommation au Maroc, bénéficiant aussi d'une présence significative en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis. Créé en 2008, le groupe se distingue par sa capacité à innover et à répondre aux attentes diversifiées des consommateurs grâce à une large offre de produits.

Les activités du groupe s'articulent autour quatre activités: les produits d'hygiène, les produits de la mer, les boissons et Season. Avec 11 sites industriels et un effectif de plus de 4 000 collaborateurs, Mutandis internalise la majeure partie de sa production, consolidant ainsi sa compétitivité et sa capacité à répondre rapidement aux évolutions du marché.

Le modèle économique de Mutandis repose sur une gestion optimisée des canaux de distribution, tant sur le marché national qu'international, ainsi que sur une production intégrée, garantissant un contrôle qualité rigoureux et une flexibilité opérationnelle.

La stratégie de croissance de Mutandis s'appuie sur des investissements ciblés dans des sociétés et actifs industriels à fort potentiel, renforçant à la fois son ancrage régional et la notoriété de ses marques. En tirant parti de l'urbanisation croissante et de l'élargissement de la classe moyenne au Maroc, le groupe répond efficacement à la demande accrue de biens de consommation. Par ailleurs, Mutandis poursuit son expansion internationale, réalisant une part significative de son chiffre d'affaires en Afrique.

NOS CATÉGORIES D'ACTIVITÉ

« HYGIÈNE »

La filiale Distra, forte d'un savoir-faire éprouvé et d'une offre diversifiée, assure la production et la commercialisation des détergents et soins corporels pour répondre aux besoins croissants des ménages.

« PRODUITS DE LA MER »

Les activités de pêche et de transformation sont menées par les filiales LGMC, Rio Glace et Kama Pêche avec une expertise reconnue sur les marchés locaux et internationaux.

« BOISSONS »

La production de jus de fruits et d'eau en bouteille est assurée respectivement par la Distra et EAE, positionnée comme un acteur clé du marché des boissons.

« SEASON »

Season Brand LLC est la marque centenaire dont les produits de poisson en conserve s'invitent pratiquement dans les foyers américains.

NOS CHIFFRES CLÉS 2024

NOTRE RÉSEAU

11
unités industrielles

+45
pays d'export

NOS CHIFFRES FINANCIERS

1,4 M MAD
Investissements depuis 2018

351 M MAD
EBE

2,1 Md MAD
CA

128 M MAD
Résultat net courant

NOTRE CAPITAL HUMAIN

4 093
Collaborateurs

NOS PARTS DANS NOS FILIALES

LGMC INDUSTRIES

36%
du chiffre d'affaires global

140 M boites
capacité de production

SEASON

23%
du chiffre d'affaires global

Distra

Hygiène

25%
du chiffre d'affaires global

150 000†
capacité de production
hygiène de maison

4 000†
capacité de production
hygiène corporelle

Boissons

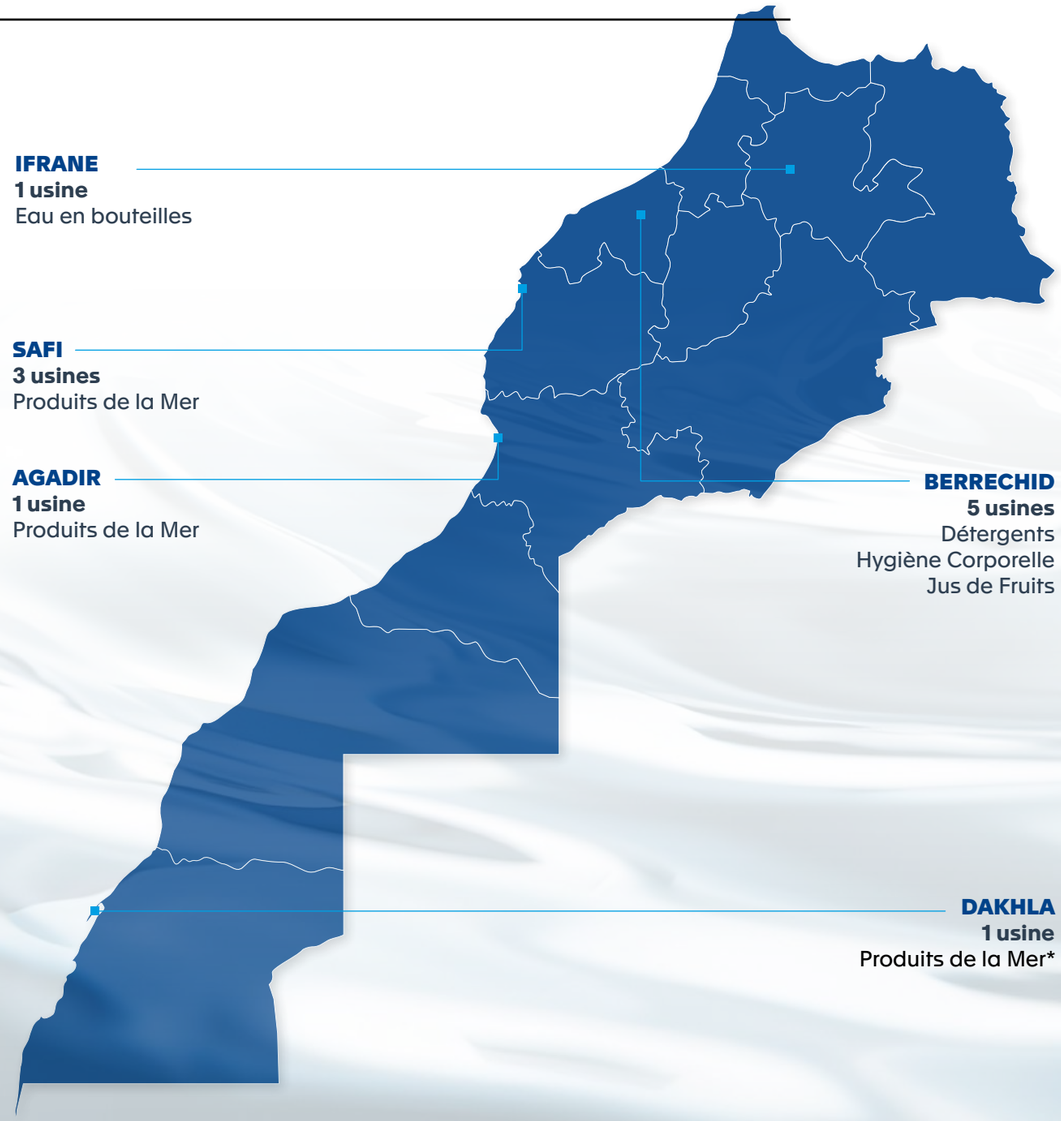
16%
du chiffre d'affaires global

120 000†
capacité de production
Jus et boissons

100 000†
capacité
de production Eau

UN RÉSEAU INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL

Mutandis opère à travers 11 unités industrielles stratégiquement réparties sur le territoire national, reflétant l'engagement du groupe à diversifier ses produits et à renforcer ses capacités de production.

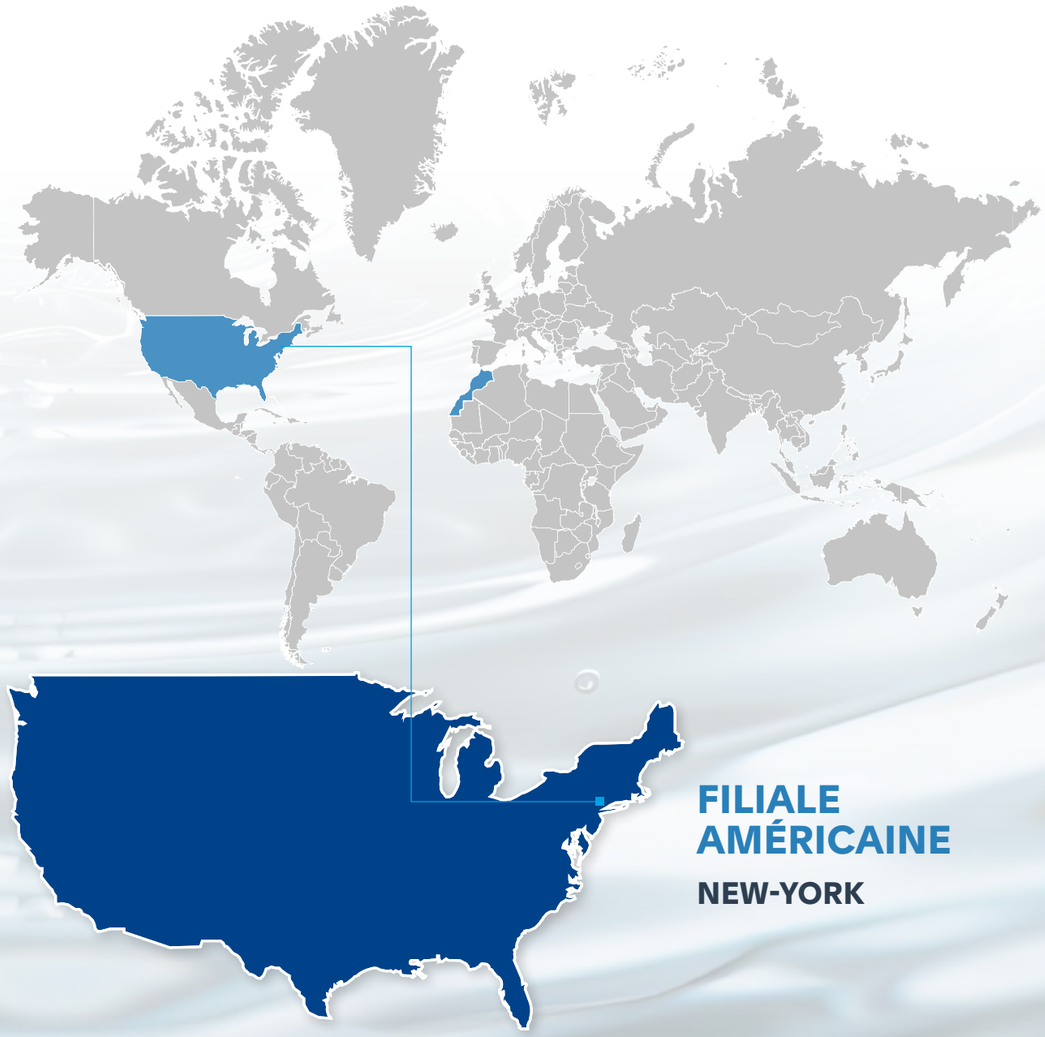


*1 nouvelle usine est en cours de construction à Dakhla.

UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE STRATÉGIQUEMENT RENFORCÉE

Mutandis déploie une stratégie d'exportation ambitieuse, avec une importante position sur les marchés internationaux.

L'acquisition de Season LLC en 2021 a marqué une étape clé dans cette expansion, offrant au groupe une plateforme stratégique pour pénétrer le marché nord-américain et renforcer sa présence sur le continent américain.



MUTANDIS À TRAVERS LE TEMPS

CROISSANCE EXTERNE

2008
Création de Mutandis

Acquisition de Distra (Magix)

Acquisition de l'activité nettoyants liquides (Maxis) auprès de Lesieur Cristal

2009
Acquisition de CMB Plastique et de LGMC Industries

2013
Acquisition de Rio Glace

2014
Acquisition de Kama Pêche et de Star Shipping

2017
Acquisition de la marque de jus Marrakech

2018
Introduction en Bourse

2021
Acquisition de Season marque américaine de conserves de sardines haut de gamme

2023
Acquisition de Aïn Ifrane, eau minérale naturelle issue de la source de Bensmim

CROISSANCE INTERNE

2014
Commercialisation de Magix en :
- Mauritanie
- Mali
- Sénégal
- Côte d'Ivoire

2018
Détergents
Passage du vrac aux petits formats emballés

Jus de fruits
Relancement de la gamme Marrakech

Conserves
Lancement de la marque Marine

2019
Modernisation des outils de production de l'activité Bouteilles alimentaires et Produits de la mer

2020
Programme d'investissement pour accroître les capacités de production et élargir les gammes de produits

2021
Lancement progressif de Magix Matic lessive en poudre pour machines à laver

2023
Lancement de la construction de diverses unités industrielles pour répondre aux besoins des marchés des dérivés de sardines, des produits d'hygiène corporelle et du jus de fruits.

2024
Absorption de Star Shipping par Kama Pêche.
Cession de CMB Plastique.

UNE VISION ORIENTÉE VERS UNE CROISSANCE DURABLE

NOTRE AMBITION

Bâtir un groupe à portée régionale, en développant des marques de renoms, et construire une relation durable avec les consommateurs.

NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES

INNOVER ET DIVERSIFIER
Développer de nouveaux produits et de nouvelles marques

AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE CLIENT
Placer le consommateur au cœur de nos actions

OPTIMISER NOS OPÉRATIONS
Atteindre l'excellence opérationnelle

VALORISER NOS ÉQUIPES
Attirer et fidéliser les meilleurs talents

ASSURER DES PERFORMANCES SOLIDES
Maintenir une croissance financière durable

Lire plus à la page 12

NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE PERFORMANT

- Construction d'actifs et intégration verticale pour maximiser les synergies
- Développement et acquisition de marques propres
- Leadership de nos marques grâce à des stratégies d'accélération
- Expansion locale et internationale via des réseaux de distribution performants

Lire plus à la page 16

NOTRE ENGAGEMENT POUR NOS PARTIES PRENANTES

Lire plus à la page 33

Nous nous engageons à créer de la valeur pour :

- Les consommateurs
- Les clients
- Les fournisseurs
- Les communautés
- Les associations
- Les actionnaires
- Les collaborateurs
- Les régulateurs

DES LEVIERS STRATÉGIQUES POUR L'INNOVATION ET L'EXCELLENCE

Mutandis s'impose comme un acteur de référence en alliant innovation, excellence opérationnelle et engagement durable. Sa mission : transformer les marques qu'il développe en leaders de leur marché, grâce à une stratégie axée sur la création de valeur et la satisfaction des besoins des consommateurs.

AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE CLIENT

Placer la satisfaction et la qualité au centre des priorités reflète l'engagement des équipes à répondre aux attentes des clients tout en maintenant les plus hauts standards d'excellence.

ATTIRER ET FIDÉLISER LES TALENTS

Encourager une culture d'entreprise forte et compétitive pour valoriser les collaborateurs, tout en favorisant leur épanouissement professionnel et en renforçant leur engagement envers les objectifs stratégiques du groupe.

INNOVER POUR DÉVELOPPER NOS MARQUES

Investir dans la R&D pour proposer des produits innovants et répondre aux attentes des consommateurs demeure une priorité clé, traduisant l'ambition du groupe d'anticiper les besoins du marché et de renforcer sa compétitivité.

OPTIMISER NOS OPÉRATIONS

Renforcer l'efficacité des processus industriels pour maximiser la qualité et la performance reste une priorité stratégique du groupe, illustrant son engagement constant en faveur de l'excellence opérationnelle et de la création de valeur durable.

ASSURER UNE PERFORMANCE FINANCIÈRE DURABLE

Maintenir une trajectoire de croissance solide tout en optimisant les investissements grâce à une gestion rigoureuse des ressources et à des choix stratégiques ciblés.

UN BUSINESS MODEL AU SERVICE DE LA CRÉATION DE VALEUR

NOS RESSOURCES

NOTRE CAPITAL HUMAIN

4 093
Collaborateurs

10%
Cadres / personnel permanent

NOS RESSOURCES MATÉRIELLES

11
Sites de production

2
Bateaux RSW

NOS RESSOURCES IMMATÉRIELLES

+12
Marques

NOS RESSOURCES FINANCIÈRES

3,7 Md MAD
Total actif

276 M MAD
Cashflow opérationnel

1,5 Md MAD
Fonds propres

NOTRE DÉMARCHE

NOTRE AMBITION

Bâtir un groupe à portée régionale, en développant des marques de renoms et construire une relation durable avec les consommateurs.

NOTRE MISSION

Offrir des produits innovants, durables et de qualité, conçus pour répondre aux besoins des consommateurs et des clients nationaux et internationaux.

NOS DRIVERS STRATÉGIQUES

- Acquisition ou développement de marques propres
- Construction d'actifs Intégration verticale et des synergies opérationnelles
- Leadership de marques à travers leur accélération
- Distribution à plus grande échelle, localement et à l'international

NOS VALEURS

INNOVATION
Recherche constante de développement de produits et de procédés améliorés

DURABILITÉ
Engagement envers des pratiques responsables

QUALITÉ
Assurance d'une haute qualité des produits pour la satisfaction du consommateur

CROISSANCE
Focus sur l'expansion et l'amélioration continue de la société

ACCESSIBILITÉ
Création de produits accessibles à tous

NOTRE CRÉATION DE VALEUR

POUR LES CONSOMMATEURS

+4
Familles de produits de qualité à prix abordables

+45
Pays couverts

POUR LES COMMUNAUTÉS

99%
Emplois locaux

POUR NOS COLLABORATEURS

306 M MAD
Masse salariale

POUR L'ENVIRONNEMENT

100%
d'eaux réutilisées dans le processus industriel de Distra

POUR NOS ACTIONNAIRES

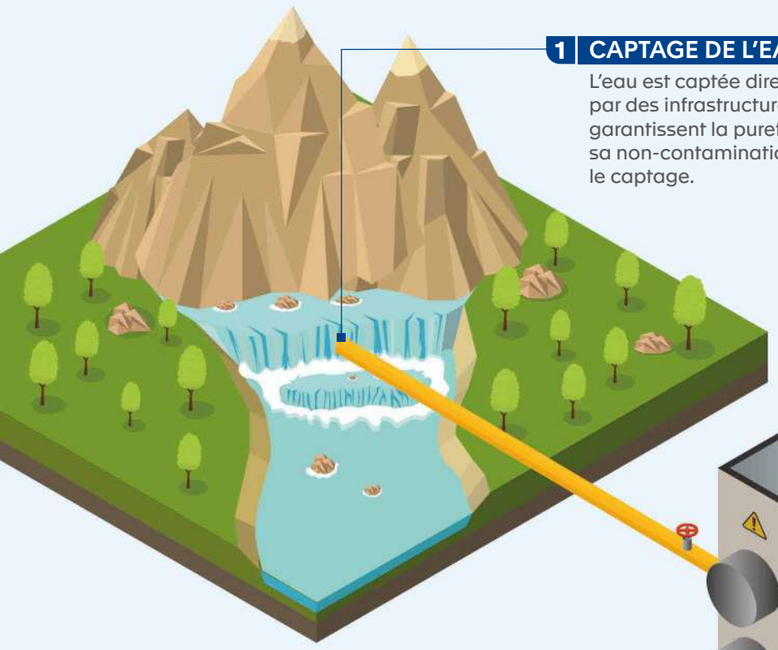
97 M MAD
versés à titre de dividendes en 2024

3,45%
dividend yield

DES CHAÎNES DE PRODUCTION INTÉGRÉES ET PERFORMANTES

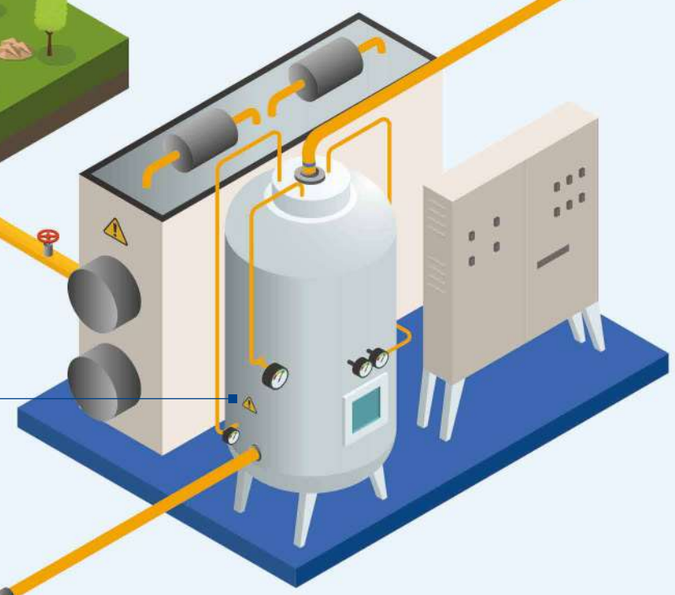
ACTIVITÉ « BOISSONS »

Activité Eau en bouteille



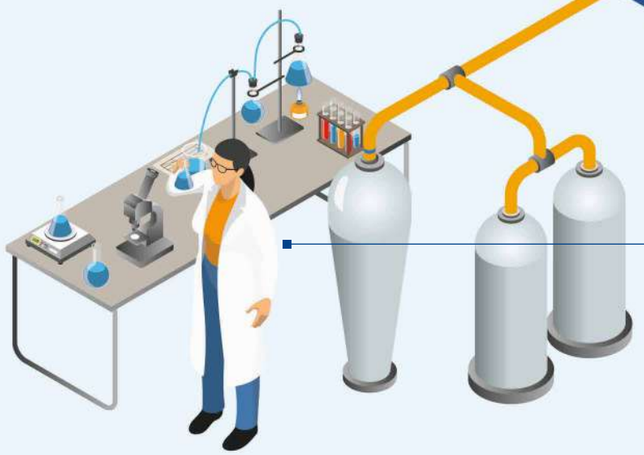
1 CAPTAGE DE L'EAU

L'eau est captée directement à la source par des infrastructures spécifiques qui garantissent la pureté de l'eau et sa non-contamination pendant le captage.



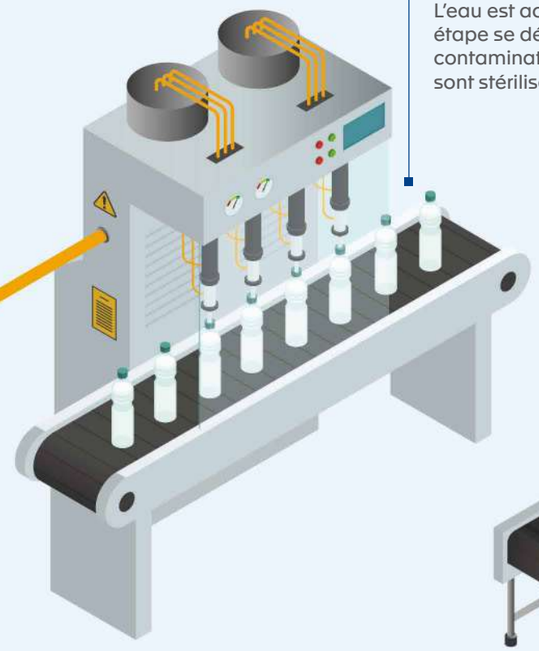
FILTRATION 2

Bien que l'eau de source soit généralement propre, elle passe par des processus de filtration pour éliminer les particules en suspension.



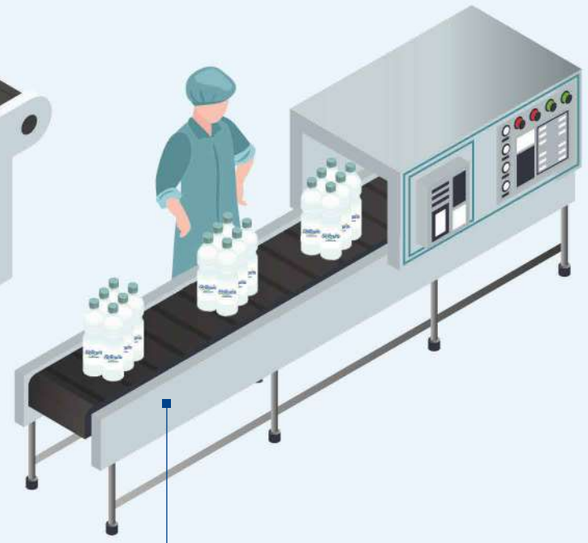
3 CONTRÔLE QUALITÉ

Des tests rigoureux sont effectués pour s'assurer que l'eau répond aux normes de qualité. Ces tests incluent des analyses microbiologiques et physicochimiques.



4 MISE EN BOUTEILLE

L'eau est acheminée vers une chaîne de mise en bouteille. Cette étape se déroule dans un environnement stérile pour éviter toute contamination. Les bouteilles utilisées sont en plastique (PET) et sont stérilisées avant le remplissage.



5 SCELLAGE ET ÉTIQUETAGE

Après le remplissage, les bouteilles sont hermétiquement scellées pour éviter toute contamination. Elles sont ensuite étiquetées.

STOCKAGE ET DISTRIBUTION 6

Les bouteilles d'eau sont filmées puis palettisées en vue de leur stockage dans des conditions qui préservent leur qualité jusqu'à la distribution aux détaillants et aux consommateurs.

DES CHAÎNES DE PRODUCTION INTÉGRÉES ET PERFORMANTES

ACTIVITÉ « BOISSONS »
Activité JUS

1 MÉLANGE DE CONCENTRÉS

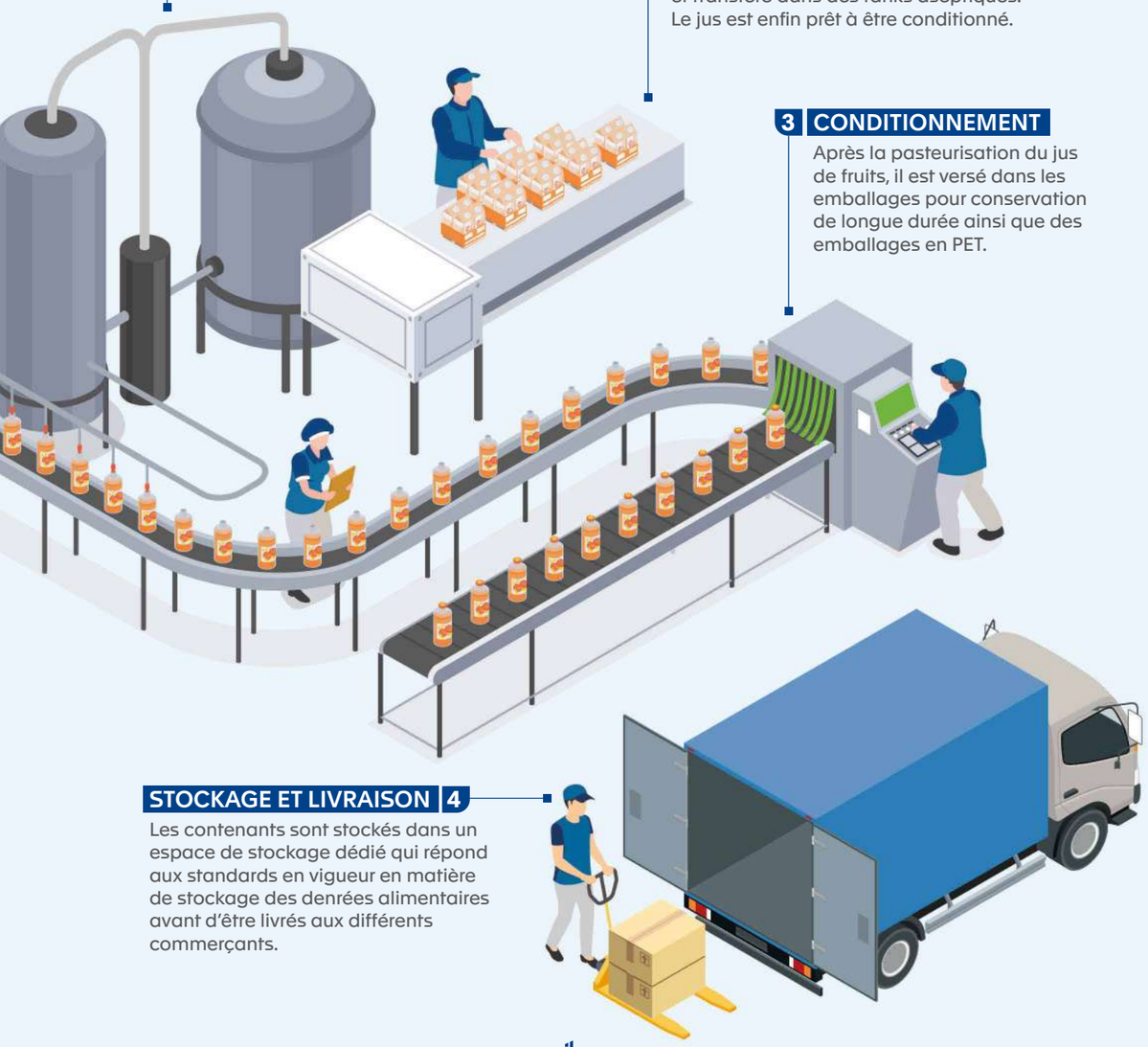
Les concentrés de jus sont mélangés avec de l'eau purifiée selon un dosage particulier afin d'obtenir du 100% jus, du Nectar 50% ou une boisson fruitée (moins de 50%).

2 PASTEURISATION

À cette étape, le jus obtenu après mélange est chauffé à une température très élevée durant un court laps de temps. Le jus est ensuite refroidi très rapidement, désaéré et transféré dans des tanks aseptiques. Le jus est enfin prêt à être conditionné.

3 CONDITIONNEMENT

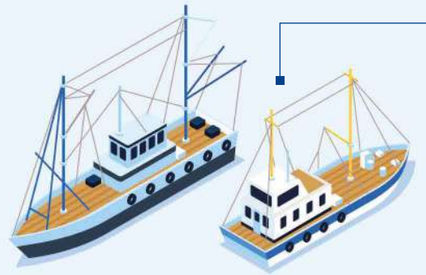
Après la pasteurisation du jus de fruits, il est versé dans les emballages pour conservation de longue durée ainsi que des emballages en PET.



STOCKAGE ET LIVRAISON 4

Les contenants sont stockés dans un espace de stockage dédié qui répond aux standards en vigueur en matière de stockage des denrées alimentaires avant d'être livrés aux différents commerçants.

ACTIVITÉ « PRODUITS DE LA MER »
Activité pêche



1 PÊCHE EN HAUTE MER

Kama Pêche : La pêche des petits pélagiques utilisés dans l'activité de production de conserves est assurée par deux navires RSW (Refrigerated Sea Water), Mansour Dakhla et Assadi exploités par Kama Pêche. Les captures des deux bateaux représentent 40% de l'approvisionnement en poisson usinable de LGMC.

ACTIVITÉ TRANSFORMATIONS

PRÉTRAITEMENT ET CONGÉLATION 2

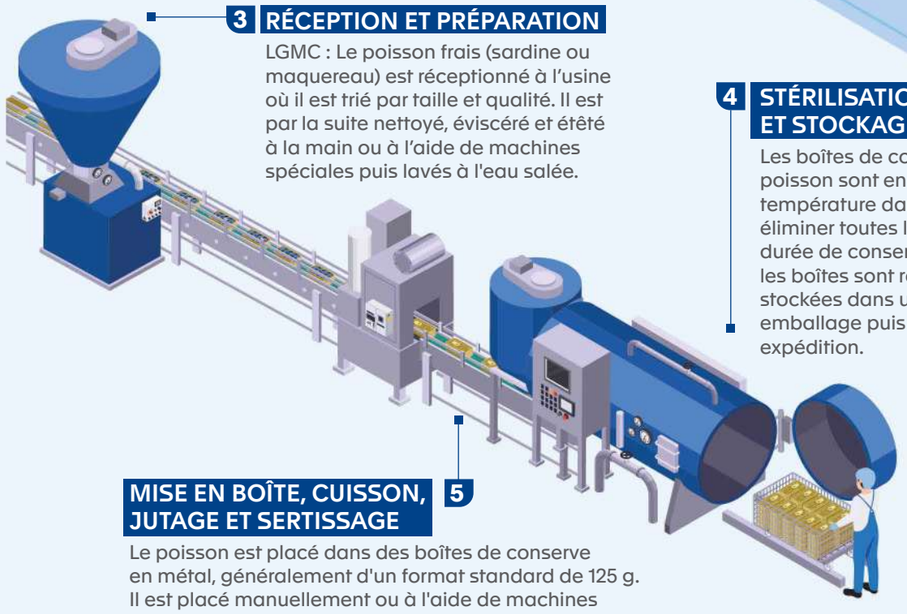
Rio Glace : Les pélagiques pêchés en haute mer sont réceptionnés par la filiale Rio Glace qui procède à leur congélation. La société dispose d'une capacité de prétraitement journalière de 300 T et d'une capacité de congélation de près de 90 T. Le poisson usinable est livré à LGMC, le guano (poisson non usinable) est revendu à des tiers.

3 RÉCEPTION ET PRÉPARATION

LGMC : Le poisson frais (sardine ou maquereau) est réceptionné à l'usine où il est trié par taille et qualité. Il est par la suite nettoyé, éviscéré et étêté à la main ou à l'aide de machines spéciales puis lavés à l'eau salée.

4 STÉRILISATION, REFROIDISSEMENT ET STOCKAGE

Les boîtes de conserve remplies de poisson sont ensuite stérilisées à haute température dans des autoclaves pour éliminer toutes les bactéries et prolonger la durée de conservation. Après la stérilisation, les boîtes sont refroidies rapidement et stockées dans un endroit sec, mises en emballage puis stockées jusqu'à leur expédition.



MISE EN BOÎTE, CUISSON, JUTAGE ET SERTISSAGE 5

Le poisson est placé dans des boîtes de conserve en métal, généralement d'un format standard de 125 g. Il est placé manuellement ou à l'aide de machines de remplissage. Il passe par la suite par un processus de cuisson à la vapeur, après lequel l'huile ou la sauce tomate sont ajoutées avant le sertissage (fermeture hermétique) des boites.

DES CHAÎNES DE PRODUCTION INTÉGRÉES ET PERFORMANTES

ACTIVITÉ « HYGIÈNE»

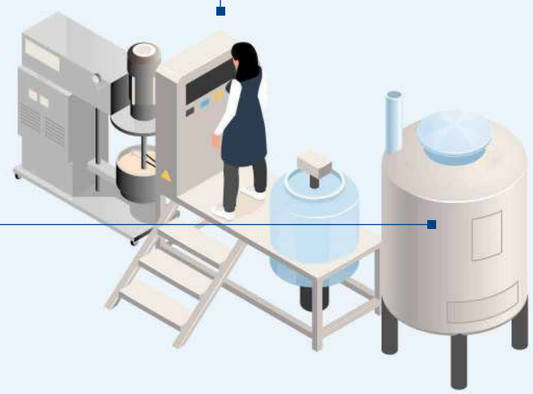
Activité détergents et soins corporels

1 PRÉPARATION DES INGRÉDIENTS

Les ingrédients tels que les tensioactifs, les agents de blanchiment, les agents de neutralisation et les additifs sont pesés et mesurés selon les spécifications de la recette.

2 MÉLANGE

Les ingrédients sont mélangés dans un grand récipient à l'aide d'un agitateur mécanique. Le mélange est chauffé pour faciliter la dissolution des ingrédients et pour éliminer toutes les impuretés.

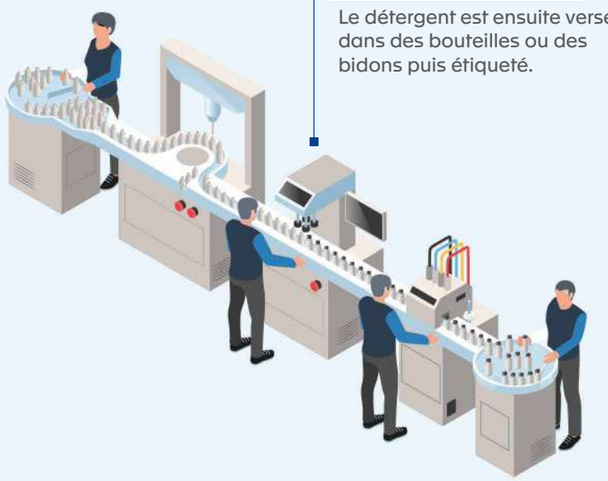


HOMOGÉNÉISATION 3

Le mélange est ensuite homogénéisé pour s'assurer que tous les ingrédients sont bien mélangés.

4 CONDITIONNEMENT

Le détergent est ensuite versé dans des bouteilles ou des bidons puis étiqueté.



5 STOCKAGE ET EXPÉDITION

Les produits finis sont stockés dans des conditions appropriées jusqu'à ce qu'ils soient expédiés aux clients.

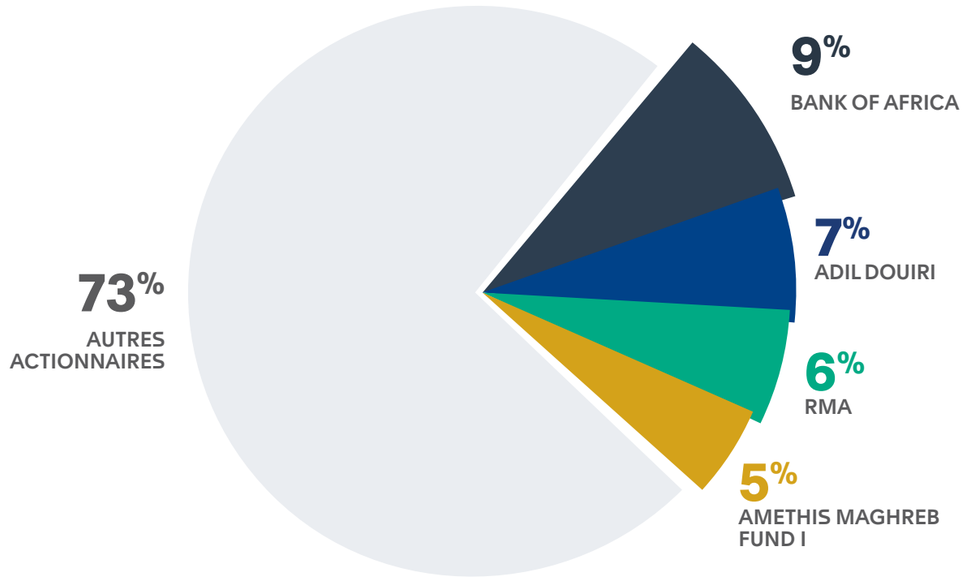
UNE ORGANISATION STRUCTURÉE POUR MAXIMISER LES SYNERGIES

Mutandis s'appuie sur un portefeuille de filiales stratégiques, opérant dans des secteurs complémentaires pour répondre aux besoins diversifiés de ses marchés. Grâce à une intégration verticale et un contrôle total ou majoritaire sur ses entités, le groupe optimise ses processus, renforce sa compétitivité et garantit une création de valeur durable. Cette structure permet à Mutandis de maintenir son leadership dans ses principales activités, tout en s'adaptant aux évolutions du marché et en soutenant son ambition de croissance internationale.

UN ACTIONNARIAT ALIGNÉ SUR NOS AMBITIONS DE DÉVELOPPEMENT

L'actionnariat* de Mutandis est composé d'institutions financières de premier plan et d'investisseurs stratégiques. Cette structure actionnariale constitue une force essentielle pour soutenir les ambitions du groupe, en apportant un appui déterminant à sa vision de croissance et de développement.

L'engagement de ces actionnaires, aligné avec les orientations stratégiques de Mutandis, renforce sa capacité à innover, à optimiser ses performances et à atteindre ses objectifs de création de valeur durable.



*Composition au 03 avril 2024.

Rapport d'Activité

DES DÉVELOPPEMENTS STRATÉGIQUES AU SERVICE DE LA CROISSANCE

L'année 2024 a été marquée par des développements stratégiques majeurs pour Mutandis, renforçant son positionnement sur ses principales catégories et consolidant sa dynamique de croissance.

« HYGIÈNE »

Mutandis a enrichi son offre dans le secteur de l'hygiène corporelle avec l'introduction de la marque « Vitaïa », une nouvelle gamme destinée aux soins corporels, dont les shampooings ont été les premiers à être lancés. Cette initiative marque une première étape dans le déploiement de la marque et s'aligne parfaitement avec les ambitions du groupe ainsi que les tendances du marché.

Dans le segment de l'entretien ménager, la marque « Magix » a poursuivi son expansion avec le lancement d'une lessive liquide adaptée aux machines semi-automatiques, intégrant des nouveaux parfums.

Dans cette dynamique, l'activité « hygiène » a enregistré en 2024 une croissance du chiffre d'affaires et une hausse des volumes de vente qui témoignent de la tendance positive observée par rapport à l'année précédente.

« BOISSONS »

Dans le cadre de sa stratégie de recentrage, Mutandis a finalisé la cession de CMB Plastique pour 330 M MAD, actant ainsi son retrait du segment BtoB afin de se concentrer pleinement sur le BtoC. Cette opération s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à recentrer ses activités sur son cœur de métier et à renforcer sa présence sur des segments en cohérence avec son modèle économique.

Par ailleurs, la marque « Marrakech » a étoffé son portefeuille avec le lancement, au deuxième trimestre, de la gamme « Plaisir Fruité », ainsi qu'un nouveau format 2L pour « FRUT MAX », renforçant son attractivité sur le marché des boissons. Cette dynamique a également été soutenue par un investissement industriel majeur, avec le déménagement de l'usine de Kénitra à celle de Berrechid, visant à accroître la capacité de production, à renforcer la flexibilité industrielle et à améliorer la rentabilité.

« SEASON »

En 2024 la marque « SEASON » a renforcé son approche commerciale en ajustant son programme promotionnel, ce qui a contribué à une progression du chiffre d'affaires tout en améliorant la rentabilité. En s'appuyant sur une stratégique plus ciblée, l'activité a gagné en efficacité, garantissant une meilleure valorisation des produits.

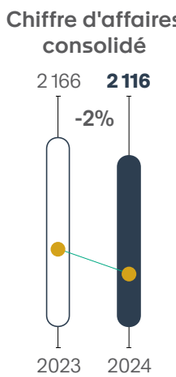
« PRODUITS DE LA MER »

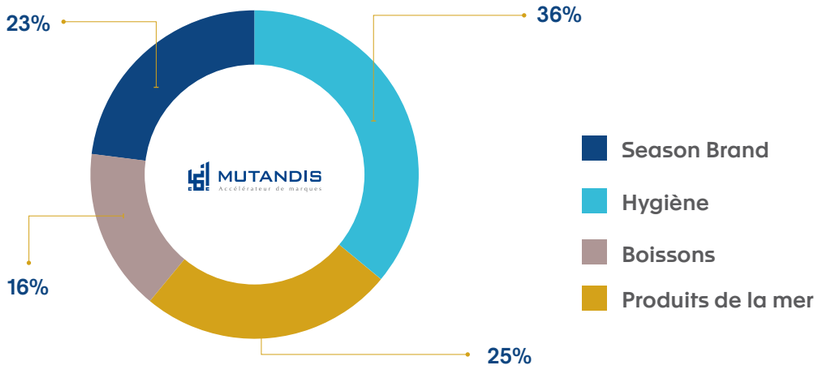
Mutandis a poursuivi le développement de son activité dans les produits de la mer en renforçant sa présence sur le marché et en diversifiant son offre. La montée en puissance de la production au cours du troisième trimestre a permis de mieux répondre aux besoins du marché et d'optimiser la distribution. Par ailleurs, le lancement de la marque « Marine », dédiée aux sardines SPSA, dans le commerce traditionnel constitue une avancée stratégique, élargissant ainsi les canaux de commercialisation et ouvrant de nouvelles opportunités de croissance.

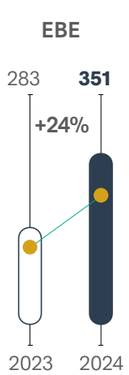
ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

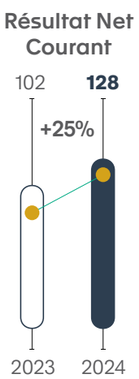
FORTE HAUSSE DE LA RENTABILITÉ EN 2024

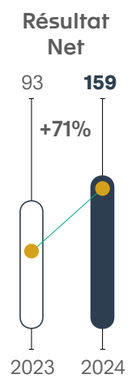
- Chiffre d'affaires quasi stable à 2116 M MAD (-2% vs 2023), la croissance de l'hygiène et des boissons compensant la réduction délibérée du nombre de mois promotionnels à faible marge avec la GMS Costco, ainsi qu'un retour tardif de la ressource halieutique.
- EBE en forte hausse de +24% à 351 M MAD, suite à la réduction des promotions aux USA, ainsi que grâce au retour aux marges normatives d'avant Covid dans l'hygiène en particulier.
- Résultat Net Courant (RNC) : +25% à 128 M MAD, au-dessus de la guidance annuelle, en dépit de la forte hausse des amortissements consécutive à la mise en service de 3 nouvelles usines.
- Capex : 261 M MAD, comprenant les Capex usuels de maintenance et d'amélioration de 10 usines ainsi que la fin de la construction de l'usine d'hydrolysats à Dakhla.
- Dette Nette : 850 M MAD contre 1019 M MAD (en proforma à périmètre comparable) au 31 décembre 2023, une réduction due notamment à la cession de l'activité bouteilles et bouchons au mois d'avril.
- Le résultat net global inclut la plus-value nette de cession et atteint 159 M MAD.
- Nouvelle guidance pour l'année 2025 :
  - EBE : ~ +10 %
  - RN Courant : entre +10% et +15%











(*) Les comptes proforma excluent l'activité bouteilles alimentaires, cédée en 2024 et incluent l'activité Eau, consolidée rétroactivement au 1er janvier 2023

Le chiffre d'affaires consolidé élimine les écritures intragroupes.

EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) 2024 : +24% À 351 M MAD

- L'EBE consolidé est en forte hausse à +24%, l'ensemble des catégories, à l'exception de la production de conserves, contribuant à cette hausse.
- Les taux de marges sont en amélioration pour l'hygiène, pour les boissons et pour Season. Cette amélioration est due aux reformulations faites en 2022 et 2023, aux hausses graduelles des prix appliquées en 2022 au Maroc et en Afrique et en 2022, 2023 et 2024 aux USA. Le passage de 3 mois promotionnels chez Costco à un seul mois contribue également de façon significative à la hausse de l'EBE de Season.
- La progression des marges résulte également de la modération des prix des intrants pour l'hygiène, sans pour autant que ceux-ci ne retrouvent leurs prix d'avant covid.

RESULTAT NET COURANT 2024 : +25% À 128 M MAD

- Les amortissements sont en forte hausse en 2024, du fait de la mise en service des 3 nouvelles usines de Berrechid (détergents liquides, hygiène de la personne et boissons).
- Malgré cela, le Résultat Net, ajusté des éléments non récurrents, est en nette hausse sur l'année, à +25%.
- Le Résultat Net total inclut la plus-value de cession de notre activité bouteilles et bouchons, ainsi que des provisions pour risques fiscaux et opérationnels, et s'établit à 159 M MAD, niveau record pour Mutandis.

CAPEX, DETTE NETTE ET DIVIDENDE

- 2024 voit la suite et la fin de la construction d'une 4ème nouvelle usine, celle de Dakhla, spécialisée dans la production d'hydrolysats de sardine (la 1ère du genre en Afrique). De ce fait, les capex enregistrés en 2024 s'élèvent à 261 M MAD, incluant le montant usuel d'entretien et d'amélioration de nos 10 usines en activité.
- 2025 devrait voir le retour à des capex industriels normatifs (environ 80 M MAD).
- Les cashflow opérationnels, déduction faite des capex, mais augmentés du produit de cession de l'activité bouteilles et bouchons, ramènent la Dette Nette bancaire et obligataire à 850 M MAD contre 1 019 M MAD au 31 décembre 2023.
- Mutandis proposera la distribution à ses actionnaires de 10.5 MAD par action (97 M MAD), soit le même montant que 2024.

GUIDANCE ANNUELLE : 2025 EN HAUSSE A NOUVEAU

- L'année 2025 devrait marquer une nouvelle progression de l'activité de Mutandis, dans la plupart des catégories. En particulier, le démarrage de l'usine d'hydrolysats devrait contribuer significativement à la hausse du chiffre d'affaires en 2025.
- Nous attendons des marges stables à ce stade de l'année. De ce fait, il est attendu que l'EBE 2025 augmente d'environ +10% et que le Résultat Net Courant progresse de +10% à +15%.
- A ce stade, la guidance à moyen terme publiée lors du Capital Markets Day en mai 2024 est maintenue : soit EBE entre 390 et 430 M MAD et RN Courant ~200 M MAD.

Rapport ESG

PRÉAMBULE

Les informations contenues dans le présent chapitre du Rapport Financier Annuel (RFA) de Mutandis regroupent ses informations et indicateurs extra-financiers, en réponse aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières telles que modifiée et complétée par la circulaire de l'AMMC n°02/20 du 22 décembre 2020.

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Afin de réaliser ce reporting extra-financier, un groupe de travail constitué de représentants de chacune des filiales du groupe, a été chargé d'identifier et de faire le suivi d'indicateurs selon les lignes directrices de la norme ISO 26 000 relative à la responsabilité sociétale des entreprises, et aux principes du Global Reporting Initiative (GRI).

PÉRIMÈTRE DU REPORTING

Le périmètre du présent rapport prend en compte les filiales consolidées du groupe, en l'occurrence Distra, LGMC ainsi que ses filiales Rio Glace et enfin Season Brand LLC, gérée par Mutandis USA.

CHANGEMENT DE MÉTHODOLOGIE

Suite à la restructuration capitalistique au niveau des filiales, pour des raisons de simplification de reporting, seules les filiales directes de Mutandis font l'objet du reporting social et environnemental. Les données des sociétés Rio Glace, Kama Pêche et Blue Fish Factory sont consolidées avec les données de leur maison mère LGMC. Les données de Mutandis USA sont consolidées avec celles de Season Brand LLC.

ENGAGEMENT RENFORCÉ POUR LA DURABILITÉ

Mutandis poursuit ses efforts en faveur du développement durable en adoptant une approche globale axée sur la préservation des ressources, la réduction de son empreinte environnementale, le soutien à la croissance économique et l'amélioration du bien-être social, tout en plaçant ses collaborateurs au cœur de ses priorités. Mutandis veille à ce que ces engagements soient intégrés de manière cohérente dans l'ensemble de ses activités. Sa démarche de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) prend en compte les spécificités de chaque secteur et les enjeux propres à chaque filiale. Un suivi régulier est assuré grâce à des mécanismes de dialogue et de retour d'information, ainsi qu'une veille stratégique permettant d'anticiper les évolutions réglementaires, sectorielles et sociétales.

Les filiales de Mutandis adhèrent à cette dynamique et appliquent rigoureusement les principes de durabilité, garantissant une gestion responsable et éthique de leurs opérations. Cette implication se traduit par une optimisation de la consommation d'énergie et des ressources, réduisant ainsi l'impact environnemental des activités industrielles. Par ailleurs, le groupe veille à une valorisation efficace des déchets en intégrant des pratiques responsables dans ses processus de production, favorisant ainsi l'économie circulaire et limitant le gaspillage.

Sur le plan social, Mutandis s'attache à garantir un environnement de travail équitable, inclusif et transparent. Ses filiales appliquent des politiques alignées sur des valeurs fortes, notamment un recrutement fondé sur la diversité et l'égalité des chances, des grilles salariales justes assurant une rémunération équitable, ainsi que des programmes de formation continue adaptés aux besoins des équipes et à leur évolution professionnelle. La gestion rigoureuse de la santé et de la sécurité au travail reste également une priorité, garantissant aux employés un cadre de travail sain et sécurisé.

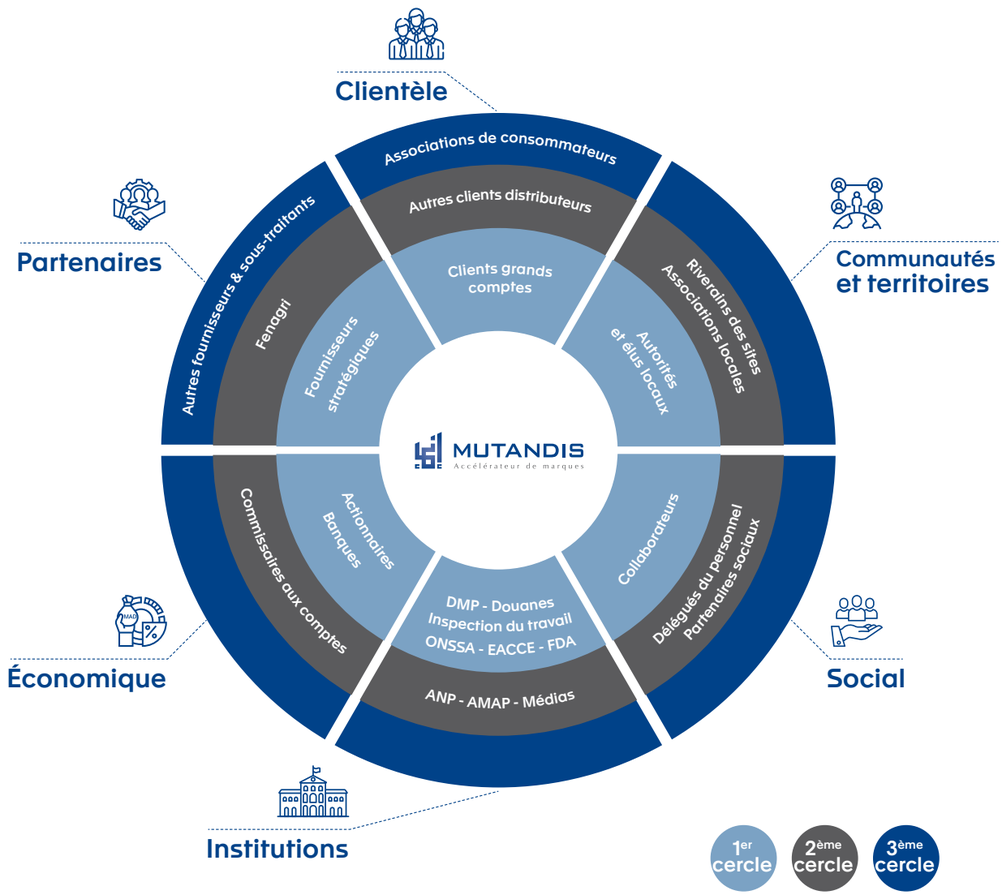
DIALOGUE CONTINU AVEC LES PARTIES PRENANTES

Mutandis et ses filiales placent le dialogue avec leurs principales parties prenantes au cœur de leur engagement, favorisant des échanges réguliers et constructifs. Cette approche repose sur une interaction continue avec les clients, les fournisseurs, les employés, les autorités locales et les communautés, afin d'assurer une prise en compte effective de leurs attentes.

En interne, chaque entité entretient un dialogue social actif avec ses partenaires sociaux. Ces initiatives contribuent à un climat de travail harmonieux, renforcent la cohésion et permettent d'améliorer en continu les conditions de travail.

Par ailleurs, des enquêtes de satisfaction sont mises en place auprès des clients afin de mieux répondre à leurs attentes et d'améliorer la qualité des produits et services. De plus, Les fournisseurs sont également impliqués dans une démarche de durabilité et de conformité aux normes de qualité et d'éthique, notamment à travers des audits réguliers.

Les filiales veillent également à entretenir des relations étroites avec les autorités locales et les régulateurs en participant à des consultations et en respectant scrupuleusement les obligations légales en vigueur. Par ailleurs, elles s'engagent auprès des communautés locales en soutenant leur développement économique et social par la création d'emplois et le financement d'initiatives sociales et environnementales.



ENGAGEMENT POUR LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

L'impact environnemental des activités des filiales de Mutandis constitue un enjeu central dans sa stratégie de développement. Le groupe est engagé en faveur d'une production durable et responsable en mettant en œuvre des mesures concrètes visant à réduire la consommation d'énergie et d'eau, à optimiser le recours aux ressources, à limiter la production de déchets et à atténuer son empreinte environnementale.

Dans le cadre de son activité produits de la mer Mutandis suit rigoureusement les directives des autorités de la pêche maritime du Maroc et des États-Unis. Ainsi, le groupe est engagé dans la certification des pêcheries selon les standards du Marine Stewardship Council (MSC), garantissant une gestion durable des ressources halieutiques et la préservation des écosystèmes marins.

Quant aux activités « boissons » et « hygiène », portés par la filiale Distra,ils renforcement continuellement leursinitiatives en matière de gestion environnementale. En 2024, l'intégration de solutions technologiques avancées a permis d'optimiser la consommation d'énergie et d'eau, d'améliorer le suivi des effluents et de renforcer les pratiques de recyclage. La mise en place de capteurs intelligents et de plateformes de gestion énergétique contribue à une utilisation plus efficiente des ressources, tandis que des innovations en matière d'emballage visent à réduire l'usage du plastique à travers notamment la réduction du grammage des emballages. Ces efforts traduisent une volonté de minimiser l'impact environnemental des activités industrielles tout en garantissant une production responsable.

UNE GESTION RESPONSABLE ET OPTIMISÉE DES RESSOURCES EN EAU

La gestion de l'eau chez Mutandis et ses filiales repose sur des pratiques adaptées à chaque activité, illustrant leur engagement en faveur d'une utilisation raisonnée et durable de cette ressource essentielle.

Distra, dont la nature des activités nécessite une forte consommation d'eau pour la production de produits d'hygiène, de jus et d'eau minérale en bouteille, adapte sa gestion en fonction des spécificités de chaque activité afin de concilier efficacité industrielle et responsabilité environnementale. L'installation d'infrastructures plus économes en eau, l'optimisation des processus industriels et la sensibilisation des équipes ont permis de mieux maîtriser la consommation.

Dans la production de détergents, une légère baisse de la consommation en eau a été enregistrée, grâce à l'amélioration des procédures de nettoyage et à l'introduction de circuits fermés sur certaines étapes. Pour les produits d'hygiène, la consommation est restée stable malgré une hausse des volumes, grâce à l'installation d'équipements à haut rendement. L'eau minérale a maintenu un niveau de consommation constant avec des mesures visant à limiter les pertes lors de l'embouteillage.

Consommation de l'eau

	DISTRA			LGMC		
	2022	**2023**	**2024**	**2022**	**2023**	**2024**
Consommation d'eau en m^3	35 156	9 067	10 000	120 999	70 604	61 859

GESTION DURABLE DE LA SOURCE DE BENSMIM

Depuis l'acquisition de la société Euro Africaine des Eaux (Aïn Ifrane), Distra a mis en place un plan de gestion détaillé de la source de Bensmim, incluant une surveillance continue, des relevés précis effectués par l'Agence du Bassin Hydraulique, ainsi qu'une participation active aux programmes de consommation rationnelle. La qualité de l'eau, depuis la source jusqu'à l'embouteillage, est contrôlée par des analyses régulières menées par des laboratoires accrédités et des inspections du Ministère de la Santé. Des protocoles d'intervention rapide sont également prévus pour prévenir tout risque environnemental.

Consciente de l'importance de la sensibilisation, Distra mène tout au long de l'année des actions auprès des communautés locales pour encourager la préservation de cette ressource vitale. La protection de la source de Bensmim est également renforcée par des mesures de sécurité strictes et des projets d'expansion de la zone protégée, garantissant ainsi sa préservation à long terme.

UNE OPTIMISATION ÉNERGÉTIQUE POUR RÉDUIRE SON EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE

L'engagement de Mutandis et de ses filiales en matière de réduction de l'empreinte environnementale se traduit par la mise en place de mesures d'efficacité énergétique adaptées à chaque activité. Cet engagement repose sur une gestion rigoureuse de la consommation, l'adoption de technologies de pointe et l'optimisation continue des processus industriels et logistiques.

Chez LGMC, l'amélioration de l'efficacité énergétique est basée sur un suivi rigoureux de la consommation afin d'identifier et de mettre en œuvre des actions ciblées. En 2024, la raréfaction des ressources halieutiques a entraîné une baisse de la production, réduisant ainsi de manière significative la consommation d'énergie. En parallèle, la maintenance préventive des chaudières a permis d'optimiser l'utilisation de la vapeur produite à partir de fioul en limitant les pertes liées aux fuites. Dans une logique d'amélioration continue, l'optimisation des processus industriels s'accompagne d'une réflexion sur l'intégration d'énergies renouvelables, notamment sur le nouveau site d'Agadir, afin de renforcer la performance énergétique à long terme.

Cet engagement en faveur de l'efficacité énergétique qui contribue à la réduction de l'empreinte carbone s'étend également aux flux logistiques. Le transport maritime, principal mode d'acheminement des conserves de poisson, est privilégié en raison de son impact environnemental plus faible. L'optimisation du chargement des conteneurs a permis de réduire le nombre d'expéditions et, par conséquent, les émissions de CO^2 liées au transport. La réduction de l'impact environnemental passe aussi par une approche responsable des emballages, avec une utilisation majoritaire de matériaux recyclés pour les formats métalliques, en papier et en carton.

Pour sa part, Distra intègre l'efficacité énergétique dans l'ensemble de ses opérations industrielles et logistiques. La modernisation des équipements ainsi qu'une maintenance préventive rigoureuse ont permis de réduire la consommation d'énergie. L'automatisation et l'intégration d'une plateforme digitale de gestion énergétique facilitent le suivi en temps réel et l'identification des sources de gaspillage. La sensibilisation des équipes aux bonnes pratiques, l'amélioration des infrastructures avec l'installation d'un éclairage LED et l'isolation thermique des bâtiments ont également contribué à une meilleure maîtrise de la consommation.

De son côté, Season Brand LLC axe ses efforts sur l'optimisation de la logistique et de la distribution pour réduire son empreinte carbone. L'ouverture d'un centre de stockage à Los Angeles en 2024 a permis de limiter les trajets longue distance des camions et de rationaliser l'acheminement des produits sur la côte ouest des États-Unis. L'entreprise collabore également avec des prestataires spécialisés dans le transport en chargement partiel pour maximiser le remplissage des camions et limiter le nombre de véhicules utilisés.

Consommation énergétique

	DISTRA			LGMC		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Consommation d'électricité en Mwh	5 704	5 467	6 000	3 784	2 826	2 644
Fioul en tonnes	-	606		1 695	1 028	1 048
Gaz butane en tonnes	1 616	1 246*				
Gasoil en tonnes				335**	324**	3 391***

*De Janvier à fin novembre 2023
**Consommation mensuelle moyenne cumulée des deux bateaux Assadi et Mansour Dakhla
***Consommation combinée des deux bateaux Assadi et Mansour Dakhla

GESTION OPTIMISÉE DES DÉCHETS SELON UNE APPROCHE CIRCULAIRE

Mutandis et ses filiales mettent en œuvre des initiatives ciblées pour optimiser la gestion des déchets et renforcer l'adoption de pratiques d'économie circulaire. Cet engagement repose sur la valorisation des déchets industriels, l'optimisation des emballages et l'intégration de solutions durables adaptées aux spécificités de chaque activité.

Chez LGMC, la gestion des déchets repose sur des filières dédiées permettant le recyclage et la valorisation des matériaux. Le carton et le bois sont réintégrés dans des circuits de recyclage, contribuant ainsi à une approche circulaire des ressources. L'enlèvement et le traitement des déchets solides issus de la transformation en conserve, essentiellement composés d'écailles et de résidus de poisson, sont confiés à un prestataire externe. Les résidus de poisson sont transformés en farine de poisson, limitant le gaspillage et favorisant une utilisation complète de la matière première.

Afin de réduire la production de déchets et d'améliorer leur valorisation, Distra a renforcé son approche en matière de recyclage grâce à l'introduction de systèmes automatisés de tri et de compactage. Dans le cadre de la durabilité des emballages, des logiciels d'optimisation ont été intégrés pour diminuer l'utilisation de plastique, en favorisant des matériaux plus légers et recyclés.

De son côté, Season Brand LLC évalue en permanence la conception des palettes et des emballages afin de garantir une configuration optimale répondant aux besoins de ses clients, tout en respectant ses objectifs de durabilité.

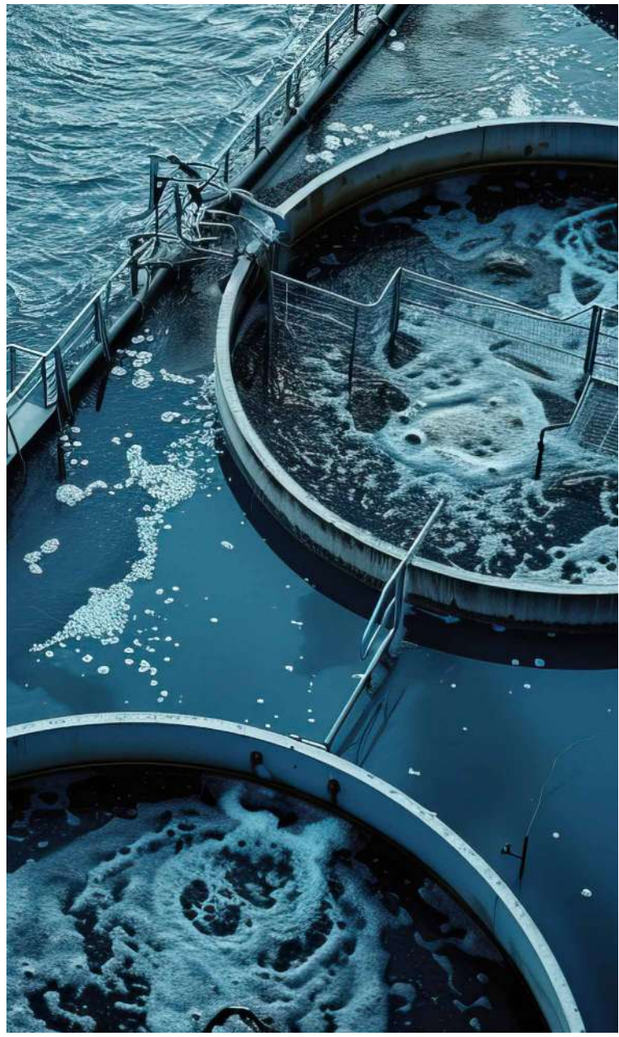
TRAITEMENT DES EAUX USÉES ET DES EFFLUENTS

Mutandis et ses filiales déploient des solutions adaptées pour minimiser l'impact de leurs activités sur les ressources en eau en optimisant le traitement des eaux usées et en intégrant des pratiques durables. L'ensemble des initiatives mises en place vise à limiter la pollution des rejets, à améliorer la qualité des effluents et à garantir leur conformité aux réglementations en vigueur.

Chez LGMC, la gestion des eaux usées repose sur des dispositifs améliorant l'efficacité du traitement, tout en réduisant la charge polluante des rejets. Consciente des volumes d'eau utilisés dans ses processus de nettoyage, l'entreprise a mis en place un système de raclage à sec permettant de séparer efficacement les déchets solides de poisson, réduisant ainsi la pollution des effluents. Sa filiale Rio Glace a renforcé ce dispositif en intégrant des fosses de décantation. Ce système permet de filtrer les eaux de nettoyage du poisson frais avant leur redirection vers le réseau d'assainissement de la zone industrielle. Des analyses régulières des eaux usées sont réalisées pour garantir leur conformité aux normes environnementales et identifier les axes d'amélioration. Dans cette dynamique, la nouvelle usine de Dakhla prévoit l'intégration d'une station de traitement dédiée afin d'améliorer l'efficacité du traitement des effluents.

Pour sa part, Distra a déployé des infrastructures modernes pour une gestion optimisée des effluents industriels. L'entreprise dispose d'une station de traitement qui permet la réutilisation d'une grande partie des eaux traitées dans le processus de fabrication, contribuant ainsi à une gestion plus responsable des ressources hydriques. En 2024, Distra a renforcé son dispositif avec la mise en place d'une nouvelle station de traitement des eaux usées (STEP) dans la nouvelle usine de produits d'hygiène corporelle pour une meilleure efficacité du traitement. Cette installation repose sur un système automatisé assurant un suivi précis de plusieurs paramètres clés. Le traitement s'effectue en plusieurs étapes, incluant la coagulation et la floculation pour l'élimination des particules en suspension, suivies d'un bassin biologique destiné à la dégradation des matières organiques et à la réduction des charges polluantes. L'ensemble du processus est piloté par un automate garantissant une surveillance continue et une efficacité optimale.

Des laboratoires accrédités effectuent des contrôles réguliers sur les effluents traités afin de s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur. Dans une démarche complémentaire, Distra a également fait évoluer ses formulations afin de limiter l'impact des adjuvants utilisés dans ses processus industriels. Cette adaptation contribue directement à la réduction de la pollution des effluents, en amont du traitement.



CHOIX MINUTIEUX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Distra

UNE UTILISATION RESPONSABLE DES PRODUITS CHIMIQUES

Dans son activité de détergents, Distra s'engage à utiliser des matières premières respectueuses de l'environnement, tout en garantissant la conformité de ses formules aux normes de sécurité des produits chimiques. En 2024, plusieurs initiatives ont été mises en place pour réduire l'utilisation de produits chimiques et minimiser leur impact environnemental, notamment à travers l'introduction de substituts écologiques et une meilleure optimisation des dosages avec des systèmes de contrôle précis. L'automatisation des processus et l'intégration du nettoyage en place (NEP) ont contribué à une réduction significative de l'utilisation des produits chimiques tout en garantissant leur efficacité. Des systèmes de recyclage permettent de réutiliser certains produits, réduisant ainsi leur consommation et la production de déchets. Une sensibilisation accrue des équipes sur les bonnes pratiques de manipulation et de dosage accompagne ces efforts, renforçant la sécurité et l'efficacité des opérations. Ces actions ont permis d'améliorer la qualité des rejets industriels et s'inscrivent dans une démarche continue de réduction de l'empreinte environnementale des produits détergents.

ET DES CONCENTRÉS DE JUS DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

Distra s'engage à utiliser des concentrés de jus de qualité supérieure, en sélectionnant minutieusement ses matières premières et en garantissant une traçabilité optimale tout au long du processus de production. Dès leur réception, les concentrés de jus font l'objet d'un contrôle qualité strict, assurant leur conformité aux standards les plus exigeants. Ce suivi se poursuit à chaque étape de la fabrication, jusqu'à l'expédition des produits finis. Grâce à un système d'information intégré, Distra consigne l'ensemble des opérations, permettant ainsi une traçabilité complète depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la distribution. Cette approche garantit non seulement la sécurité et la qualité des produits, mais aussi une transparence totale pour les consommateurs et partenaires commerciaux.

UNE PÊCHE RESPONSABLE, SOUCIEUSE DE LA PRÉSERVATION DES OCÉANS

Engagée dans une démarche de pêche durable, LGMC est certifiée Friend of the Sea (FOS), garantissant le respect des meilleures pratiques pour la protection de l'écosystème marin. L'entreprise applique des quotas stricts, respecte les périodes de repos biologiques et veille à préserver les stocks de poissons en s'associant exclusivement à des fournisseurs certifiés FOS, qui pratiquent une pêche responsable.

Pour limiter les prises accidentelles, LGMC et ses partenaires utilisent des méthodes de pêche plus sélectives, comme la senne circulaire et le chalut pélagique, qui permettent de cibler les espèces recherchées tout en réduisant les captures involontaires. L'entreprise assure également une traçabilité complète de ses produits, garantissant que chaque lot de poissons peut être suivi depuis la capture jusqu'à la distribution.

Face aux effets du changement climatique sur les ressources marines, LGMC adapte ses pratiques pour assurer la pérennité de ses activités. À bord de ses navires, elle surveille les températures de l'eau afin d'identifier les zones les plus favorables à la pêche. L'entreprise diversifie également ses captures en intégrant le maquereau et la sardine, ce qui réduit la pression sur une seule espèce et favorise un équilibre des stocks. Pour mieux comprendre l'évolution des ressources et ajuster ses pratiques en conséquence, LGMC collabore avec des experts du secteur et participe activement aux travaux de l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH) et de la Confédération Marocaine des Armateurs Industriels de la Pêche Pélagique (COMAIP). L'entreprise veille également à limiter l'impact de ses opérations à travers un plan de maintenance de ses bateaux, afin d'en assurer la sécurité, la performance et l'efficacité énergétique, réduisant ainsi leur empreinte environnementale.

UNE APPROCHE SOCIALE BASÉE SUR LA VALORISATION DE L'HUMAIN

Mutandis et ses filiales placent l'humain au cœur de leur approche sociale. Cette vision équitable et inclusive, vise à garantir l'égalité des chances et la non-discrimination, en luttant contre les préjugés liés au genre, à l'âge ou à l'handicap.

La société et ses filiales encouragent également le développement professionnel et personnel de leurs collaborateurs à travers la mise en place de programmes de formation ciblés et des évaluations régulières des compétences. Un dialogue social permanent est entretenu avec les représentants du personnel et les partenaires sociaux afin d'assurer un climat de travail serein et une meilleure implication des employés dans la vie de l'entreprise. Mutandis contribue au développement économique des communautés locales en privilégiant le recrutement de talents locaux et un sourcing de proximité, dès lors que les exigences de qualité le permettent.

UNE POLITIQUE DE RECRUTEMENT INCLUSIVE

Mutandis et ses filiales adoptent une politique de recrutement fondée sur l'équité et la non-discrimination, favorisant un environnement de travail inclusif où la diversité est valorisée. L'entreprise s'attache à éliminer tout biais lié au genre, à l'âge ou au handicap, garantissant ainsi des opportunités équitables pour tous. De son côté, LGMC met en œuvre un processus de recrutement impartial, fondé sur des critères objectifs et sur une sélection équitable des candidats. L'entreprise s'appuie sur des cabinets spécialisés et des agences publiques comme l'ANAPEC pour garantir un accès élargi aux opportunités d'emploi. La sélection privilégie les compétences techniques et l'expérience, tout en tenant compte du potentiel de développement des candidats. Une attention particulière est accordée au recrutement dans les bassins d'emploi où sont implantées les usines, renforçant ainsi l'ancrage territorial du groupe. À titre d'exemple, la priorité pour le recrutement des marins pêcheurs est donnée à ceux de la ville de Dakhla, où sont basés ses navires. Concernant le personnel saisonnier, LGMC réalise une revue annuelle du personnel pour identifier les postes saisonniers présentant un caractère permanent. Les collaborateurs concernés se voient proposer un contrat permanent. Cette démarche a permis à plusieurs postes liés au contrôle qualité, aussi bien à la réception qu'au sein de l'usine, de bénéficier d'un passage en contrat stable.

Pour sa part, Distra adopte un processus de recrutement transparent, fondé sur des critères objectifs tels que les compétences, l'expérience et le potentiel d'évolution, afin d'assurer une sélection équitable. Distra accorde, également, une priorité au recrutement local, soutenant ainsi le développement économique des régions où l'entreprise opère , tout en renforçant son impact social. Concernant les emplois saisonniers, qui sont principalement liés aux fluctuations de la production et de la demande, ce qui limite leur conversion en postes permanents, Distra réalise une évaluation continue des besoins en personnel permanent et prend en compte prioritairement les collaborateurs saisonniers les plus performants lorsqu'une opportunité de contrat à durée indéterminée se présente.

Season Brand LLC, de son côté, applique une politique de recrutement alignée sur les standards fédéraux et locaux des États-Unis, garantissant une égalité des chances et une conformité stricte avec la réglementation en matière d'embauche et de lutte contre la discrimination. Ainsi, au moment des recrutements, Season Brand LLC veille à garantir un processus d'embauche inclusif et équitable, respectant les normes en matière de non-discrimination, notamment pour l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap. Sur le plan de la rémunération et de la protection sociale, l'entreprise propose des packages compétitifs, intégrant salaires et avantages sociaux. Les grilles salariales sont réévaluées chaque année afin d'assurer une rémunération alignée sur les moyennes du marché. Season Brand LLC veille au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes, en garantissant des opportunités professionnelles équitables et un cadre de travail inclusif.

POLITIQUE DE FORMATION ET DE GESTION DE CARRIÈRE

La gestion des talents et le développement des compétences constituent des axes stratégiques pour Mutandis et ses filiales. Afin d'accompagner l'évolution professionnelle de ses collaborateurs et d'adapter ses équipes aux évolutions technologiques et méthodologiques, les différentes sociétés déploient des programmes de formation continue et des dispositifs de gestion de carrière adaptés à chaque entité.

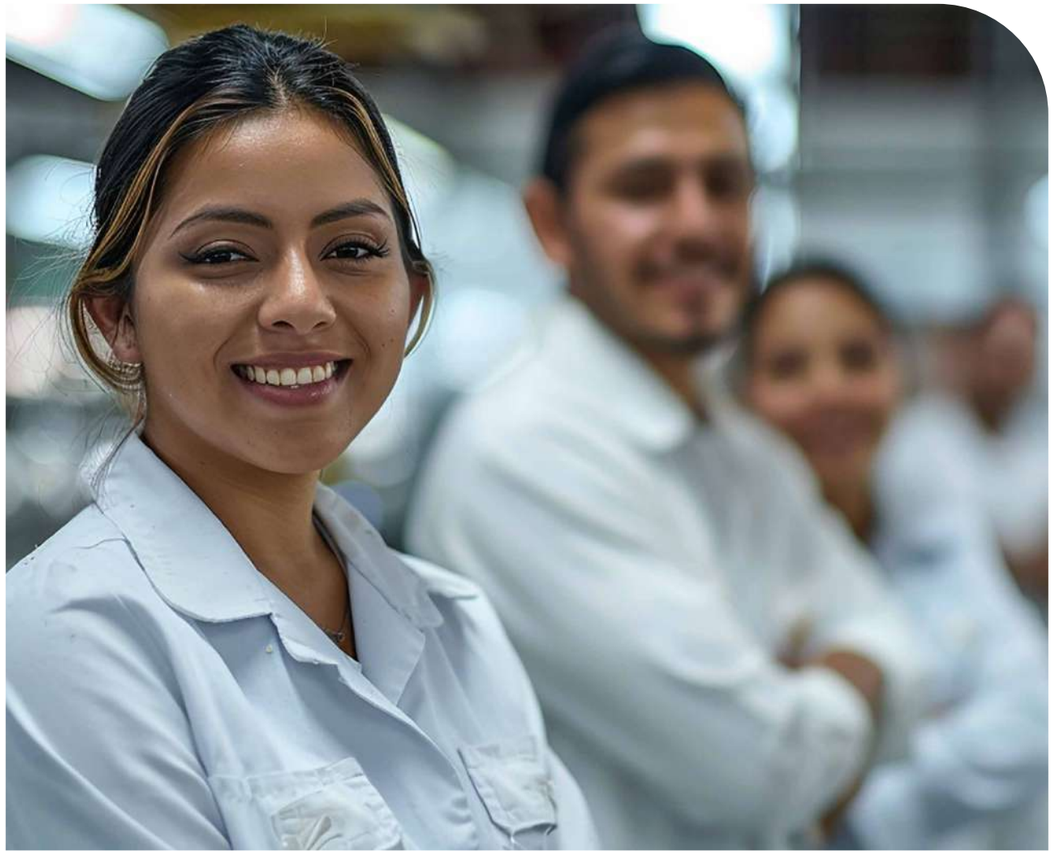
Conformément aux standards du Business Social Compliance Initiative (BSCI), LGMC applique des politiques de recrutement et de gestion des carrières garantissant des opportunités d'évolution. Ainsi, la gestion de carrière chez LGMC repose sur le principe de promotion interne, favorisant la promotion des collaborateurs à compétence égale plutôt que le recrutement externe. Chaque année, un plan de formation est élaboré, détaillant les effectifs concernés, les thématiques abordées et le calendrier des sessions. Ce programme inclut des formations techniques, qualité et sécurité, dispensées aussi bien en usine que sur les bateaux, afin d'assurer la montée en compétences du personnel productif. Les marins bénéficient notamment de modules spécifiques sur la sécurité en mer et les meilleures pratiques de pêche durable. Par ailleurs, les formations organisées au siège intègrent systématiquement des collaborateurs des usines, garantissant une transmission cohérente des savoirs et une harmonisation des compétences au sein de l'ensemble des sites de production. Grâce à ces dispositifs, plusieurs marins ont pu évoluer vers des postes à plus haute responsabilité, tels que maître d'équipage, second mécanicien ou chef mécanicien.

Chez Distra, l'année 2024 a marqué une intensification des initiatives de formation continue et de développement des compétences. L'entreprise met en place un plan structuré de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) permettant d'anticiper les besoins en talents et d'accompagner le développement professionnel de ses collaborateurs. Cette approche repose sur des plans de carrière individualisés et un programme d'évaluation des performances, favorisant la mobilité interne et inter-filiales. L'apprentissage continu est encouragé à travers des formations régulières couvrant aussi bien les aspects techniques que les soft skills. Pour faire face aux évolutions technologiques et aux nouvelles méthodes de travail, des sessions spécifiques sont organisées pour permettre aux employés d'actualiser leurs compétences, notamment sur l'utilisation d'équipements de pointe et de logiciels spécialisés. En complément, Distra accompagne ses employés dans l'obtention de certifications reconnues, renforçant ainsi leur expertise et leur employabilité. Pour enrichir son offre de formation, l'entreprise collabore avec des organismes de formation et des consultants spécialisés, afin de proposer des contenus adaptés aux besoins spécifiques de ses activités. Un accent particulier est mis sur l'innovation, avec des sessions dédiées à l'intégration de nouvelles technologies et à l'optimisation des processus de production. Distra a également déployé une plateforme de formation en ligne, permettant aux employés d'accéder à des contenus à leur rythme, sur des thématiques allant de la sécurité au travail à la gestion de projets.

Chez Season Brand LLC, la gestion des carrières s'aligne sur les exigences spécifiques du marché nord-américain. L'entreprise encourage l'évolution professionnelle de ses collaborateurs en proposant des opportunités adaptées à leurs compétences et aspirations. L'entreprise propose également des programmes de formation, aussi bien en présentiel qu'en ligne, afin de renforcer les savoir-faire et accompagner la montée en compétences de ses employés. L'entreprise a également mis en place des programmes visant à sensibiliser les équipes aux enjeux de durabilité et de traçabilité, contribuant ainsi à l'intégration des meilleures pratiques environnementales et éthiques dans l'ensemble de ses opérations.

Formation

	DISTRA	LGMC	SEASON
NOMBRE DE SALARIÉS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE FORMATION EN % DE L'EFFECTIF GLOBAL	26%	97%	100%
BUDGET FORMATION EN % DE LA MASSE SALARIALE	-	-	N/A
NOMBRE DE JOURS DE FORMATION / SALARIÉ	2	2	N/A

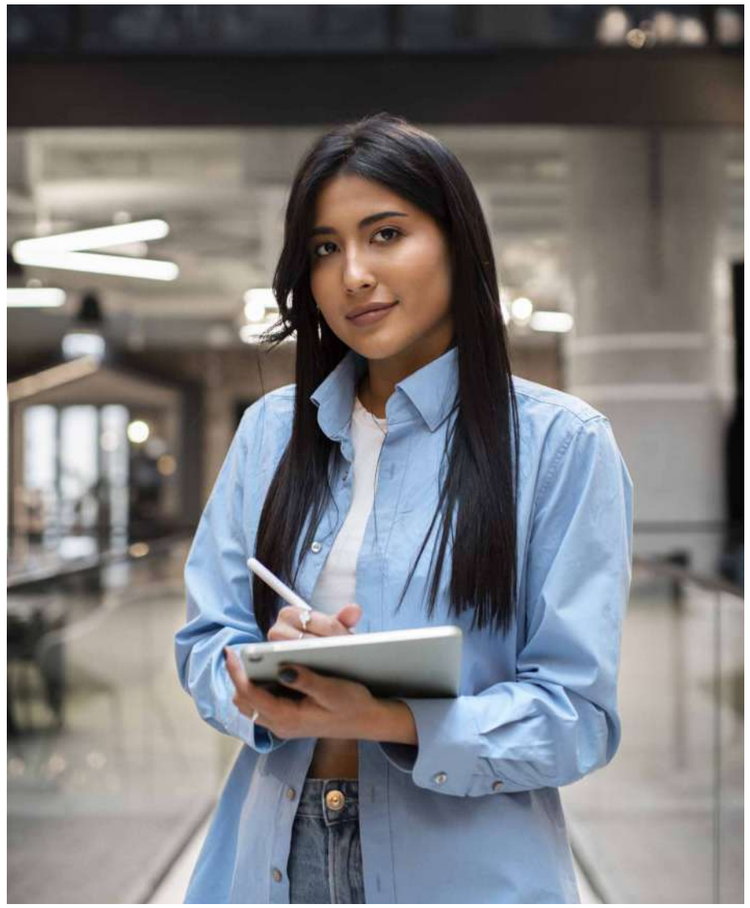


INCLUSION ET DIVERSITÉ

Mutandis et ses filiales placent l'inclusion et la diversité au cœur de leur approche sociale, convaincues que la richesse des talents repose sur la pluralité des profils, des expériences et des parcours. L'engagement du groupe se traduit par des actions concrètes visant à garantir un environnement de travail équitable, respectueux et propice au développement de chacun, indépendamment du genre, de l'âge, de l'origine ou de toute autre caractéristique individuelle.

Chez LGMC, l'engagement en faveur de l'inclusion se traduit par une politique active de diversité qui promeut une culture d'acceptation et de respect à tous les niveaux de l'organisation. Des ateliers et formations spécifiques sont régulièrement organisés pour sensibiliser les employés aux enjeux et aux bénéfices d'un environnement de travail diversifié. L'équité salariale fait également l'objet d'une attention particulière, avec une analyse approfondie des rémunérations du personnel permanent en usine. Cette démarche permet d'évaluer et d'ajuster, si nécessaire, les écarts salariaux entre sites et catégories d'employés, en prenant en compte l'expérience, les compétences et les responsabilités. Ces ajustements sont effectués tous les deux ans et à chaque revalorisation salariale initiée par le gouvernement, en concertation avec les partenaires sociaux afin d'assurer une mise en œuvre équitable et transparente.

Chez Distra, la diversité et l'inclusion est également une valeur fondamentale intégrée dans l'ensemble des processus de gestion des ressources humaines. L'entreprise s'engage à garantir une représentativité équitable des genres, des générations et des origines. Elle met également en œuvre des politiques garantissant un accès équitable aux opportunités, notamment à travers une grille salariale standardisée appliquée à tous les sites et basée sur des critères objectifs tels que les qualifications, l'expérience et les responsabilités. Une évaluation périodique des rémunérations permet de s'assurer de leur alignement avec le marché, tandis qu'un suivi spécifique est réalisé pour garantir l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. La transparence est également un principe clé dans l'attribution des augmentations et des primes, qui reposent exclusivement sur des systèmes d'évaluation de performance objectifs.



Répartition des effectifs et diversité

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON			Effectif Total		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
FEMMES	8	7	6	160	176	251	2 261	2 412	2 040	5	5	5	2 434	2 600	2 302
HOMMES	8	8	8	965	1 174	1 375	403	376	404	5	4	4	1 381	1 562	1 791
EFFECTIF TOTAL	16	15	14	1 125	1 350	1 626	2 664	2 788	2 444	10	9	9	3 815	4 162	4 093

Répartition des effectifs permanents et diversité

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON			Effectif Total		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
FEMMES	8	7	6	60	66	72	47	44	54	5	5	5	120	122	137
HOMMES	8	8	8	391	510	607	238	255	227	5	4	4	642	777	846
EFFECTIF TOTAL	16	15	14	451	576	679	285	299	281	10	9	9	762	899	983

LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL, PRIORITAIRES CHEZ MUTANDIS

La sécurité et le bien-être des collaborateurs sont des priorités majeures pour Mutandis et ses filiales. Afin de garantir un environnement de travail conforme aux normes nationales et internationales, le groupe met en œuvre une stratégie globale de prévention des risques et d'amélioration continue des conditions de travail. Des protocoles stricts sont appliqués à chaque niveau d'activité, avec des vérifications systématiques sur tous les sites de production. Chaque collaborateur et partenaire bénéficie d'un accès à des standards de sécurité clairs, des processus opérationnels précis et des formations dédiées, assurant une application rigoureuse des règles de sécurité ainsi qu'une prévention des incidents.

Chez LGMC, des initiatives ont été mises en place pour améliorer les conditions de travail dans les unités de transformation de Safi et Agadir. Les infrastructures des locaux sociaux ont été modernisées avec l'aménagement d'espaces de culte distincts pour les hommes et les femmes, pour améliorer le bien-être des collaborateurs au travail. Les réfectoires dédiés aux femmes à Safi ont été rénovés. De même, des zones de distribution des équipements de protection individuelle ont été installées dans les quatre usines de la filiale, facilitant ainsi l'accès au matériel de sécurité.

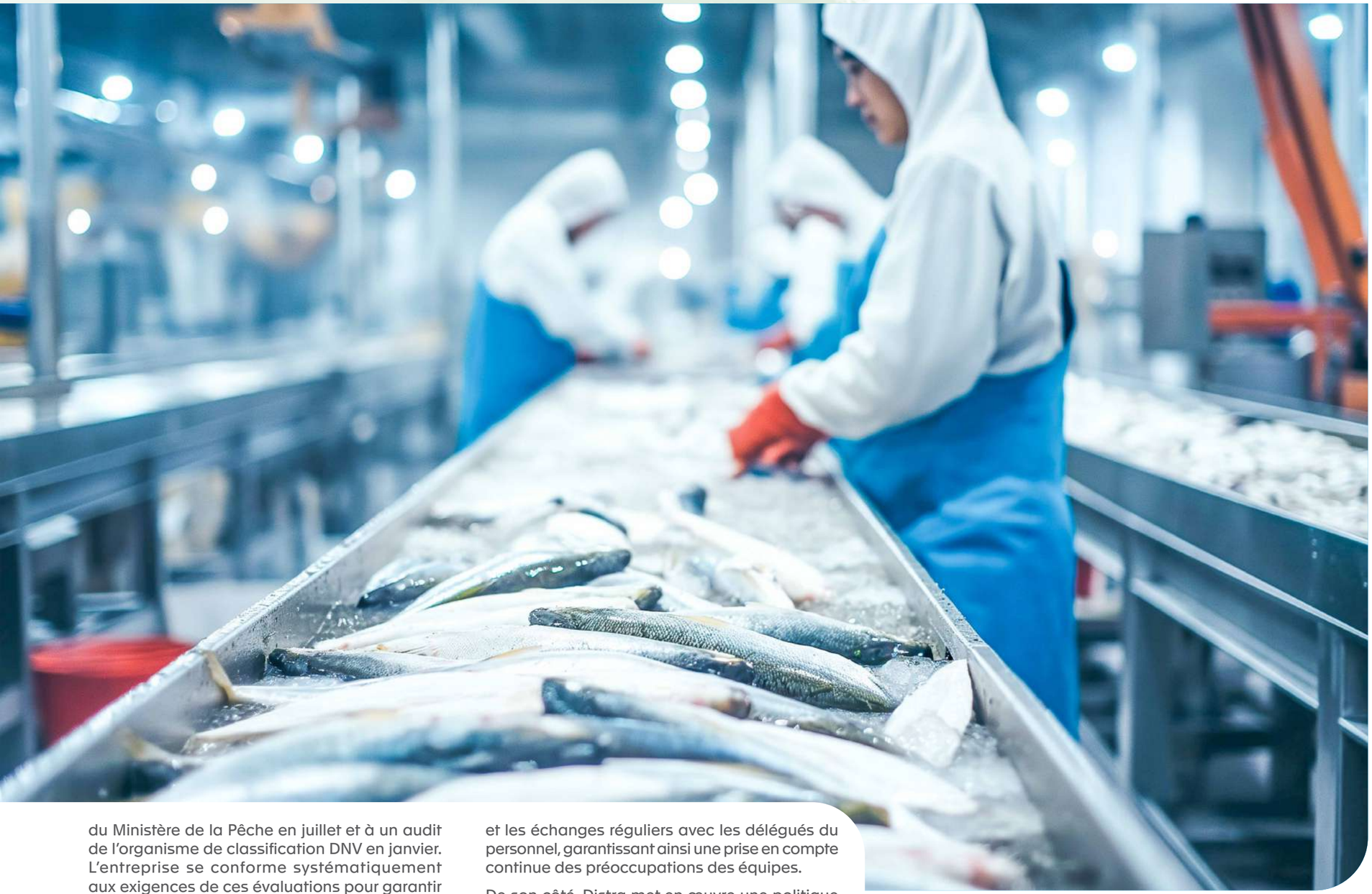
En plus de ces aménagements, LGMC assure un suivi régulier des risques et des mécanismes de prévention, tout en dispensant des formations adaptées à ses collaborateurs afin de garantir un environnement de travail sûr et conforme aux normes en vigueur. À bord des navires, la sécurité repose sur des réglementations maritimes strictes et fait l'objet de contrôles rigoureux. Chaque année, les navires de LGMC sont soumis à une inspection

UN DIALOGUE SOCIAL ACTIF POUR UN CLIMAT DE TRAVAIL SEREIN

Mutandis et ses filiales placent le dialogue social au cœur de leur engagement en faveur d'un environnement de travail serein et collaboratif. L'entreprise veille à instaurer des échanges réguliers et constructifs avec les représentants du personnel afin de garantir une prise en compte efficace des attentes des employés et d'assurer une amélioration continue des conditions de travail. Tout au long de l'année, des réunions périodiques sont organisées entre les délégués du personnel, les partenaires sociaux, le Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) et le Comité de Direction. Ces rencontres permettent d'anticiper les préoccupations, de favoriser un dialogue ouvert et d'adopter des mesures adaptées aux besoins des collaborateurs.

Chez LGMC, le dialogue social est entretenu à travers des réunions mensuelles avec les représentants du personnel. Afin de favoriser l'expression des employés et de garantir la prise en compte de leurs préoccupations, l'entreprise a également mis en place des boîtes à suggestions anonymes, renforçant ainsi la transparence et la communication interne.

Chez Distra, l'engagement en faveur du climat social s'est renforcé en 2024 avec la mise en place d'une fréquence accrue des réunions entre la direction et les représentants du personnel. Ces rencontres régulières permettent d'échanger sur les préoccupations des employés et les objectifs stratégiques de l'entreprise. Dans une démarche de transparence, la direction partage les performances de l'entreprise, les projets stratégiques et les évolutions organisationnelles, assurant ainsi une communication claire et une meilleure compréhension des orientations de l'entreprise par l'ensemble des collaborateurs.



du Ministère de la Pêche en juillet et à un audit de l'organisme de classification DNV en janvier. L'entreprise se conforme systématiquement aux exigences de ces évaluations pour garantir un niveau de sécurité optimal à bord. Dans les usines, une analyse de risques régulière est réalisée pour anticiper et prévenir les incidents. L'entreprise assure l'achat, la distribution et le suivi des équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux exigences de chaque poste de travail. Des formations internes et externes sont organisées sur les bonnes pratiques en matière de sécurité. Un dialogue constant est maintenu avec les employés à travers les réunions des comités et les échanges réguliers avec les délégués du personnel, garantissant ainsi une prise en compte continue des préoccupations des équipes.

De son côté, Distra met en œuvre une politique propre pour assurer la sécurité et le bien-être de ses collaborateurs. L'entreprise adopte une approche proactive en matière de prévention des risques, d'amélioration des infrastructures et de développement d'un cadre de travail favorisant l'engagement des employés. En 2024, Distra a renforcé ses initiatives en matière de santé et sécurité au travail avec la mise en service d'une nouvelle usine conçue pour répondre aux exigences les plus élevées en matière de prévention des risques professionnels, avec des aménagements optimisés pour réduire les dangers physiques et ergonomiques tels que les chutes et les collisions. Afin d'accompagner cette transition, un programme de formation spécifique a été mis en place pour sensibiliser les employés aux nouveaux équipements et protocoles de sécurité. En parallèle, les installations existantes ont été modernisées pour renforcer la sécurité sur l'ensemble des sites de production.

Distra veille également au bien-être de ses employés en instaurant un système de récompense basé sur la performance et la contribution des équipes. L'attribution de primes de performance permet de reconnaître et valoriser les efforts des collaborateurs.

Chez Season Brand LLC, la santé et le bien-être des employés sont au cœur de la politique de santé et sécurité au travail (SST). L'entreprise met en place des mesures adaptées aux réalités du marché nord-américain, avec un accent particulier sur la flexibilité du travail et l'amélioration des conditions de travail. Ainsi, afin de prévenir les risques liés à l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle et de favoriser le bien-être au travail, Season Brand LLC a instauré un télétravail à 100 %, permettant aux employés de bénéficier d'un cadre de travail plus souple et adapté à leurs besoins. En 2024, l'entreprise a renforcé son engagement en matière de santé des employés en élargissant ses options de couverture santé, passant d'un seul plan à trois choix. Cette évolution permet aux collaborateurs de sélectionner la formule la mieux adaptée à leurs besoins en termes de protection médicale et d'accessibilité financière. Pour compléter ces initiatives, Season Brand LLC propose un temps de congé rémunéré étendu, ainsi qu'une rémunération et des avantages compétitifs, garantissant ainsi des conditions de travail favorables à la santé physique et mentale des employés. Enfin, l'entreprise applique rigoureusement les mesures de santé et sécurité au travail, en conformité avec les réglementations locales et fédérales, pour garantir un environnement de travail sain et sécurisé à l'ensemble de ses équipes.

Santé et sécurité au travail

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
NOMBRE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL	0	1	1	3	0	0	17	18	21	0	0	0
TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS		n/a						10,61	12		0	0
TAUX DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS		n/a						0,83	1		0	0

ENGAGEMENT POUR L'EMPLOI LOCAL ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Avec plus de 11 sites de production répartis à travers le Maroc, Mutandis joue un rôle clé dans le développement économique local en favorisant l'emploi de proximité et en renforçant ses relations avec les fournisseurs nationaux. À travers une politique de recrutement ancrée dans les territoires où l'entreprise opère et une stratégie de sourcing local optimisée, Mutandis et ses filiales contribuent activement à la dynamisation des économies régionales.

Dans cette démarche, l'emploi local constitue le premier levier d'impact de Mutandis et de ses filiales. La majorité des collaborateurs sont recrutés au sein des communautés où les sites de production sont implantés, favorisant ainsi l'intégration sociale et économique des populations locales. Chez Distra, le recrutement local est une réalité forte, avec un taux d'emploi local proche de 100% pour les activités détergents et jus. Pour l'activité eau minérale, 70% des employés sont issus du douar de Bensmim et 20% de la région, témoignant de l'impact direct de l'entreprise sur l'emploi rural. Chez LGMC, le recrutement local représente 98% de l'effectif total.

Mutandis s'engage également à privilégier les fournisseurs locaux dans l'ensemble de ses chaînes d'approvisionnement. Cette approche permet non seulement de soutenir l'économie nationale, mais aussi d'optimiser les coûts logistiques, de réduire les délais de livraison et de limiter l'empreinte carbone liée au transport des marchandises. En 2024, Distra a renforcé sa politique de sourcing local, enregistrant une augmentation du nombre de fournisseurs nationaux. Cette évolution s'inscrit dans une démarche basée sur l'identification et l'accompagnement de nouveaux fournisseurs conformes aux standards de qualité et de durabilité, le développement des partenariats à long terme, le soutien à l'innovation technologique marocaine et en privilégiant des fournisseurs géographiquement proches afin de réduire son empreinte carbone.

Chez LGMC, le sourcing local occupe également une place stratégique dans les approvisionnements. L'entreprise se fournit à 100% en fer blanc pour la fabrication de ses boîtes de conserve et à 30% en huiles auprès de fournisseurs locaux, le reste des intrants étant importé en raison de contraintes d'offre sur le marché national.

UN SOUTIEN INDÉFECTIBLE AUX COMMUNAUTÉS LOCALES

Mutandis et ses filiales s'engagent à contribuer au développement des communautés locales à travers des initiatives spécifiques adaptées aux réalités de chaque activité. LGMC participe aux initiatives déployées par les associations professionnelles de la pêche et de la conserve, qui intègrent des actions en faveur du développement local. En 2024, l'entreprise a appuyé financièrement le Salon de la Mer de Safi, un événement visant à valoriser l'industrie halieutique et ses retombées économiques.

Par ailleurs, à travers la Confédération Marocaine des Armateurs Industriels de la Pêche Pélagique (COMAIP), dont elle est membre, LGMC a soutenu et contribué à l'animation du Salon Seafood 4 Africa, organisé à Dakhla en décembre 2024. Cet événement régional a mis en avant l'industrie de la pêche et de l'aquaculture locales, ainsi que leurs impacts sur l'économie de Dakhla. Distra noue également des partenariats pour des initiatives sociales et environnementales.

Répartition des effectifs par type de contrat de travail

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
CDD	0	0	0	61	60	159	0	0	0	0	0	0
CDI	16	15	14	385	513	520	285	298	281	10	9	9
SAISONNIERS	0	0	0	674	774	947	2364	2472	2 147	0	0	0
ANAPEC	0	0	0	5	3	0	15	18	16	0	0	0
EFFECTIF TOTAL	16	15	14	1 125	1 350	1 626	2 664	2 788	2 444	10	9	9

Répartition des effectifs par responsabilité

		MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
		2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
FEMMES	FEMMES CADRES	8	7	6	18	17	14	12	11	13	2	2	2
	FEMMES NON CADRES	0	0	0	42	49	58	35	33	41	3	3	3
	TOTAL FEMMES	8	7	6	60	66	72	47	44	54	5	5	5
HOMMES	HOMMES CADRES	5	5	4	22	24	20	31	34	37	5	4	4
	HOMMES NON CADRES	3	3	4	369	486	587	207	221	190	0	0	0
	TOTAL HOMMES	8	8	8	391	510	607	238	255	227	5	4	4
EFFECTIF TOTAL		16	15	14	451	576	679	285	299	281	10	9	9

Répartition des effectifs par ancienneté

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
ANCIENNETÉ	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
0-5 ANS	3	3	3	220	242	321	146	150	1 261	5	5	3
ENTRE 5 ET 12	12	11	5	155	202	194	69	80	423	5	4	6
PLUS DE 12 ANS	1	1	6	76	132	164	70	69	655	0	0	0
TOTAL	16	15	14	451	576	679	285	299	2 339	10	9	9

Les mouvements : Embauches et départs

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Nombre de recrtutements - direction	0	0	0	11	0	0	0	0	0	1	1	0
Nombre de recrtutements - cadres	1	0	0	4	3	5	8	8	6	0	0	0
Nombre de recrutements - non cadres	0	0	2	57	72	146	607	587	169	0	0	0
RECRUTEMENTS	1	0	2	72	75	151	615	595	175	2	1	0
Nombre de démissions - direction	0	0	0	8	1	1	0	0	1	0	0	0
Nombre de démissions - cadres	0	0	1	10	0	8	5	5	2	0	0	0
Nombre de démissions - non cadres	0	0	0	46	3	74	225	29	105	0	0	0
DÉMISSIONS	1	0	1	64	4	83	230	34	108	0	0	0
Nombre de licenciements - direCTIOn	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Nombre de licenciements - cadres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Nombre de licenciements - non cadres	0	0	1	0	0	1	5	4	3	0	0	0
LICENCIEMENTS	0	0	2	0	0	1	5	4	3	0	2	0
DÉPART À LA RETRAITE	0	0	0	0	0	0	4	5	0	0	0	0
DÉCÈS	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Des relations sociales fondées sur le dialogue

	MUTANDIS			DISTRA			LGMC			SEASON		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
JOURS DE GRÈVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	N/A	N/A	N/A
REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	0	0	0	3	8	0	31	25	26	-	-	N/A
LITIGES SOCIAUX INDIVIDUELS	-	0	1	-	0	0	-	5	5	-	-	N/A
LITIGES SOCIAUX COLLECTIFS	-	0	0	-	0	0	-	0	0	-	-	N/A
TOTAL DES LITIGES SOCIAUX	-	0	1	-	0	0	-	5	5	-	-	N/A

Répartition de l'effectif global par branche d'activité

LGMC	
PÊCHE	59
TRAITEMENT*	2 163
ENCADREMENT ET GESTION	46
MAINTENANCE	57
FONCTIONS SUPPORT ET ADMINISTRATIVES	119

*Inclus les travailleurs saisonniers

DISTRA	
BOISSONS	807
PRODUITS D'HYGIÈNE ET D'ENTRETIEN	15

SEASON	
DIRECTION	3
DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL ET COMMUNICATION	3
SUPPORT TECHNIQUE ET ADMINISTRATIF	3

ENGAGEMENT FERME POUR LA QUALITÉ ET DES APPROVISIONNEMENTS RESPONSABLES

UNE CONFORMITÉ SANS FAILLE AUX NORMES DE QUALITÉ

Mutandis et ses filiales placent la sécurité sanitaire et alimentaire au cœur de leurs priorités en appliquant des standards rigoureux et des certifications reconnues. L'ensemble des processus repose sur un suivi strict, des contrôles réguliers et une amélioration continue pour garantir la conformité aux normes en vigueur.

LGMC maintient ses certifications FOS, IFS Food et BRC Food à travers un système de management de la qualité basé sur des audits internes, des formations continues et un contrôle rigoureux des non-conformités. Chaque étape de production fait l'objet de contrôles afin d'assurer la sécurité alimentaire et la qualité des produits. La traçabilité est intégrée dès l'approvisionnement des matières premières ou la pêche jusqu'à leur transformation et leur expédition. En 2024, la certification Halal a été obtenue pour deux sites, impliquant une gestion stricte des fournisseurs et un suivi renforcé des flux de production pour garantir le respect des exigences Halal tout au long du processus de production.

Distra suit un cadre structuré pour assurer la conformité à ses certifications. Un système de gestion intégré permet le suivi des exigences réglementaires et l'amélioration continue des pratiques. Des audits internes et externes sont régulièrement réalisés pour identifier les écarts et mettre en place les actions correctives nécessaires. Le suivi des performances repose sur des indicateurs précis permettant d'analyser les résultats et d'optimiser les processus. L'accent est également mis sur la formation des employés et la veille réglementaire afin d'anticiper les évolutions normatives. L'entreprise a également apporté plusieurs ajustements pour préparer la certification ISO 22000. Le plan d'Analyse des Dangers et Points Critiques pour leur Maîtrise (HACCP) a été mis à jour pour mieux maîtriser les risques, avec un suivi renforcé des matières premières, des processus et des produits finis. Des formations spécifiques ont été dispensées aux opérateurs et managers sur les exigences de la norme ainsi que sur les bonnes pratiques d'hygiène et de sécurité alimentaire. Certaines infrastructures ont été réaménagées pour limiter les contaminations croisées. Des audits internes ont été organisés afin d'évaluer la conformité et de mettre en place des plans d'amélioration continue.

Season Brand LLC est accréditée par Friend of the Sea, une organisation dont la mission est d'assurer la durabilité des ressources halieutiques et de l'industrie de la pêche. Cette organisation réalise des audits afin de garantir le respect des normes en vigueur. Season Brand LLC sélectionne ses partenaires en privilégiant ceux qui adoptent des pratiques de pêche durable et qui restent conformes aux exigences de Friend of the Sea ainsi qu'à d'autres organismes accrédités.

UNE POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES

Mutandis et ses filiales adoptent une stratégie d'achats responsables, privilégiant les fournisseurs locaux afin de soutenir l'économie nationale et réduire leur empreinte carbone. Cette politique repose sur des critères de sélection stricts, intégrant des exigences en matière de qualité, de coût et de délais, tout en veillant à la conformité aux standards environnementaux et sociaux. Les filiales du groupe appliquent une évaluation rigoureuse des fournisseurs à travers des audits réguliers, le suivi des certifications qualité, ainsi que l'analyse des engagements en matière de responsabilité sociale et environnementale.

Chez LGMC, la politique d'achat garantit que tous les biens et services acquis répondent aux critères de qualité et aux spécifications techniques définies. Les fournisseurs font l'objet d'évaluations annuelles portant sur la qualité des prestations, la conformité aux standards du groupe et l'adhésion aux certifications reconnues. LGMC réalise des audits uniquement chez les fournisseurs non certifiés par une norme reconnue par la GFSI, afin de s'assurer du respect des exigences en matière de sécurité alimentaire et de food defense.

Distra adopte une approche collaborative avec ses fournisseurs, en travaillant avec eux pour garantir leur conformité aux exigences du groupe et améliorer continuellement les pratiques d'approvisionnement. L'entreprise privilégie une évaluation régulière des fournisseurs à travers des audits et suivis, permettant d'identifier les écarts et de mettre en place les corrections nécessaires avant d'envisager toute rupture de collaboration.

Des visites régulières sont organisées pour assurer le respect des standards de qualité, de sécurité et de durabilité. Elles interviennent principalement dans trois contextes. Lors de l'homologation des nouveaux fournisseurs, ces visites permettent de valider leur conformité avant leur intégration dans la base de fournisseurs agréés. En cas de réclamations sur des matières premières, composants ou services, elles servent à analyser les causes des non-conformités et à définir des actions correctives adaptées. Enfin, lors de l'introduction de nouvelles technologies, elles permettent d'évaluer leur pertinence par rapport aux besoins opérationnels et aux objectifs de durabilité de Distra.

Chez Season Brand LLC, les fournisseurs sont sélectionnés selon plusieurs critères, notamment la qualité, le prix, la capacité de production et les accréditations. L'entreprise travaille exclusivement avec des partenaires qui possèdent les certifications nécessaires et qui respectent en continu les standards de qualité établis. Des audits sont réalisés chaque année afin de garantir la conformité des fournisseurs aux exigences de durabilité de Season Brand. Ces évaluations permettent de s'assurer que les partenaires maintiennent leurs accréditations et appliquent les normes requises. Pour garantir la qualité de ses produits, Season Brand collabore avec ses fournisseurs afin de développer des standards internes de contrôle, assurant ainsi une conformité constante avec les exigences des organismes de certification.

GOUVERNANCE

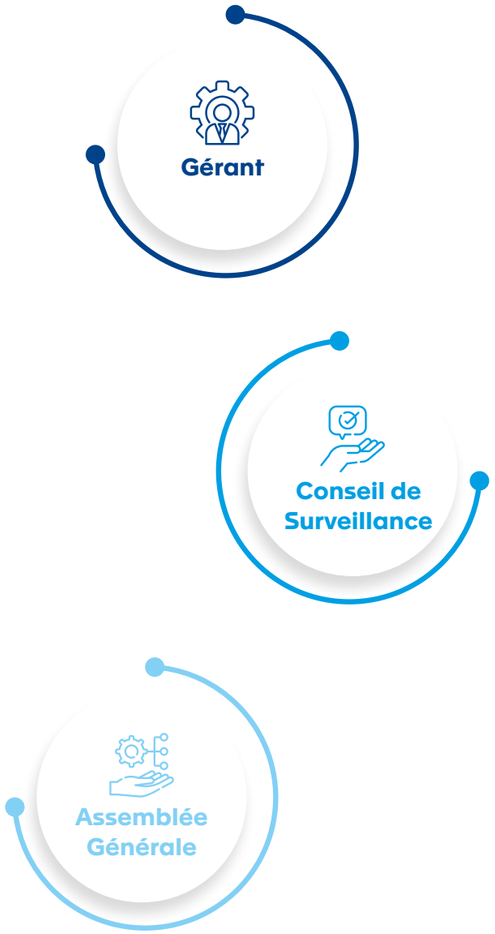
UNE GOUVERNANCE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Un système de gestion dual

Mutandis est une société en commandite par actions (SCA), régie par la loi 5-96 du 13 février 1997. Elle est constituée d'un associé commandité et d'actionnaires commanditaires.
Mutandis est gérée par la société MUGEST (SARLAU), représentée par Monsieur Adil DOUIRI en sa qualité de Gérant.

Rôles et compétences

Le Gérant est responsable de la gestion des activités de la société et agit dans son intérêt en vue de créer de la valeur durable pour toutes les parties prenantes. Il est appuyé dans ses missions par un Comité Exécutif.
Le Conseil de Surveillance, quant à lui, exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société. Cependant, il ne peut pas s'immiscer dans sa gestion. Afin d'accomplir sa mission, le Conseil de Surveillance peut conférer des mandats spéciaux à ses membres pour des objets déterminés, comme il peut créer des commissions en son sein. Il fixe la composition et les attributions des commissions ainsi créées. Celles-ci exercent leurs activités sous la responsabilité du Conseil de Surveillance. D'ailleurs, le Conseil dispose à l'heure actuelle de deux comités qui l'aident dans l'exercice de sa mission de surveillance, il s'agit en l'occurrence du Comité d'Audit et de Rémunération et du Comité d'Investissement.



La Gouvernance en chiffres

Taux de présence
72%

Parité
33% de femmes

Rémunération
1,4 M MAD
jetons de présence

Indépendance
2 administrateurs indépendants selon les critères de la loi 17-95 relative à la société anonyme

Assiduité des membres du Conseil de Surveillance

	Réunions du Conseil de Surveillance
M. Zouhair Bennani*	4/4
M. Karim Ayouche	3/4
Mme Souad Benbachir	4/4
Mme Laila Bennis	4/4
M. Rachid Hadni	2/4
Mme Dayae Oudghiri	2/4
M. Luc André Rigouzzo	2/4
M. Mohamed Tazi	2/4
M. Azzeddine Guessous	3/4

*Président du Conseil de Surveillance

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est constitué de 9 membres, tous non exécutifs, dont 2 administrateurs indépendants, personnes physiques. Il se réunit au moins 2 fois par an. Au cours de l'année 2024, il s'est réuni 4 fois.

Composition du Conseil de Surveillance

M. Zouhair BENNANI

Président et Membre du Conseil de Surveillance

Marocaine

Nomination : 14/03/2008

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Zouhair BENNANI est le Président de Best Financière et de Retail Holding. Monsieur Bennani est ingénieur en informatique et titulaire d'un diplôme de troisième cycle en management et ressources humaines de l'Université de la Sorbonne.

Total mandats : 23

BEST FINANCIÈRE, RETAIL HOLDING, LABEL VIE, HLV, MAXI LV, BEST HEALTH, SCRIM, MEGA V STORES MOROCCO, GFFS, MODES & NUANCES, ARADEI, RMK HOLDING, ECO MEDIAS, MUTANDIS, MABIOTECH, CFG BANK, UNIMER, AMETHIS FINANCE, ANPME, CGEM, AMDM, MUTANDIS AUTOMOBILE, UNIVERS MOTORS PREMIUM.

Dont 5 sociétés faisant appel public à l'épargne.

M. Luc André RIGOUZZO

Membre du Conseil de Surveillance

Français

Nomination : 01/04/2019

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Luc RIGOUZZO est associé dirigeant d'Améthis France. M. Luc Rigouzzo est ingénieur diplômé de l'Institut National Agronomique de Paris.

Total mandats : 20

AMETHIS ADVISORY SAS, AMETHIS ADVISORY EUROPE SAS, AMETHIS INVESTMENT FUND MANAGER S.A, AMETHIS PARTNERS HOLDING S.A.R.L, AMETHIS PARTNERS S.A, AMETHIS Group – ex Holding LRLDEDR S.A.r.l, AMETHIS NORTH AFRICA SARL, AMETHIS ADVISORY EAST AFRICA LIMITED, AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG S.A.R.L (GP OF AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG SCA SICAR), AMETHIS FUND II MANAGMENT SARL (GP OF AMETHIS FUND II S.C.A SICAR), AMETHIS FUND III MANAGMENT SARL (GP OF AMETHIS FUND III S.C.A SICAR), MUTANDIS SCA, DISTRA S.A, AMETHIS & METIER SPV LTD, AMETHIS AFRICA FINANCE LTD, AMETHIS ELEPHANT LTD, AMETHIS PACKAGE FOOD LTD, AMETHIS WEST AFRICA S.A., NMA, STRATTON HOLING LTD, KAZAREEN TEXTILE GROUP LTD.

Dont 1 société faisant appel public à l'épargne.

Mme Souad BENBACHIR

Membre du Conseil de Surveillance

Marocaine

Nomination : 17/03/2011

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

Mme Souad BENBACHIR est co-dirigeante de CFG Bank.
Mme Benbachir est diplômée de l'ESSEC Business School à Paris.

Total mandats : 15

CFG BANK, T CAPITAL GESTION, CFG IT, CFG CAPITAL, CFG DEVELOPPMENT, CFG CROISSANCE, CFG GESTION, CFG GESTION PRIVEE, ECOLOGIA, IMMORENTE INVEST, AMDIE, MUTANDIS SCA, MUTANDIS AUTOMOBILE, REIM PARTNERS, MUTRIS.

Dont 5 sociétés faisant appel public à l'épargne.

M. Azeddine GUESSOUS

Membre du Conseil de Surveillance

Marocain

Nomination : 30/04/2023

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Azeddine GUESSOUS est Président Directeur Général Maghrebail, depuis 2004. Il est aussi Administrateur de Bank of Africa et de RMA, de Al Akhawayn. M. GUESSOUS est diplômé de l'école des Hautes Études Commerciales de Paris (HEC Paris) et de l'Institut d'Études Politiques de Paris (IEP Paris).

Total mandats : 13

BANK OF AFRICA, BANK OF AFRICA MADRID, RMA, RISMA, SONASID, MAROCAINE DES TABACS, UNIVERSITÉ AL AKHAWAYN, LOCASOM, SETTAVEX, MUTANDIS, MUTANDIS AUTO, ALMA PACK, ALMA BAT.

Dont 4 sociétés faisant appel public à l'épargne.

M. Rachid HADNI

Membre du Conseil de Surveillance

Marocain

Nomination : 25/03/2018

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Rachid HADNI est Président de Label'Vie SA, structure opérant dans le secteur de la distribution au Maroc.

Total mandats : 13

BEST FINANCIÈRE, RETAIL HOLDING, ARADEI CAPITAL, BE HOME, MEGA V STORES MOROCCO, HLV, MAXI LV, CDCI, DISTRANS CI, RETHIS, MEDWARE, LABEL VIE SA, MUTANDIS SCA.

Dont 2 sociétés faisant appel public à l'épargne.

M. Mohamed TAZI

Membre du Conseil de Surveillance

Marocain

Nomination : 02/04/2020

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Mohamed TAZI est fondateur et directeur du Laboratoire Tazi et gérant de la holding Patrimoine Gestion et Placements. Il est diplômé de la faculté de pharmacie de Nancy et détient un Certificat d'études spéciales de biochimie, hématologie, bactériologie, virologie et immunologie à l'université de Paris.

Total mandats : 5

PATRIMOINE GESTION ET PLACEMENTS, VENTEC MAROC, LABORATOIRE TAZI, MUTANDIS AUTOMOBILE, MUTANDIS SCA.

Dont 1 sociétés faisant appel public à l'épargne.

M. Karim AYOUCHE

Membre du Conseil de Surveillance

Marocain

Nomination : 20/03/2014

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

M. Karim AYOUCHE est fondateur de Burj Finance, Burj Capital et Kay Holding.

Total mandats : 12

KAY HOLDING SARL, SOPRIMA S.A, CONCORDE FINANCE SARL, 2KBE SARL, ASUKAY REAL ESTATE SARL, OMOTE SARL, HAMKAY SARL, MUTATIS SCA, MUTANDIS SCA, BURJ CAPITAL SARL, CFG BANK, UNIVERS MOTORS PREMIUM.

Dont 2 sociétés faisant appel public à l'épargne.

Mme Laila BENNIS

Membre du Conseil de Surveillance, Administrateur indépendant

Marocaine

Nomination : 02/04/2020

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

Mme Laila BENNIS, fondatrice de Naos Consulting est experte en stratégie, politiques publiques et des secteurs du Retail et des FMCG.

Elle est diplômée de l'École Polytechnique Paris, l'École des Mines de Paris et de Sciences Po Paris.

Total mandats : 5

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT DU DIGITAL, NAOS CONSULTING, EDUCINVEST, DISTRA, MUTANDIS SCA.

Dont 1 sociétés faisant appel public à l'épargne.

Mme Dayae OUDGHIRI

Membre du Conseil de Surveillance, Administrateur indépendant

Marocain

Nomination : 02/04/2020

Échéance : AG qui statuera sur les comptes de 2025

Biographie :

Mme Dayae OUDGHIRI est Présidente fondatrice de la société Fulgurans, spécialisée dans l'accompagnement de dirigeants dans la prise de décisions stratégiques.

Elle est diplômée de l'école de commerce de Reims et titulaire de l'Executive MBA TRIUM (NYU-LSE-HEC).

Total mandats : 7

ADM, BOISSONS DU MAROC, ARADEI CAPITAL, CIH BANK, MUTANDIS SCA, HIA,XLINKS.

Dont 5 sociétés faisant appel public à l'épargne.

Critères d'indépendance

Mutandis a pris les dispositions nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiée au Bulletin Officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux Sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs.

Parité

La représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil de Surveillance et au sein du Comité Exécutif est fortement recherchée par le groupe Mutandis. À ce jour, Mutandis compte 33% de femmes au sein de son Conseil de Surveillance, soit 3 femmes parmi les 9 membres.

Déontologie et prévention de la corruption

En matière de déontologie et de prévention de la corruption, Mutandis a veillé à se conformer à la réglementation marocaine et aux standards internationaux. Elle dispose ainsi d'un code déontologique qui fixe les règles à respecter par les personnes initiées en matière de conformité avec les lois et réglementations en vigueur, mais aussi en termes de gestion des conflits d'intérêts.

Le Conseil de Surveillance est appuyé par deux comités

Le Comité d'Audit et de Rémunération

Le Comité d'Audit et de Rémunération de Mutandis a été créé à l'initiative du Conseil de Surveillance de Mutandis. Ce comité a pour objet d'assurer une mission d'audit interne visant à s'assurer de la fiabilité de l'organisation comptable et financière, ainsi que de la maîtrise des risques. Il a également pour mission, l'examen des rémunérations accordées aux dirigeants du groupe visant à s'assurer de leur conformité avec la réalité du marché de l'emploi.	Président : Mme Dayae OUDGHIRI Membres : Mme Souad BENBACHIR HASSANI Mme Laila BENNIS

Le Comité d'Investissement

Le Comité d'Investissement de Mutandis est une émanation du Conseil de Surveillance. Son rôle est d'étudier les nouveaux projets d'investissements de Mutandis dont le montant est supérieur à 30 M MAD. Ce comité se réunit au besoin lorsqu'un investissement est envisagé.	Membres : M. Rachid HADNI M. Luc André RIGOUZZO Mme Dayae OUDGHIRI

LA GÉRANCE

Le Gérant

Mugest est une SARL à associé unique créée par Monsieur Adil DOUIRI en 2008, dont l'objet social est notamment :

- La gestion de fonds, l'étude, la réalisation des projets d'investissement et toute opération y afférente ;
- Le conseil et l'assistance dans le domaine de gestion de fonds ;
- La réalisation de toutes opérations financières, d'études techniques, d'opportunités de marché ayant un rapport avec la gestion de fonds ;
- Et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son activité ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Comité Exécutif

Le Comité Exécutif constitue l'instance de pilotage du groupe. Il rassemble autour du Gérant, les responsables des activités Détergents et Jus (DISTRA), Produits de la Mer (LGMC et ses filiales et Season), ainsi que de l'activité export en Afrique et de l'activité Administrative et Financière du groupe. Le Comité Exécutif examine et approuve les questions et décisions relatives à la stratégie et à l'organisation du groupe. Il adopte les politiques et procédures qui sont d'application générale pour l'ensemble du groupe. Par ailleurs, chaque activité est dotée de son propre Comité de Direction.

Rémunération du gérant

Conformément aux statuts de Mutandis, la rémunération du Gérant est fixée par décision de l'associé commandité, après avis du Conseil de Surveillance. Ainsi, au titre de l'exercice 2024, la rémunération de Mugest SARLAU, Gérant de Mutandis, s'élève à 4 MMAD.

M. Adil DOUIRI

Fondateur et Gérant de Mutandis, Mars 2008

Diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris. M. Adil DOUIRI a cogéré pendant six ans (1986-1992), pour le compte de la Banque d'Affaires Européenne Paribas (aujourd'hui BNP Paribas), les investissements boursiers de la Banque et ceux de ses clients aux États-Unis. Rentré au Maroc en 1992, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, Casablanca Finance Group (CFG Bank aujourd'hui), pionnière des innovations dans les marchés boursiers marocains. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé Ministre du Tourisme en novembre 2002, puis Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale en juin 2004, et ce jusqu'en octobre 2007. Il a par la suite fondé Mutandis en avril 2008. Par ailleurs, M. Adil Douiri est administrateur de différentes sociétés et notamment de CFG Bank.

Mandats dans d'autres sociétés

MUGEST, MUTANDIS SCA, MUTANDIS AUTOMOBILE, MUTATIS , MUTRIS, DISTRA, LGMC, EAE, UNIVERS MOTORS ASIE, ISHAM FINANCE, RISMA, MUTANDIS USA INC, AVICAL.

M. Mohamed LAHLOU

Chargé de mission, Novembre 2009

M. Mohamed LAHLOU a cumulé une expérience de 6 ans dans le conseil en stratégie en France chez Capgemini Consulting, Mercer (aujourd'hui Oliver Wyman), et A. T. Kearney où il occupait le poste d'associate senior. Il est ingénieur diplômé de l'école Centrale Paris. Mohamed Lahlou occupait le poste de Directeur Général Délégué de l'activité Bouteilles Alimentaires de novembre 2009 à décembre 2012, date à laquelle il a été nommé Directeur Général de l'activité Détergents de Mutandis. Il a également assumé la direction générale Jus depuis son acquisition par le groupe début 2017 jusqu'en 2021. À date, M. Mohamed Lahlou est chargé de mission.

Mandats dans d'autres sociétés

BRAINBOW, BIAZ & TOUHAMI ASSOCIÉS, DISTRA, LGMC, EAE, MUTANDIS USA, MEMENTO.

M. Omar RHARBAOUI

Directeur Général en charge de la stratégie et du développement, Mars 2008

Diplômé de l'École Centrale de Marseille puis de Sciences Po Paris, M. Omar RHARBAOUI est un ancien de la banque d'affaires CFG Bank, au sein de laquelle il a passé une année dans l'analyse du marché marocain de la dette avant de rejoindre en tant que chargé d'études le cabinet du Premier Ministre Youssoufi, pendant 2 années, où il a été affecté au secteur des nouvelles technologies. Il a ensuite occupé le poste de Directeur Central au Ministère du Tourisme en charge de la stratégie et des statistiques. M. Omar Rharbaoui a par la suite occupé le poste de Directeur général de l'activité Détergents d'octobre 2008 à décembre 2012, avant de prendre en charge le déploiement en Afrique des différentes gammes de produits de Mutandis.

Mandats dans d'autres sociétés

LGMC, DISTRA, EAE.

Composition du Comité Exécutif (suite)

Mme Fatima-Zahra MEDIOUNI

Directeur Général en charge des fonctions support groupe, Mai 2016

Avant de rejoindre Mutandis, Mme Fatima-Zahra MEDIOUNI a débuté sa carrière en 2006 en tant qu'auditrice chez PricewaterhouseCoopers à Paris, puis a poursuivi sa carrière au poste de responsable consolidation du Groupe BNP Paribas à Paris. À son retour au Maroc en 2012 elle a dirigé les départements de contrôle interne et de comptabilité au sein d'une filiale du Groupe BNP Paribas relocalisée au Maroc, puis elle a rejoint l'Office Chérifien du Phosphate au poste de responsable normes et consolidation groupe. En mai 2016, elle a occupé le poste de Directeur administratif et financier groupe, elle est depuis début 2020 Directeur général en charge des fonctions support groupe, au sein de Mutandis. Mme Fatima-Zahra Mediouni est diplômée de l'EM Lyon.

Mandats dans d'autres sociétés

LGMC, DISTRA, EAE, UNIVERS MOTORS ASIE, UNIVERS MOTORS PREMIUM.

M. Zakaria MEDIOUNI

Directeur Général de LGMC (Produits de la mer), Novembre 2021

M. Zakaria MEDIOUNi est ingénieur diplômé de Telecom-ParisTech (2003). Il est Directeur Général de LGMC depuis novembre 2021. Précédemment, il était Directeur Général Adjoint en charge des opérations Amont (Pêche) de LGMC. Entre 2011 et 2017, il a occupé successivement les postes de responsable de la communication financière de Maroc Telecom puis de Directeur Technique des Réseaux du même opérateur. M. Zakaria Mediouni a également occupé des fonctions d'ingénieur technique et commercial pour l'équipementier Alcatel-Lucent.

Mandats dans d'autres sociétés

RIO GLACE, KAMA PÊCHE, DISTRA, EAE, BLUE FISH SOURCING, BLUE FISH MARINER, BLUE FISH FACTORY.

M. Nabil BOUTALEB

Directeur Général de DISTRA (Détergents, Jus de Fruits et Eau en bouteille), Janvier 2022

Nabil BOUTALEB est diplômé de l'INSA de Lyon. Il a débuté sa carrière en France au sein du groupe Arcelor Mittal puis a rejoint Procter & Gamble ou il a passé près de 11 ans. Il a occupé des postes de responsabilités managériales au sein du hub de Casablanca pour l'Afrique du Nord, mais aussi en Suisse au niveau régional. Il a par la suite occupé le poste de Directeur général de Avon au Maroc avant de rejoindre le groupe Mutandis pour s'occuper de l'activité détergent et jus de fruits.

Mandats dans d'autres sociétés

LGMC, EAE.

Mme. Meriem ZAIM-WADGHIRI

Président Directeur Général de Season, Septembre 2022

Mme Meriem ZAIM-WADGHIRI, a décroché son baccalauréat à l'ecole Americain de Casablanca avant de partir étudier aux États-Unis, où elle a obtenu une licence en administration des affaires. Meriem a consacré 18 années de sa carrière à Procter & Gamble, initialement en charge du marketing pour l'Afrique du Nord-Ouest, puis en intégrant le siège de P&G aux États-Unis. En 2022, elle a été nommée PDG de Season au sein de Mutandis.

Mandats dans d'autres sociétés

LGMC, DISTRA, EAE, MUTANDIS USA, SEASON LLC.

Relations avec les actionnaires

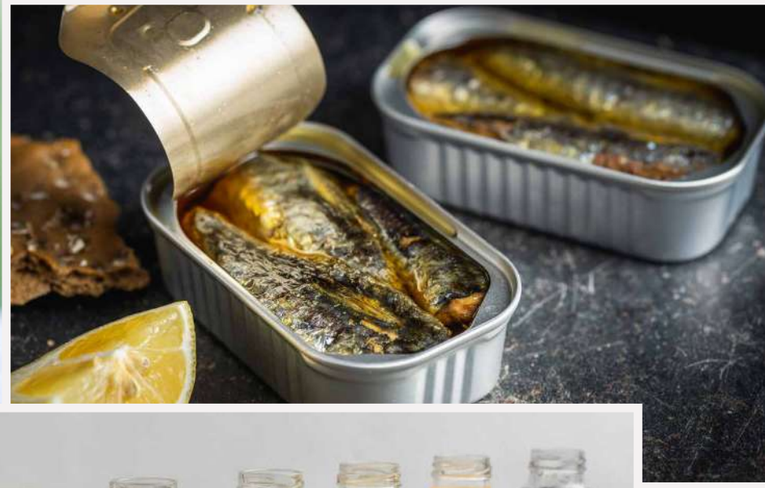
Conformément aux exigences réglementaires, Mutandis informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriées l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2024, Mutandis a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

Communiqué	Date de publication
Communiqué relatif aux résultats financiers 2023	27 février 2024
Résultats financiers 2023 et avis de convocation à l'AGO du 3 avril 2024	01 mars 2024
Communiqué de presse post AGO du 3 avril 2024	05 avril 2024
Communiqué de presse relatif à la finalisation de la cession de CMB plastique au groupe Dislog	26 avril 2024
Communiqué relatif aux indicateurs du 1er trimestre 2024	06 mai 2024
Résultats financiers du 1er semestre 2024	30 août 2024
Avis de convocation à l'AGO du 3 décembre 2024	01 novembre 2024
Communiqué relatif aux indicateurs du 3éme trimestre 2024	04 novembre 2024
Communiqué relatif à la réalisation d'un emprunt obligataire par placement privé	11 décembre 2024

L'ensemble des communiqués listés ci-dessus sont disponibles sur le site internet du groupe : www.mutandis.com

Comptes annuels & rapports



RAPPORT DE GESTION

MUTANDIS SCA

Société en Commandite par Actions au capital de 924.673.700 dirhams
Siège Social : 22 Boulevard Abdelkrim Al Khattabi – Casablanca

Immatriculée au Registre du Commerce de Casablanca sous le numéro : 180 175

(Ci-après la « Société »)

RAPPORT DE GESTION DU GÉRANT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE EN DATE DU 8 AVRIL 2025

Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, conformément à la loi et aux statuts en vue de (i) vous exposer l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les résultats de cette activité ainsi que nos perspectives d'avenir et (ii) soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice et l'affectation du résultat qui ressort de ces comptes.

Le cabinet Forvis Mazars, représenté par Monsieur Adnane Loukili et le Cabinet Hdid & Associés, représenté par Monsieur Mohamed Hdid, Commissaires aux Comptes, vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports général et spécial.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports et autres documents ainsi que les renseignements y afférents vous ont été communiqués ou mis à votre disposition.

1 - Fait marquants de la Société durant l'exercice écoulé

Au plan opérationnel, l'année 2024 a été marquée par :

- Le Chiffre d'affaires est quasi stable à 2 116 M MAD (-2% vs 2023), la croissance de l'hygiène et des boissons compensant la réduction délibérée des mois promotionnels à faible marge avec la GMS Costco, ainsi qu'un retour tardif de la ressource halieutique ;
- L'EBE est en forte hausse de +24% à 351 M MAD, suite à la réduction des promotions aux USA, ainsi que par le retour aux marges normatives d'avant COVID dans l'hygiène en particulier ;
- Le Résultat Net Courant s'élève à 128 M MAD (+25% vs 2023), au-dessus de la guidance annuelle, en dépit de la forte hausse des amortissements consécutive à la mise en service des nouvelles usines.
- Le Résultat Net total (y compris éléments ponctuels, à caractère non récurrent) atteint un niveau record, à 159 M MAD (+71% vs 2023).
- Les chiffres 2023 et 2024 excluent l'activité bouteilles alimentaires, cédée en 2024 et incluent l'activité Eau, consolidée rétroactivement au 1er janvier 2023.

2 - Evénements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice écoulé : N/A

3 - Présentation des comptes annuels

3.1 - Comptes sociaux

3.1.1 - Compte de résultats

Les comptes sociaux de Mutandis reflètent essentiellement les décisions de remontée de dividendes de chacune des entités opérationnelles constituant le groupe, ainsi que des frais de gestion ou des droits de marque que Mutandis facture à ses filiales.

en M MAD	2023	2024
Dividendes filiales	36	78
Distra	2	53
LGMC	19	15
CMB Plastique	*15*	*10*
Autres produits opérationnels	34	31
Opex	-24	-30
Dotations aux amortissements	-1	-1
Résultat d'exploitation	45	78
Résultat financier	-10	-5
Non Courant	-5	125
IS	0	-1
RNC Holding	30	197

Les principaux éléments constitutifs du résultat net social 2024 sont les suivants :

- Des remontées de dividendes des entités opérationnelles pour 78 M MAD ;
- Des frais de gestion (direction financière groupe, direction export groupe) et droits de marque pour 31 Md ;
- Des charges communes à l'ensemble du groupe logées dans l'entité Mutandis pour 30 M MAD ;
- Des frais financiers en baisse à 5 M MAD grâce au versement du dividende de CFG pour un montant de 5,8 M MAD ;
- Un non courant de 125 M MAD relatif principalement à la plus-value de cession de l'activité bouteilles et bouchons et des titres CFG côtés en bourse.

Au total, le résultat net social de la holding Mutandis ressort à 197 M MAD.

3.1.2 - Bilan

ACTIF (M MAD)	31/12/2023	31/12/2024
Actif immobilisé net	1 753	1 572
Actif circulant	12	67
Trésorerie-Actif	25	238
TOTAL	1 790	1 877

PASSIF (M MAD)	31/12/2023	31/12/2024
Capitaux propres	1 243	1 343
Dettes de financement	362	513
Passif circulant	27	20
Autres provisions pour risques et charges	0	1
Trésorerie-Passif	159	0
TOTAL	1 790	1 877

Au 31/12/2024 l'actif immobilisé net ressort à 1 572 M MAD contre 1 753 M MAD en 2023 suite à la vente de l'activité des bouteilles et bouchons.

La trésorerie à fin 2024 s'élève à 238 M MAD et la dette nette à 276 M MAD.

Echéancier du solde des dettes fournisseurs :

Conformément aux dispositions de la loi n°32-10 complétant la loi n°15-95 formant Code de Commerce, la décomposition au 31 décembre 2024 du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance se présente comme suit :

Mutandis SCA	Montant des dettes fournisseurs à la clôture	Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			Dettes échues de moins de 30 jours	Dettes échues entre 31 et 60 jours	Dettes échues entre 61 et 90 jours	Dettes échues de plus de 90 jours
31/12/2022	1 315 kdh	1 315 kdh	Néant	Néant	Néant	Néant
31/12/2023	772 kdh	772 kdh	Néant	Néant	Néant	Néant
31/12/2024	6 094 kdh	6 094 kdh	Néant	Néant	Néant	Néant

3.2 - Comptes consolidés

3.2.1 - Compte de résultats consolidé

Compte de résultat consolidé		en KMAD
	31/12/2023	31/12/2024
Chiffre d'affaires	2 166 503	2 116 550
Hygiène	*691 486*	*763 978*
Produits de la mer	*648 824*	*529 207*
Boissons	*265 109*	*334 627*
Season USA	*560 623*	*488 510*
Autres	*460*	*227*
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-123 530	-3 675
Achats consommés	-1 238 876	-1 186 127
Marge Brute	804 096	926 748
Charges de personnel	-267 387	-306 686
Charges externes	-242 347	-252 723
Impôts et taxes	-11 468	-16 263
Autres produits de l'activité	0	1
EBE	282 894	351 077
Dotations aux amortissements	-84 435	-116 046
Dotations nettes de reprises aux provisions courantes	600	-8 007
Autres produits et charges d'exploitation	-5 121	-3 928
Résultat opérationnel courant	193 937	223 096
Autres produits et charges opérationnels	-8 640	37 301
Résultat opérationnel	185 297	260 397
Résultat financier consolidé	-52 471	-47 928
Résultat avant impôt	132 826	212 469
Total Impôts sur les bénéfices	-39 869	-53 821
Résultat après impôt	92 958	158 648
Résultat net total	92 958	158 648
Part du groupe	93 059	159 408
Résultat net courant (**)	102 498	128 158

(*) Les comptes proforma excluent l'activité bouteilles alimentaires, cédée en 2024 et incluent l'activité Eau, consolidée rétroactivement au 1er janvier 2023
(**) Résultat net courant = Résultat net hors éléments à caractère non récurrents

L'année 2024 est une année record :

- Un chiffre d'affaires consolidé de 2 116 M MAD, en baisse de -2% par rapport à 2023, la croissance de l'hygiène et des boissons compensant la réduction délibérée des mois promotionnels à faible marge avec la GMS Costco, ainsi qu'un retour tardif de la ressource halieutique ;
- L'EBE consolidé 2024 s'établit à 351 M MAD, en forte progression par rapport à 2023, soutenu par la contribution positive de la quasi-totalité des catégories.

Forte hausse de l'EBE dans l'hygiène et chez Season, hausse satisfaisante dans les boissons mais recul des produits de la mer consécutif au recul des volumes produits.

- Les amortissements progressent fortement en 2024, du fait de la mise en service des 3 nouvelles usines de Berrechid (détergents liquides, hygiène de la personne et boissons).
- Le résultat Net Courant s'élève à 128 M MAD +25% vs 2023.
- Le Résultat Net total (y compris éléments ponctuels, à caractère non récurrent) est en forte hausse et s'élève à 159 M MAD notamment du fait de la plus-value de cession de l'activité bouteilles et bouchons.

3.2.2 - Bilan consolidé

État de situation financière (Actif)		en KMAD
	31/12/2023	**31/12/2024**
Goodwill	495 497	495 497
Immobilisations incorporelles	506 828	528 519
Immobilisations corporelles	761 306	892 032
Immeubles de placement	123 430	123 430
Autres actifs financiers	435 548	344 920
Dont Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur	*218 144*	*341 418*
Autres actifs	*217 404*	*3 501*
Impôts différés	6 145	6 279
Actifs non-courants	2 328 754	2 390 728
Stocks et en-cours	315 710	378 794
Clients et comptes rattachés	402 121	284 650
Comptes d'état	137 288	141 791
Autres débiteurs	12 996	16 932
Autres actifs courants	1 122	2 057
VMP et autres placements	65 333	292 532
Trésorerie et équivalents de trésorerie	165 827	195 305
Actifs courants	1 100 397	1 312 062
Total Actif	3 429 150	3 702 790

État de situation financière (Passif)		en KMAD
	31/12/2023	**31/12/2024**
Capital	924 674	924 674
Réserves	385 714	478 763
Résultat de l'exercice	93 015	159 408
Total Capitaux propres, part du groupe	1 403 402	1 562 845
Intérêts minoritaires	4 950	5 726
Total Intérêts minoritaires	4 950	5 726
Total des capitaux propres	1 408 353	1 568 571
Emprunts et dettes financières	805 523	1 111 265
Impôts différés	57 442	80 711
Total Passifs non courants	862 966	1 191 975
Emprunts et crédit à moins d'un an	306 043	55 045
Dont Intérêts courus et non échus	*21 198*	*14 278*
Banques (soldes créditeurs)	258 692	317 260
Provisions (part à moins d'un an)	21 047	22 480
Dettes fournisseurs	401 434	364 612
Comptes d'État	69 596	62 123
Autres créditeurs	101 019	120 724
Total Passifs courants	1 157 832	942 244
Total des passifs	2 020 798	2 134 219
Total Passif	3 429 150	3 702 790
BFR opérationnel (1)	384 089	378 500
Dette nette ajustée (2)	1 019 404	850 971

BFR Opérationnel = stocks+créances clients+créances d'état-dettes fournisseurs-dettes d'état
Les comptes proforma excluent l'activité bouteilles alimentaires, cédée en 2024 et incluent l'activité Eau, consolidée rétroactivement au 1er janvier 2023

Les principales variations des agrégats consolidés sont présentées ci-après :

- L'actif immobilisé s'élève à 2 391 M MAD en hausse de 62 M MAD . Cette hausse s'explique par les investissements réalisés en cours d'année ;
- Les capitaux propres consolidés sont en hausse de 160 M MAD ;
- La dette nette bancaire s'établit à 851 M MAD contre 1 019 M MAD en 2023 ;
- Le BFR opérationnel s'établit à 379 M MAD contre 384 M MAD en 2023.

4 - Investissements entrepris durant l'exercice écoulé

Les investissements consolidés au titre de l'exercice 2024 s'élève à 261 M MAD incluant la fin de la construction d'une 4ème nouvelle usine, celle de Dakhla, spécialisée dans la production d'hydrolysats de sardine.

5 - Arrêté des comptes 2024 :

Sont annexés à ce rapport de gestion les états financiers 2024 de Mutandis sca et de ses filiales, ainsi que les états financiers consolidés.
Les comptes sociaux de Mutandis sca, arrêtés par votre Gérant, font ressortir un bénéfice net de **197 858 185,07** Dirhams.

Bénéfice Net Comptable de l'exercice :	197 858 185,07	dirhams
A déduire : Réserve légale -5%	-9 892 909,254	dirhams
Bénéfice distribuable	187 965 275,82	dirhams
Répartit comme suit:		
Bénéfice distribuable revenant à l'associé commandité	1 879 652,76	dirhams
Bénéfice distribuable revenant aux actionnaires commanditaires	186 085 623,06	dirhams
Bénéfice distribuable	187 965 275,82	dirhams
A déduire :		
Dividende à distribuer à l'associé commandité (1%)	- 980 714,53	dirhams
Dividende à distribuer aux actionnaires commanditaires	-97 090 738,50	dirhams
10,5 dh / action (99%)		
Total à déduire	-98 071 453,03	dirhams
Reliquat reporté à nouveau	89 893 822,79	dirhams
Réparti comme suit :		
Report à nouveau revenant à l'associé commandité	898 938,23	dirhams
Report à nouveau revenant aux actionnaires commanditaires	88 994 884,56	dirhams

Les comptes, tels qu'arrêtés par votre Gérant, seront soumis à l'Assemblée Générale pour approbation.

6 - Opérations ayant le caractère de conventions réglementées

Les conventions réglementées sont des conventions ou contrats signés entre Mutandis d'une part et une société dans laquelle le gérant, ou l'un des membres du conseil de surveillance, ont le pouvoir de signer ou, au moins, une influence notable via leur présence dans des instances de gouvernance.

Il s'agit des conventions suivantes :

- Convention de prestations managers entre Mutandis et ses filiales : mise à disposition d'un personnel de direction qualifié dans la filiale Distra et la facturation de son coût salarial y compris les primes majorées de 10% ;
- Convention de prestations de services entre Mutandis et ses filiales : intervention du Directeur export, Directeur Administratif et Financier ainsi que du Responsable Administratif et Financier de Mutandis auprès de Distra pour des missions de gestion, relation client Afrique et des missions spéciales d'optimisation financière ;
- Convention de prestations de royalties entre Mutandis et ses filiales : facturation de 2% du Chiffre d'Affaires réalisé localement et 1,5% Chiffre d'Affaires réalisé à l'export par la filiale Distra pour l'utilisation de la marque avec effet au 1er janvier 2016 ;
- Convention de refacturation à l'identique de charges engagées pour le compte de certaines filiales (Distra, LGMC, et Mutandis USA) ;
- Convention de sous-location de Mutandis Automobile par Mutandis ;
- Convention de sous-location de Mugest par Mutandis ;
- Convention bilatérale de prêt emprunt avec Distra/ Convention de cash pooling et de compensation des dettes et des créances résultant des opérations d'avance et de distribution des dividendes ;
- Convention bilatérale de prêt emprunt avec LGMC/ Convention de cash pooling et de compensation des dettes et des créances résultant des opérations d'avance et de distribution des dividendes ;
- Convention de compte courant avec Mutandis USA ;
- Convention de prestation de services (accompagnement) avec CFG Bank ;
- Convention avec CFG Bank relative à l'acquisition du terrain pour la construction du siège social de Mutandis ;
- Convention de rémunération de gestion conclue avec Mugest, gérant statutaire de Mutandis, représentée par Adil Douiri ;
- Engagement envers SGMB, dans le cadre de deux crédits octroyés à LGMC pour une valeur de 60 M MAD, de maintenir l'équilibre de la structure financière de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société ;
- Engagement envers SGMB, dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA pour une valeur de 60 M MAD, de maintenir l'équilibre de la structure financière de DISTRA et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société ;
- Engagement envers la Banque Centrale Populaire et AttijariWafa Bank concernant la délégation des dividendes distribués par Distra, LGMC, et Mutandis USA dans le cadre du crédit de 170 M MAD octroyé pour le financement de l'acquisition de Season ;
- Engagement au profit de la SGMB et BOA dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA pour un montant de 160 M MAD, en vue de maintenir l'équilibre de la structure financière de DISTRA et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société.
- Engagement au profit de CFG BANK dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC en vue de maintenir l'équilibre de la structure financière de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société.

Fait à Casablanca, le 17 février 2025

Le Gérant

La société «MUGEST-SARL AU»

Représentée par M. Adil DOUIRI

COMPTES SOCIAUX

Bilan Actif

	(Montants en dhs)	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations en non valeurs (A)	16 993 708,55	11 125 735,67	5 867 972,88	4 690 503,44
	Frais préliminaires				
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	16 993 708,55	11 125 735,67	5 867 972,88	4 690 503,44
	Primes de remboursement des obligations				
	Immobilisations incorporelles (B)	3 204 763,41	3 106 175,62	98 587,79	
	Immobilisations en Recherche et Dev.				
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	3 204 763,41	3 106 175,62	98 587,79	
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles (C)	5 330 466,33	4 266 644,87	1 063 821,46	1 405 141,02
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage				
	Matériel de transport	315 367,03	300 984,54	14 382,49	16 796,06
	Mobilier, Mat. de bureau, Aménag. Divers	5 015 099,30	3 965 660,33	1 049 438,97	1 388 344,96
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immobilisations financières (D)	1 572 244 821,54	7 770 320,76	1 564 474 500,78	1 747 313 103,29
	Prêts immobilisés				
	Autres créances financières	125 879 651,55		125 879 651,55	159 592 301,05
	Titres de participation	1 446 365 169,99	7 770 320,76	1 438 594 849,23	1 587 720 802,24
	Autres titres immobilisés				
	Écarts de conversion actif (E)				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentations des dettes de financement				
	TOTAL (A+B+C+D+E)	1 597 773 759,83	26 268 876,92	1 571 504 882,91	1 753 408 747,75
ACTIF CIRCULANT	Stocks (F)				
	Marchandises				
	Matières et fournitures consommables				
	Produits en cours				
	Produits intermédiaires et produits résiduels				
	Produits finis				
	Créances de l'actif circulant (G)	67 029 692,67		67 029 692,67	11 997 674,80
	Fournis. débiteurs, avances et acomptes	90 306,89		90 306,89	95 026,94
	Clients et comptes rattachés	5 201 935,77		5 201 935,77	5 110 010,46
	Personnel	266 701,51		266 701,51	344 824,74
	État	2 205 628,81		2 205 628,81	2 288 161,74
	Comptes d'associés				
	Autres débiteurs	59 147 364,61		59 147 364,61	4 050 405,10
	Comptes de régularisation- Actif	117 755,08		117 755,08	109 245,82
	Titres valeurs de placement (H)	235 774 761,62		235 774 761,62	20 176 777,01
	Écarts de conversion actif (I) Éléments circulants	63,81		63,81	86,16
	TOTAL II (F+G+H+I)	302 804 518,10		302 804 518,10	32 174 537,97
TRÉSORERIE	Trésorerie-Actif	1 935 945,67		1 935 945,67	4 888 741,12
	Chèques et valeurs à encaisser				
	Banques, T.G et C.C.P	1 919 456,88		1 919 456,88	4 874 573,07
	Caisse, Régie d'avances et accréditifs	16 488,79		16 488,79	14 168,05
	TOTAL III	1 935 945,67		1 935 945,67	4 888 741,12
	TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 902 514 223,60	26 268 876,92	1 876 245 346,68	1 790 472 026,84

Bilan Passif

	(Montants en dhs)	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
FINANCEMENT PERMANENT	CAPITAUX PROPRES	1 343 011 613,54	1 242 535 395,45
	Capital social ou personnel (1)	924 673 700,00	924 673 700,00
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé	924 673 700,00	924 673 700,00
	Dont versé	924 673 700,00	924 673 700,00
	Prime d'émission, de fusion, d'apport	189 082 853,39	257 212 339,21
	Écarts de réévaluation		
	Réserve légale	31 396 875,08	29 881 052,59
	Autres réserves		
	Report à nouveau (2)		451 853,93
	Résultat en instance d'affectation		
	Résultat net de l'exercice (2)	197 858 185,07	30 316 449,72
	Total des capitaux propres (A)	1 343 011 613,54	1 242 535 395,45
	Capitaux propres assimilés (B)		
	Subvention d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Dettes de financement (C)	513 333 333,33	361 666 666,67
	Emprunts obligataires	300 000 000,00	
	Autres dettes de financement	213 333 333,33	361 666 666,67
	Provisions durables pour risques et charges (D)		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Écarts de conversion-passif (E)		
	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes de financement		
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 856 344 946,87	1 604 202 062,12
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	19 302 594,55	27 091 053,24
	Fournisseurs et comptes rattachés	6 094 897,93	772 336,62
	Clients créditeurs, avances et acomptes		
	Personnel	4 915 938,81	4 113 155,79
	Organismes sociaux	864 837,80	869 001,66
	État	2 199 066,99	1 424 219,05
	Comptes d'associés		
	Autres créanciers	1 007 124,75	8 829 595,05
	Comptes de régularisation passif	4 220 728,27	11 082 745,07
	Autres provisions pour risques et charges (G)	597 805,26	452 348,03
	Écarts de conversion - passif (Éléments circulants) (H)		104,98
	TOTAL II (F+G+H)	19 900 399,81	27 543 506,25
TRÉSORERIE	Trésorerie-Passif		158 726 458,47
	Crédits d'escompte		
	Crédits de trésorerie		100 000 000,00
	Banques (Soldes créditeurs)		58 726 458,47
	TOTAL III		158 726 458,47
	TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	1 876 245 346,68	1 790 472 026,84

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes)

		DÉSIGNATION	OPÉRATIONS Propres à l'exercice	OPÉRATIONS Concernant les exercices précédents	TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
			1	2	3= 1 + 2	4
EXPLOITATION	I	Produits d'exploitation	37 345 598,04		37 345 598,04	38 562 633,14
		Ventes de marchandises (en l'état)				
		Ventes de biens et services produits	28 956 334,04		28 956 334,04	34 562 633,14
		Chiffre d'affaires	28 956 334,04		28 956 334,04	34 562 633,14
		Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)				
		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
		Subventions d'exploitation				
		Autres produits d'exploitation	4 000 000,00		4 000 000,00	4 000 000,00
		Reprises d'exploitation : transferts de charges	4 389 264,00		4 389 264,00	
		TOTAL I	37 345 598,04		37 345 598,04	38 562 633,14
	II	Charges d'exploitation	40 367 171,90	21 630,10	40 388 802,00	31 572 557,93
		Achats revendus (2) de marchandises				
		Achats consommés (2) de matières et fournitures	145 978,23		145 978,23	172 803,15
		Autres charges externes	16 419 514,17	21 630,10	16 441 144,27	10 130 750,51
		Impôts et taxes	471 472,52		471 472,52	546 571,83
		Charges de personnel	17 928 225,02		17 928 225,02	17 347 664,55
		Autres charges d'exploitation	1 428 571,00		1 428 571,00	300 000,00
		Dotations d'exploitation	3 973 410,96		3 973 410,96	3 074 767,89
		TOTAL II	40 367 171,90	21 630,10	40 388 802,00	31 572 557,93
	III	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-3 021 573,86	-21 630,10	-3 043 203,96	6 990 075,21
FINANCIER	IV	Produits financiers	140 452 953,36		140 452 953,36	46 102 274,42
		Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	83 558 477,16		83 558 477,16	35 829 134,45
		Gains de change	125 199,02		125 199,02	602 731,42
		Intérêts et autres produits financiers	9 197 590,69		9 197 590,69	9 668 627,08
		Reprises financières : transferts de charges	47 571 686,49		47 571 686,49	1 781,47
		TOTAL IV	140 452 953,36		140 452 953,36	46 102 274,42
	V	Charges financières	21 895 847,40		21 895 847,40	20 103 194,58
		Charges d'intérêts	20 286 419,32		20 286 419,32	19 746 291,12
		Pertes de change	78 743,15		78 743,15	95 092,30
		Autres charges financières				
		Dotations financières	1 530 684,93		1 530 684,93	261 811,16
		TOTAL V	21 895 847,40		21 895 847,40	20 103 194,58
	VI	RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	118 557 105,96		118 557 105,96	25 999 079,84
	VII	RÉSULTAT COURANT (III + VI)	115 535 532,10	-21 630,10	115 513 902,00	32 989 155,05
NONCOURANT	VIII	PRODUITS NON COURANTS	361 442 177,16		361 442 177,16	3 260 718,78
		Produits de cessions d'immobilisations	361 257 902,50		361 257 902,50	
		Subvention d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	184 274,66		184 274,66	23 694,62
		Reprises non courantes : transferts de charges				3 237 024,16
		TOTAL VIII	361 442 177,16		361 442 177,16	3 260 718,78
	IX	CHARGES NON COURANTES	278 273 221,09		278 273 221,09	5 721 706,11
		Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	261 465 524,63		261 465 524,63	
		Subventions accordées				
		Autres charges non courantes	16 807 696,46		16 807 696,46	5 721 706,11
		Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
		TOTAL IX	278 273 221,09		278 273 221,09	5 721 706,11
	X	RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	83 168 956,07		83 168 956,07	-2 460 987,33
	XI	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+ ou - X)	198 704 488,17	-21 630,10	198 682 858,07	30 528 167,72
	XII	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	824 673,00		824 673,00	211 718,00
	XIII	RÉSULTAT NET (XI - XII)	197 879 815,17	-21 630,10	197 858 185,07	30 316 449,72
	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	539 240 728,56		539 240 728,56	87 925 626,34
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	341 360 913,39	21 630,10	341 382 543,49	57 609 176,62
	XVI	RÉSULTAT NET (total produits - total charges)	197 879 815,17	-21 630,10	197 858 185,07	30 316 449,72

État des Soldes de Gestion

			DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
I	1		Ventes de Marchandises (en l'état)		
	2	-	Achats revendus de marchandises		
		=	MARGE BRUTES VENTES EN L'ÉTAT		
		+	PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	28 956 334,04	34 562 633,14
II	3		Ventes de biens et services produits	28 956 334,04	34 562 633,14
	4		Variation stocks produits		
	5		Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
		-	CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	16 587 122,50	10 303 553,66
III	6		Achats consommés de matières et fournitures	145 978,23	172 803,15
	7		Autres charges externes	16 441 144,27	10 130 750,51
		=	VALEUR AJOUTÉE (I+II+III)	12 369 211,54	24 259 079,48
IV	8	+	Subventions d'exploitation		
	9	-	Impôts et taxes	471 472,52	546 571,83
	10	-	Charges de personnel	17 928 225,02	17 347 664,55
		=	ÉXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) I OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	-6 030 486,00	6 364 843,10
V	11	+	Autres produits d'exploitation	4 000 000,00	4 000 000,00
	12	-	Autres charges d'exploitation	1 428 571,00	300 000,00
	13	+	Reprises d'exploitation, transferts de charges	4 389 264,00	
	14	-	Dotations d'exploitation	3 973 410,96	3 074 767,89
VI		=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ou-)	-3 043 203,96	6 990 075,21
VII		+	RÉSULTAT FINANCIER	118 557 105,96	25 999 079,84
VIII		=	RÉSULTAT COURANT (+ou-)	115 513 902,00	32 989 155,05
IX		+	RÉSULTAT NON COURANT	83 168 956,07	-2 460 987,33
	15	-	Impôts sur les résultats	824 673,00	211 718,00
X		=	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	197 858 185,07	30 316 449,72
			- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T.F.R)		
I	1		Résultat net de l'exercice	197 858 185,07	30 316 449,72
			Bénéfice +	197 858 185,07	30 316 449,72
			Perte -		
	2	+	Dotations d'exploitation (1)	3 827 931,38	2 927 262,91
	3	+	Dotations financières (1)	1 530 621,12	261 725,00
	4	+	Dotations non courantes (1)		
	5	-	Reprises d'exploitation (2)		
	6	-	Reprises financières (2)	47 571 600,33	
	7	-	Reprises non courantes (2)		
	8	-	Produits des cessions d'immobilisation	361 257 902,50	
	9	+	Valeurs nettes d'amortiss. Des immo. Cédées	261 465 524,63	
			CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	55 852 759,37	33 505 437,63
	10	-	Distributions de bénéfices	97 381 966,98	79 185 693,22
II		=	AUTOFINANCEMENT	-41 529 207,61	-45 680 255,59

Tableau de Financement (Modèle Normal)

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	1 856 344 946,87	1 604 202 062,12		252 142 884,75
Moins actif immobilisé	1 571 504 882,91	1 753 408 747,75		181 903 864,84
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	284 840 063,96	-149 206 685,63		434 046 749,59
Actif circulant	302 804 518,10	32 174 537,97	270 629 980,13	
Moins Passif circulant	19 900 399,81	27 543 506,25	7 643 106,44	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	282 904 118,29	4 631 031,72	278 273 086,57	
TRÉSORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	1 935 945,67	-153 837 717,35	155 773 663,02	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		-41 529 207,61	-45 680 255,59	
+ Capacité d'autofinancement		55 852 759,37		33 505 437,63
-Distributions de bénéfices	97 381 966,98		79 185 693,22	
CESSIONS ET RÉDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		404 232 289,59		33 712 649,50
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				
+ Cessions d'immobilisations corporelles		7 688,50		
+ Cessions d'immobilisations financières		361 250 214,00		
+ Récupérations sur créances immobilisées		42 974 387,09		33 712 649,50
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)				
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)		400 000 000,00		220 000 000,00
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		762 703 081,98		208 032 393,91
II.EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	75 746 787,90		295 340 294,63	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	101 987,37			
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	84 470,53		105 123,63	
+ Acquisitions d'immobilisations financières	75 560 330,00		294 973 446,00	
+ Augmentation des créances immobilisées	0,00		261 725,00	
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	248 333 333,34		28 333 333,33	
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	4 576 211,15		3 000 000,00	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	328 656 332,39		326 673 627,96	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)	278 273 086,57			50 820 167,48
IV. VARIATION DE LA TRÉSORERIE	155 773 663,02			67 821 066,57
TOTAL GÉNÉRAL	762 703 081,98	762 703 081,98	326 673 627,96	326 673 627,96

Principales Méthodes d'Évaluation Spécifiques à l'Entreprise

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 ont été préparés dans le respect des principes comptables et en conformité avec les règles et les normes du CGNC.

I- ACTIF IMMOBILISÉ

A- Évaluation à l'entrée

1- Immobilisations en non valeurs

Les immobilisations en non-valeurs sont évaluées à leurs coûts d'entrée (somme des charges).

2- Immobilisations incorporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

3- Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

4- Immobilisations financières

Quels que soient leur nature et leur classement comptable (titres de participation, autres titres immobilisées ...), les titres sont portés en comptabilité pour leur prix d'achat à l'exclusion des frais d'acquisition, lesquels sont inscrits directement dans les charges de l' exercice.
Les titres de participation sont des titres stratégiques pour l'entité et dont la possession est durable.
Les créances financières sont constatées à leur valeur nominale ou leur coût d'acquistion

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'amortissements

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés selon le mode linéaire.
Les immobilisations en non valeurs sont amorties totalement dès le 1er exercice, et fiscalement par fractions égales sur 5 ans. Elles sont maintenues à l'actif jusqu'à amortissement total fiscal.
Les durées de vie prévues pour les immobilisations incorporelles et corporelles sont les suivantes :
- Brevets : 3 à 5 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau : 2 à 5 ans
- Mobilier de bureau : 10 ans
- Matériel informatique : 5 ans
- Aménagement Agencements Installations : 10 ans
- Autres immobilisations corporelles : 2 ans à 4 ans

2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Les titres de participation sont évalués en fonction de l'utilité que la participation présente pour l'entreprise ; dans cette utilité, il doit notamment être tenu compte des perspectives de rentabilité des titres, de la conjoncture économique des capitaux propres réels de la société contrôlée, des effets de complémentarité technique, commerciale ou économique susceptibles de résulter de la participation selon le niveau de celle-ci.
Les valeurs mobilières de placement sont évaluées au cours moyen de bourse pondéré des volumes du dernier mois.
La comparaison de la valeur d'entrée et de la valeur actuelle fait apparaître des plus-values ou des moins-values par catégories homogènes de titres (même nature, mêmes droits). Les plus-values ne sont pas comptabilisées ;
les moins-values le sont sous forme de provisions pour dépréciation.

3- Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

II- ACTIF CIRCULANT

A- Évaluation à l'entrée

1- Stocks

Non applicable

2- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

3- Titres et valeurs de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

B- Création des valeurs

1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

La valeur actuelle des valeurs mobilières de placement est évaluée au cours moyen du dernier mois si elles sont cotées ; à leur valeur probable de négociation si elles ne sont pas cotées.
La comparaison de la valeur d'entrée et de la valeur actuelle fait apparaître des plus-values ou des moins-values par catégories homogènes de titres (même nature, mêmes droits). Les plus-values ne sont pas comptabilisées ;
les moins-values doivent l'être, sous forme de provisions pour dépréciation.

2- Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

Principales Méthodes d'Évaluation Spécifiques à l'Entreprise (suite)

III- FINANCEMENT PERMANENT

1- Méthodes de réévaluation

Non applicable

2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées

Non applicable

3- Dettes de financement permanent

Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

5- Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)

1- Dettes du passif circulant

En vertu du principe du coût historique, les dettes sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.

2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.

3- Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif

Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.

V- TRÉSORERIE

1- Trésorerie-Actif

Les avoirs en espèces et en banques sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal.

2- Trésorerie-Passif

Les avoirs en espèces et en banques sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal.

3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation

Non Applicable

Détail des Non-Valeurs

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	**FRAIS PRÉLIMINAIRES**	
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préléminaires	
212	**CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES**	**16 993 708,55**
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	4 576 211,15
2128	Autres charges à répartir	12 417 497,40
213	**PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS**	
2130	Primes de reboursements des obligations	
	TOTAL	**16 993 708,55**

État des Changements de Méthodes

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES MÉTHODES D'ÉVALUATION		
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RÈGLES DE PRÉSENTATION		
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT
NÉANT	NÉANT	NÉANT

État des Dérogations

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DÉROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Conformément aux dispositions de l'article 328 de la loi 17-95 sur la SA telle que modifiée et complétée, les frais d'augmentation de capital réalisées au cours des exercices antérieurs et de cet exercice sont imputés sur la prime d'émission. Aussi, les frais engagés dans le cadre de l'opération d'introduction en bourse ont été imputés sur le montant de la prime d'émission afférente à cette opération tel que décidée par la décision de la gérance du 14 décembre 2018. Ces frais totalisent 17 237 KMAD au 31 décembre 2018 et se composent de : - Frais de communication pour 5 202 KMAD ; - Honoraires et débours des commissaires aux comptes, conseil et assistance juridique et fiscale d'experts comptables et avocats pour 2 729 KMAD; - Commissions relatives à la soucription pour 8 443 KMAD ; - Frais de débours liés à l'opération pour 863 KMAD.	Imputation des frais liés à l'augmentation de capital au 31 décembre 2018 : - Impact sur la situation nette : - 17 237 KMAD - Impact sur le résultat : + 17 237 KMAD
	Le frais engagés dans le cadre de l'augmentation de Capital 2022 par l'émission des actions nouvelles ont été imputés sur le montant de la prime d'émission afférente à cette opération tel que décidée par la gérance di 10 février 2022. Ces frais totalisent 7 242 KMAD au 31 décembre 2022 et se composent de : - Frais de communication pour 596 KMAD; - Honoraires et débours des commissaires aux comptes, conseil et assistance juridique et fiscale d'experts comptables et avocats pour 1 639 KMAD ; - Commissions relatives à la soucription pour 4.955 KMAD; - Frais de débours liés à l'opération pour 52 KMAD.	Imputation des frais liés à l'augmentation de capital au 31 décembre 2022 : - Impact sur la situation nette : - 7 242 KMAD - Impact sur le résultat : + 7 242 KMAD
	La société bénéficie d'une réduction d'impôts sur les sociétés suite à l'introduction en bourse effectuée le 14 décembre 2018, et ce pour les exercices 2019, 2020 et 2021. La réduction d'impôts sur les sociétés au titre de l'exercice 2020 s'élève à 301 KMAD.	Réduction de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2019 de 408 KMAD Réduction de l'impôt au titre sur les sociétés de l'exercice 2020 de 967 KMAD Réduction de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2021 de 301 KMAD
	La société a versé au cours de l'exercice 2020 une cotisation au Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Covid-19 de 8 000 KMAD. Cette contribution a été enregistrée en »Autres charges à répartir» étalée sur cinq ans.	Etalement de la cotisation au fonds Covid-19 sur 5 ans
	La société a versé au cours de l'exercice 2023 une cotisation au Fonds spécial pour la gestion des impacts du séisme de 3 000 KMAD. Cette contribution a été enregistrée en »Autres charges à répartir» étalée sur cinq ans.	Etalement de la cotisation au fonds séisme sur 5 ans
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	Non applicable.	Non applicable.
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Voir ci-dessus.	Voir ci-dessus.

Tableau des Immobilisations autres que Financières

NATURE	MONTANT BRUT DÉBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	12 417 497,40	4 576 211,15						16 993 708,55
Frais préliminaires								
Charges à répartir sur plusieurs exercices	12 417 497,40	4 576 211,15						16 993 708,55
Primes de remboursement obligations								
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 102 776,04	101 987,37						3 204 763,41
Immobilisation en recherche et développement								
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	3 102 776,04	101 987,37						3 204 763,41
Fonds commercial								
Autres immobilisations incorporelles								
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 278 378,34	84 470,53			32 382,54			5 330 466,33
Terrains								
Constructions								
Installations techniques, matériel et outillage								
Matériel de transport	298 446,45	16 920,58						315 367,03
Mobilier, matériel de bureau et aménagements	4 979 931,89	67 549,95			32 382,54			5 015 099,30
Autres immobilisations corporelles								
Immobilisations corporelles en cours								
TOTAL GÉNÉRAL	20 798 651,78	4 762 669,05			32 382,54			25 528 938,29

Tableau des Amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	7 726 993,96	3 398 741,71		11 125 735,67
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 726 993,96	3 398 741,71		11 125 735,67
Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 102 776,04	3 399,58		3 106 175,62
Immobilisation en recherche et développement				
Brevets, marques droits et valeurs similaires	3 102 776,04	3 399,58		3 106 175,62
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 873 237,32	425 790,09	32 382,54	4 266 644,87
Terrains				
Constructions				
Installations techniques; matériel et outillage				
Matériel de transport	281 650,39	19 334,15		300 984,54
Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	3 591 586,93	406 455,94	32 382,54	3 965 660,33
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GÉNÉRAL	14 703 007,32	3 827 931,38	32 382,54	18 498 556,16

Tableau des Plus ou Moins Values sur Cessions ou Retraits d'Immobilisations

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur net d'amortissements	Prix de cession	Plus Values	Moins values
30/06/2024	2355	19 145,14	19 145,14		7 688,50	7 688,50	
31/12/2024	2355	13 237,40	13 237,40				
3/6/2024	2510	209 290 300,00			319 099 300,00	109 809 000,00	
26/12/2024	2510	576 847,98			139 664,00		437 183,98
31/12/2024	2510	36 413 028,92					36 413 028,92
20/12/2024	2510	395 451,76			1 105 000,00	709 548,24	
26/12/2024	2510	14 789 895,97			40 906 250,00	26 116 354,03	
TOTAL		261 497 907,17	36 850 212,90	36 850 212,90	36 850 212,90	136 642 590,77	36 850 212,90

Tableau des Titres de Participation

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
DISTRA	1068388	INDUSTRIE	126 072 900,00	100,00	442 842 428,79	442 842 428,79	31/12/2023	433 808 625,96	33 648 791,44	52 786 723,23
ISHAM FINANCE	40162538	HOLDING	545 252 000,00	0,60	5 110 725,26	766 608,79	31/12/2023	-86 342 557,79	-7 241 188,95	
LGMC INDUSTRIE	1600029	INDUSTRIE	188 187 740,00	99,35	633 174 246,53	633 174 246,53	31/12/2023	297 243 119,71	14 173 825,78	15 000 436,43
CFG BANK	1031055	FINANCE	700 159 200,00	4,98	164 047 952,02	164 047 952,02	31/12/2023	1 646 680 120,00	104 711 630,00	5 771 617,50
MUTANDIS AUTOMOBILE	15284989	HOLDING	138 424 700,00	0,60	3 884 819,07	458 614,78	31/12/2023	139 004 382,10	4 198 435,43	
MUTANDIS USA	2222	DISTRIBUTION	206 793 516,00	100,00	197 304 998,32	197 304 998,32	31/12/2022	276 388 996,65	50 043 537,16	
TOTAL			1 904 890 056,00	--	1 446 365 169,99	1 438 594 849,23	--	2 706 782 686,63	199 535 030,86	73 558 777,16

Tableau des Provisions

NATURE	MONTANT DÉBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	53 811 299,97		1 530 621,12			47 571 600,33		7 770 320,76
2. Provisions réglementées								
3. Provisons durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	53 811 299,97		1 530 621,12			47 571 600,33		7 770 320,76
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5. Autres Provisions pour risques et charge	452 348,03	145 479,58	63,81			86,16		597 805,26
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	452 348,03	145 479,58	63,81			86,16		597 805,26
TOTAL (A+B)	54 263 648,00	145 479,58	1 530 684,93			47 571 686,49		8 368 126,02

Tableau des Créances

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	125 879 651,55	80 667 002,55	45 212 649,00		125 642 334,55		125 642 334,55	
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	125 879 651,55	80 667 002,55	45 212 649,00		125 642 334,55		125 642 334,55	
DE L'ACTIF CIRCULANT	67 029 692,67	653 594,34	66 376 098,33			2 205 628,81	64 032 320,38	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	90 306,89		90 306,89					
- Clients et comptes rattachés	5 201 935,77		5 201 935,77				5 201 935,77	
- Personnel	266 701,51		266 701,51					
- État	2 205 628,81	647 014,34	1 558 614,47			2 205 628,81		
- Comptes d'associés								
- Autres débiteurs	59 147 364,61	6 580,00	59 140 784,61				58 830 384,61	
- Compte de régularisation actif	117 755,08		117 755,08					
TOTAUX	192 909 344,22	81 320 596,89	111 588 747,33		125 642 334,55	2 205 628,81	189 674 654,93	

Tableau des Dettes

Dettes	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non payées	Montants en Devises	Montants sur l'État et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	513 333 333,33	455 000 000,00	58 333 333,33					
- Emprunts obligataires	300 000 000,00	270 000 000,00	30 000 000,00					
- Autres dettes de financement	213 333 333,33	185 000 000,00	28 333 333,33					
DU PASSIF CIRCULANT	19 302 594,55		19 302 594,55		15 391,05	2 393 920,73	585,60	
- Fournisseurs et comptes rattachés	6 094 897,93		6 094 897,93		15 391,05			
- Clients créditeurs, avances et acomptes								
- Personnel	4 915 938,81		4 915 938,81					
- Organismes sociaux	864 837,80		864 837,80			194 853,74		
- État	2 199 066,99		2 199 066,99			2 199 066,99		
- Comptes d'associés								
- Autres créanciers	1 007 124,75		1 007 124,75				585,60	
- Comptes de régularisation - Passif	4 220 728,27		4 220 728,27					
TOTAUX	532 635 927,88	455 000 000,00	77 635 927,88		15 391,05	2 393 920,73	585,60	

Tableau des Sûretés Réelles Données ou Reçues

Tiers Débiteurs ou Tiers Créditeurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V.N.C. de la sûreté donnée
Sûreté donnée					
Nantissement de premier rang de 449 965 titres de la société Distra en faveur de la BPC et AWB dans le cadre du crédit de KMAD 170,000	170 000 000,00	Nantissement	21/7/2021	Nantissement	
Nantissement de premier rang de 92.861 titres de la société LGMC en faveur de la BoA dans le cadre du crédit de KMAD 20,000	20 000 000,00	Nantissement	17/7/2021	Nantissement	
Nantissement de premier rang de 153.813 titres de la société LGMC en faveur de la BCP dans le cadre du crédit de KMAD 50,000	50 000 000,00	Nantissement	17/6/2021	Nantissement	
Nantissement de 1 748 975 titres CFG Bank cotées en bourse en faveur de la CFG Bank dans le cadre du crédit lombard de KMAD 100,000	100 000 000,00	Nantissement	9/9/2024	Nantissement	
Engagement auprès de Maghrebail, au titre de 5 véhicules financés en leasing, pour un total de loyers de MAD 1 468 421,38 TTC	1 468 421,38				
Sûreté reçue					
	NÉANT	NÉANT	NÉANT	NÉANT	NÉANT

Engagements Financiers Reçus ou Donnés Hors Opérations de Crédit-Bail

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précèdent
Engagement donné		
Engagement au profit de CFG BANK dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC en vue de maintenir l'équilibre de la structure financiére de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	125 000 000	
Engagement au profit de la SGMB dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC en vue de maintenir l'équilibre de la structure financiére de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	60 000 000 & 47 000 000	
Engagement au profit de la SGMB et BOA dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA en vue de maintenir l'équilibre de la structure financiére de DISTRA et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	160 000 000,00	
Engagement au profit de la SGMB dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA en vue de maintenir l'équilibre de la structure financiére de DISTRA et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	60 000 000,00	
Engagement envers la BCP et ATW concernant la délégation des dividendes par DISTRA, LGMC, et MUTANDIS USA dans le cadre du crédit octroyé pour le financement de l'acquisition de Season en Juillet 2021	170 000 000,00	
Engagement auprès de Maghrebail, au titre de 5 véhicules financés en leasing, pour un total de loyers de MAD 1 468 421,38 TTC	1 468 421,38	1 468 421,38
Engagement reçu		
Garantie Actif Passif donnée à Mutandis par les actionnaires cédant de filiales (fiscal et social)	Non défini	Non défini

Tableau des Biens en Crédit-Bail

RUBRIQUES	Date de la première échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amort° du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevanes restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin du contrat	Observations
							À moins d'un an	À plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
BMW	15/12/2020	60	970 617,00	5	562 421,52	187 473,84	171 851,02		8 233,95	
MERCEDES	01/01/2021	60	803 223,51	5	396 717,68	164 159,04	164 159,04	95 759,44	102 112,28	
BMW	06/07/2021	60	828 285,00	5	379 310,12	162 561,48	162 561,48	108 374,32	104 938,20	
HONDA HM	01/07/2022	60	355 000,00	5	107 794,98	71 863,32	71 863,32	107 795,08	44 701,38	
Local à usage administratif	12/12/2022	144	47 160 734,25	12	1 881 483,17	2 115 868,71	2 115 868,71	44 024 500,20		
HONDA RV	01/05/2023	60	341 200,00	5	47 831,36	71 747,04	71 746,99	167 409,60	42 826,00	
Total			50 459 059,76	--	3 375 558,83	2 773 673,43	2 758 050,56	44 503 838,64	302 811,81	--

Détail des Postes du C.P.C.

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
611	CHARGES D'EXPLOITATION		
	611 - Achats revendus de marchandises		
	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises (±)		
	Total		
612	612 - Achats consommés de matières et fournitures	145 978,23	172 803,15
	Achat de matières premières		
	Variation des stocks de matières premières (+-)		
	Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages		
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)		
	Achats non stockés de matières et de fournitures	145 978,23	172 803,15
	Achats de travaux, études et prestations de services		
	Total	145 978,23	172 803,15
613/614	613/614 - *Autres charges externes	16 441 144,27	10 130 750,51
	Locations et charges locatives	1 704 455,17	1 707 780,89
	Redevances de crédit-bail	2 773 673,43	2 542 732,53
	Entretien et réparations	423 308,20	279 707,99
	Primes d'assurances	83 757,71	81 652,25
	Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	1 828 138,25	188 429,59
	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 557 069,14	2 720 309,76
	Redevances pour brevets, marques, droits.....	51 107,79	57 070,49
	Transports		
	Déplacements, missions et réceptions	704 297,33	882 556,42
	Reste du poste des autres charges externes	6 315 337,25	1 670 510,59
	Total	16 441 144,27	10 130 750,51
617	617 - * Charges de personnel	17 928 225,02	17 347 664,55
	Rémunération du personnel	15 772 434,01	15 227 150,13
	Charges sociales	2 144 041,01	2 119 950,42
	Reste du poste des charges de personnel	11 750,00	564,00
	Total	17 928 225,02	17 347 664,55
618	618 - Autres charges d'exploitation	1 428 571,00	300 000,00
	Jetons de présence	1 428 571,00	300 000,00
	Pertes sur créances irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	1 428 571,00	300 000,00
638	CHARGES FINANCIERES		
	638 *Autres charges financières		
	Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste des autres charges financières		
	TOTAL		
658	CHARGES NON COURANTES	16 807 696,46	5 721 706,11
	658 - Autres charges non courantes	16 807 696,46	5 721 706,11
	Pénalités sur marchés et dédits		
	Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	Pénalités et amendes fiscales et pénales		1 250 053,99
	Créances devenues irrécouvrables		
	Reste du poste des autres charges non courantes	16 807 696,46	4 471 652,12
	Total	16 807 696,46	5 721 706,11

Détail des Postes du C.P.C. (suite)

	DÉSIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
711	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises		
	Ventes de marchandises au Maroc		
	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises		
	Total		
712	Ventes de biens et services produits	28 956 334,04	34 562 633,14
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
	Ventes des services au Maroc	28 934 334,03	33 433 562,37
	Ventes des services à l'étranger		668 694,45
	Redevances pour brevets, marques, droits..		
	Reste du poste des ventes et services produits	22 000,01	460 376,32
	Total	28 956 334,04	34 562 633,14
713	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks des biens produits (+/-)		
	Variation des stocks des services produits (+/-)		
	Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
	Total		
718	Autres produits d'exploitation	4 000 000,00	4 000 000,00
	Jetons de présence reçus	4 000 000,00	4 000 000,00
	Reste du poste des produits divers		
	Total	4 000 000,00	4 000 000,00
719	Reprises d'exploitation transferts de charges	4 389 264,00	
	Reprises		
	Transferts de charges	4 389 264,00	
	Total	4 389 264,00	
738	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers	9 197 590,69	9 668 627,08
	Intérêts et produits assimilés	7 889 557,45	9 093 459,33
	Revenus des créances rattachées à des participations		
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	1 308 033,24	575 167,75
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers		
	Total	9 197 590,69	9 668 627,08

Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULÉS	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I. RÉSULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net	197 858 185,07	
Perte nette		
II. RÉINTÉGRATIONS FISCALES	14 680 678,94	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES COURANTES	2 105 429,86	
* Leasing non déductible	359 665,10	
* Dons	155 346,00	
* Provision créance Fenyadi	1 406 513,03	
* Amortissement a réintégrer	16 796,05	
* Charges sur exercices antérieurs	21 630,10	
* Provision complément taxes locales	145 479,58	
RÉINTÉGRATIONS FISCALES NON COURANTES	12 575 249,08	
*Impôts sur les bénéfices	824 673,00	
* RAS impôt étranger non imputée en 2024	1 062 727,88	
* Autres charges non courantes RAS	4 343,73	
* Autres charges non courantes	15 253,85	
*Autres charges non courantes : Abandon Créance Fenyadi	10 668 250,62	
III. DÉDUCTIONS FISCALES		207 506 161,68
DÉDUCTIONS FISCALES COURANTES		130 639 861,68
* Écart de conversion Passif 2023		104,98
* Reprise provision Créance Fenyadi		10 668 250,62
* Reprise provision Titres Fenyadi		36 413 028,92
* Dividendes CMB		9 999 700,00
* Dividendes DISTRA		52 786 723,23
* Dividendes LGMC		15 000 436,43
* Dividendes CFG		5 771 617,50
DÉDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		76 866 300,00
* Cession Titres de Participation CMB		76 866 300,00
Total	212 538 864,01	207 506 161,68
IV. RÉSULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)	5 032 702,33	
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		1 798 694,88
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		1 798 694,88
VI - RÉSULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)	3 234 007,45	
. Déficit net fiscal (B)		
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
VIII. CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

Détermination du Résultat Courant Après Impôts

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après C.P.C (+/-)	115 513 902,00
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	2 105 429,86
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	130 639 861,68
Résultat courant théoriquement imposable (=)	-13 020 529,82
Impôt théorique sur résultat courant (-)	315 055,00
Résultat courant après impôts (=)	115 198 847,00

II. INDICATION DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES D'INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

- La société est régie par la législation commerciale et fiscale de droit commun
- La société bénéficie d'une réduction d'impôts sur les sociétés suite à l'introduction en bourse effectuée le 14 décembre 2018, et ce pour les exercices 2019, 2020 et 2021.
- La réduction d'impôts sur les sociétés au titre de l'exercice 2020 s'élève à 301 KMAD.
- La société bénéficie d'une réduction d'impôt sur les sociétés grâce au régime dérogatoire d'abattement applicable sur la plus-value réalisée lors de la cession des titres de participation.

Détail de La Taxe sur La Valeur Ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T.V.A de l'exercice	Solde fin d'exercice
	(1)	(2)	(3)	(1+2-3=4)
A. T.V.A. Facturée	697 945,90	5 780 840,37	5 893 689,01	585 097,26
B. T.V.A. Récupérable	24 400,93	2 852 830,21	2 385 188,81	492 042,33
sur charges	24 400,93	2 835 285,00	2 377 713,41	481 972,52
sur immobilisations		17 545,21	7 475,40	10 069,81
C. T.V.A. dûe ou crédit de T.V.A = (A - B)	673 544,97	2 928 010,16	3 508 500,20	93 054,93

Passif éventuel

PASSIF ÉVENTUEL

a- Les déclarations fiscales au titre de l'Impôt sur les Sociétés (IS), de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), de l'Impôt sur le Revenu (IR) des exercices 2021, 2022, 2023 et 2024 ne sont pas encore prescrites et pourraient faire l'objet d'un contrôle fiscal et d'éventuels redressements.

b- Les déclarations sociales au titre de la CNSS ne sont pas prescrites et pourraient faire l'objet de contrôle et d'éventuels redressements.

c- Notons qu'au titre de la période non prescrite, les rôles émis des autres impôts et taxe peuvent également faire l'objet de révisions.

d- Le non rapatriement à temps de créances nées sur l'étranger peut être source de passifs éventuels.

Capital Social

Principaux associés		Ident. Fiscal	N° C.N.I.	N° C.E.	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nomin. de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
Nom, prénom	Associés					Ex. N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
	BANK OF AFRICA	1085112			140, Avenue Hassan II, Casablanca	832458	832458	100	83 245 800,00	83 245 800,00	83 245 800,00
DOUIRI ADIL			A806081		Complexe Anfa Place, Boulevard de la	639766	657291	100	65 729 100,00	65 729 100,00	65 729 100,00
	AMETHIS MAGHREB FUND SICAV	2222			11 - 13 Rue Jean Fischbach Leudelange	452916	452916	100	45 291 600,00	45 291 600,00	45 291 600,00
	ROYALE MAROCAINE D'ASSURANCE	1084830			83, Avenue des FAR,Casablanca	582355	582355	100	58 235 500,00	58 235 500,00	58 235 500,00
	AUTRES	0				6739242	6721717	100	672 171 700,00	672 171 700,00	672 171 700,00
Total						9246737	9246737	--	924 673 700,00	924 673 700,00	924 673 700,00

Tableau d'Affectation des Résultats Intervenus au cours de l'Exercice

A. ORIGINE DES RÉSULTATS À AFFECTER	MONTANT	B. AFFECTATION DES RÉSULTATS	MONTANT
Décision du 30/06/2024		Réserve légale	1 515 822,49
Report à nouveau	451 853,93	Autres réserves	
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	30 316 449,72	Dividendes	97 381 966,98
Prélèvements sur les réserves		Autres affectations	
Autres prélèvements	68 129 485,82	Report à nouveau	
TOTAL A	98 897 789,47	TOTAL B	98 897 789,47

Résultats et autres Éléments Caractéristiques de l'Entreprise au cours des Trois Derniers Exercices

Nature des Indications	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	1 287 230 636,03		1 337 143 640,66
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	33 926 531,26	34 562 633,14	28 956 334,04
2. Résultat avant impôts	63 341 761,84	30 528 167,72	198 682 858,07
3. Impôts sur les résultats	1 914 080,00	211 718,00	824 673,00
4. Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent	79 157 672,80	79 185 693,22	97 381 966,98
5. Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	938 428,00	451 853,93	
Nombre d'actions	9 246 737,00	9 246 737,00	9 246 737,00
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	6,64	3,28	21,40
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent	8,50	8,50	10,50
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	18 677 264,37	15 227 150,13	15 772 434,01
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	16	15	17

Tableau des Opérations en Devises Comptabilisées pendant l'Exercice

Nature	Entrée Contre Valeur en Dirhams	Sortie Contre Valeur en Dirhams
- Financement permanent		
- Immobilisations brutes		
- Rentrées sur immobilisations		
- Remboursement des dettes de financement		
Produits	7 166 609,54	
Interets sur avance mutandis usa	7 166 609,54	
Charges		74 407,28
Maintenance informatique		74 407,28
TOTAL DES ENTRÉES	7 166 609,54	
TOTAL DES SORTIES		74 407,28
BALANCE DEVISES		7 092 202,26
TOTAL (ÉGALITÉ)	7 166 609,54	7 166 609,54

Datations Et Événements Postérieurs

Date de clôture (1) 31/12/2024

Date d'établissement des états de synthèse (2) 16/02/2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIÈRE COMMUNICATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

INDICATION DES ÉVÉNEMENTS

Événements favorables Néant

Événements défavorables Néant

COMPTES CONSOLIDÉS

État de situation financière		en KMAD
Actif	**Exercice 31/12/2023**	**Exercice 31/12/2024**
Goodwill	495 497	495 497
Immobilisations incorporelles	506 828	528 519
Immobilisations corporelles	761 306	892 032
Immeubles de placement	123 430	123 430
Autres actifs financiers	435 548	344 920
Dont Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur	*218 144*	*341 418*
Autres actifs	*217 404*	*3 501*
Impôts différés	6 145	6 279
Actifs non-courants	2 328 754	2 390 728
Stocks et en-cours	315 710	378 794
Clients et comptes rattachés	402 121	284 650
Comptes d'état	137 288	141 791
Autres débiteurs	12 996	16 932
Autres actifs courants	1 122	2 057
VMP et autres placements	65 333	292 532
Trésorerie et équivalents de trésorerie	165 827	195 305
Actifs courants	1 100 397	1 312 062
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	-	-
Total Actif	3 429 150	3 702 790

Passif	**Exercice 31/12/2023**	**Exercice 31/12/2024**
Capital	924 674	924 674
Réserves	385 714	478 763
Résultat de l'exercice	93 015	159 408
Total Capitaux propres, part du groupe	1 403 402	1 562 845
Intérêts minoritaires	4 950	5 726
Total Intérêts minoritaires	4 950	5 726
Total des capitaux propres	1 408 353	1 568 571
Emprunts et dettes financières	805 523	1 111 265
Impôts différés	57 442	80 711
Autres passifs long terme	-	-
Total Passifs non courants	862 966	1 191 975
Emprunts et crédit à moins d'un an	306 043	55 045
Dont Intérêts courus et non échus	*21 198*	*14 278*
Banques (soldes créditeurs)	258 692	317 260
Provisions (part à moins d'un an)	21 047	22 480
Dettes fournisseurs	401 434	364 612
Comptes d'État	69 596	62 123
Autres créditeurs	101 019	120 724
Total Passifs courants	1 157 832	942 244
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	-	-
Total des passifs	2 020 798	2 134 219
Total Passif	3 429 150	3 702 790

Compte de résultat consolidé		en KMAD
	31/12/2023 (*)	**31/12/2024**
Chiffre d'affaires	2 166 503	2 116 550
Hygiène	691 486	763 978
Produits de la mer	648 824	529 207
Boissons	265 109	334 627
Season USA	560 623	488 510
Autres	460	227
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-123 530	-3 675
Achats consommés	-1 238 876	-1 186 127
Marge Brute	804 096	926 748
Charges de personnel	-267 387	-306 686
Charges externes	-242 347	-252 723
Impôts et taxes	-11 468	-16 263
Autres produits de l'activité	-	1
EBE	282 894	351 077
Dotations aux amortissements	-84 435	-116 046
Dotations nettes de reprises aux provisions courantes	600	-8 007
Autres produits et charges d'exploitation	-5 121	-3 928
Résultat opérationnel courant	193 937	223 096
Autres produits et charges opérationnels	-8 640	37 301
Résultat opérationnel	185 297	260 397
Résultat financier consolidé	-52 471	-47 928
Résultat avant impôt	132 826	212 469
Total Impôts sur les bénéfices	-39 869	-53 821
Résultat après impôt	92 958	158 648
Résultat net total	92 958	158 648
Part du groupe	93 059	159 408
Résultat net courant (**)	102 498	128 158

(*) Les comptes proforma excluent l'activité bouteilles alimentaires, cédée en 2024 et incluent l'activité Eau, consolidée rétroactivement au 1er janvier 2023
(**) Résultat net courant = Résultat net hors éléments à caractère non récurrents

Tableau de flux de trésorerie consolidés		en KMAD
	31/12/2024	**31/12/2023**
Capacité d'autofinancement	295 297	267 880
Incidence de la variation du BFR	-19 393	10 457
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	275 904	278 337
Acquisitions/cessions de participation dans les filiales consolidées	333 135	-293 527
Acquisition nette d'immobilisations incorporelles	-29 261	-16 192
Acquisition nette d'immobilisations corporelles	-229 060	-238 645
Acquisition nette des actifs financiers	4 506	19 246
Dont variation des prêts et avances consentis	4 409	-2 018
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	79 320	-529 118
Augmentation/réduction de capital	1 629	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres	-9 927	-
Dividendes payés aux actionnaires du groupe et aux minoritaires	-97 383	-79 187
Variation de l'endettement	-31 642	451 823
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-137 322	372 636
Incidence de la variation des taux de change	1 296	-2 919
Incidence des changements de principes comptables	-	-
Variation de la trésorerie	219 198	118 936
Trésorerie d'ouverture	-62 898 (1)	-181 833
Trésorerie de clôture	156 300 (2)	-62 898
(1) dont intérêts courus et non échus	-22 944	-12 085
(2) dont intérêts courus et non échus	-14 278	-12 768

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves de conversion groupe	Plus ou moins values sur réévaluation des actifs	Autres réserves et résultats consolidés	Total Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2023.12	924 674	295 462	-	60 532	78 333	-30 634	1 328 367	4 511	1 332 878
Incidence des changements de méthode comptable :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation ajustée à l'ouverture de l'exercice 2023.12	924 674	295 462	-	60 532	78 333	-30 634	1 328 367	4 511	1 332 878
Réévaluation des immobilisations corporelle et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Var. nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	-	70 784	-	70 784	-	70 784
Résultat de la période	-	-	-	-	-	112 705	112 705	-57	112 648
Total des pertes et profits de la période	-	-	-	-25 517	70 784	112 705	157 972	-57	157 914
Dividendes versés	-	-20 343	-	-	-	-58 793	-79 136	-189	-79 325
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Situation à la clôture de l'exercice 2023.12	924 674	275 119	-	35 015	149 117	22 592	1 406 517	4 950	1 411 468
Situation à l'ouverture de l'exercice 2024.12	924 674	275 119	-	35 015	149 117	22 592	1 406 517	4 950	1 411 467
Incidence des changements de méthode comptable :	-	-	-	-	-	11	11	-	12
Situation ajustée à l'ouverture de l'exercice 2024.12	924 674	275 119	-	35 015	149 117	22 603	1 406 528	4 950	1 411 479
Réévaluation des immobilisations corporelle et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Var. nette de juste valeur des instruments financiers	-	-	-	-	98 519	-	98 519	-	98 519
Écarts de conversion	-	-	-	10 197	-	-	10 197	-	10 197
Résultat de la période	-	-	-	-	-	159 408	159 408	-760	158 648
Total des pertes et profits de la période	-	-	-	10 197	98 519	159 408	268 124	-760	267 364
Dividendes versés	-	-68 129	-	-	-	-29 194	-97 324	-156	-97 480
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements sur actions propres	-	-	-	-	-	-9 927	-9 927	-	-9 927
Composante fonds propres des émissions obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiement en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-4 557	-4 557	1 692	-2 865
Situation à la clôture de l'exercice 2024.12	924 674	206 989	-	45 212	247 636	138 333	1 562 845	5 726	1 568 571

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE MUTANDIS SITUATION ARRÊTÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

Sommaire

1	**Note 1 : Description de l'activité**	**4**
2	**Note 2 : Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice**	**4**
2.1	Holding	4
2.2	Filiales	4
2.3	Comptes proforma	4
3	**Note 3 : Règles et méthodes comptables**	**5**
3.1	Référentiel comptable	5
3.2	Périmètre de consolidation	6
3.2.1	Périmètre au 31 décembre 2023	6
3.2.2	Périmètre au 31 décembre 2024	6
3.2.3	Autres participations	6
3.3	Retraitements de consolidation	7
3.4	Date de clôture	7
3.5	Changement d'estimations comptables et erreurs	7
3.6	Goodwill	7
3.7	Principales Méthodes d'évaluation	8
3.7.1	Immobilisations incorporelles	8
3.7.2	Immobilisations corporelles	9
3.7.3	Immeubles de placement	11
3.7.4	Actifs non courants destinés à être abandonnés ou cédés	11
3.7.5	Stocks	11
3.7.6	Evaluation des créances clients	12
3.7.7	Autres débiteurs courants	13
3.7.8	Trésorerie et équivalents de trésorerie	13
3.7.9	Passifs financiers	13
3.7.10	Provisions	13
3.7.11	Coût d'emprunt	14
3.8	Passifs éventuels	15
3.9	Juste valeur	15
3.10	Impôts différés	16
3.11	Avantage au personnel	17
3.12	Produits des activités ordinaires	17
3.13	Actifs non courants détenus en vue de la vente et Activités destinées a être abandonnées	17
4	**Détail des états financiers**	**17**
4.1	Tableau des flux de trésorerie	17
4.2	Contrats de location	18
4.3	Actifs financiers	19
4.4	Résultat par action	19
4.5	Créances et dettes par échéance	20
4.6	Segments opérationnels	20
5	**Informations relatives aux parties liées**	**22**
5.1	Relation entre les sociétés consolidées du groupe	23
5.2	Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées	24
5.3	Autres transactions avec les parties liées non consolidées	24
6	**Paiement fondé sur des actions**	**24**
7	**Devise de présentation des états financiers**	**24**
8	**Engagements hors bilan**	**25**
8.1	Tableau des suretés réelles données ou reçues	25
8.2	Autres engagements financiers donnés ou reçus	26
9	**Datation et événements postérieurs**	**27**

Note 1 : Description de l'activité

MUTANDIS est une Société en commandite par action créée en mars 2008 et dotée d'un capital initial de 777 millions de dirhams. Son capital a été porté à 1 249 millions de dirhams à fin juin 2014. Au cours de l'exercice 2015, la société a fait l'objet d'une scission, son capital a été ainsi ramené à 619 millions de dirhams. Au cours de l'exercice 2017, Mutandis a réalisé une augmentation de capital qui a portée son capital à 680 millions de dirhams. En décembre 2018, dans le cadre de son introduction en bourse, la société a de nouveau réalisé une augmentation de capital portant son capital à 800 millions des Dirhams.

Au cours de l'exercice 2022, la société a procédé à une nouvelle augmentation de capital pour le porter à 924,7 millions de dirhams.

MUTANDIS est Groupe industriel marocain, dont l'objectif est d'accélérer la croissance du tissu industriel, du secteur de la distribution au Maroc et en Afrique.

Note 2 : Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice

2.1 Holding

L'exercice en cours n'a pas connu d'événements significatifs.

2.2 Filiales

Au cours de l'exercice, le groupe a réalisé la cession de la société CMB Plastique pour un montant de 319 millions de dirhams.

2.3 Comptes proforma

Suite à la cession de la société CMB au cours de l'exercice, nous vous présentons des indicateurs qui ne prennent pas cette société afin d'assurer la comparabilité des données avec les données chiffrées.

Ces indicateurs sont détaillés comme suit :

Indicateur	Chiffres proforma Décembre 2023 en KMAD
Chiffre d'affaires	2 166 503
EBE	282 894
Résultat opérationnel courant	193 937
Résultat financier	-52 471
Résultat net total de l'ensemble consolidé	93 059
Total bilan	3 429 150
Actifs non courants	2 328 754
Actifs courants	1 100 397
Passif courant	1 157 832

Les comptes proforma n'ont pas été audités.

Note 3 : Règles et méthodes comptables

3.1 Référentiel comptable

Les états financiers consolidés du Groupe MUTANDIS sont préparés en conformité avec les normes comptable internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2024 et telles que publiées à cette même date.

Ces normes sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC (Standard Interpretation Commitee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Commitee).

3.2 Périmètre de consolidation

3.2.1 Périmètre au 31 décembre 2023

Société	% Contrôle	% d'intérêt	Type de contrôle	Méthode de consolidation
HOLDING				
Mutandis	100,00%	100,00%	Holding	Intégration globale
HYGIÈNE ET JUS DE FRUITS				
Distra	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
BOUTEILLES ALIMENTAIRES				
CMB	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
PRODUITS DE LA MER				
LGMC	99,26%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Kama Pêche	100,00%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Rio Glace	100,00%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Sourcing	75,00%	75,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Factory	98,00%	98,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Marinier	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
SEASON USA				
Mutandis USA	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Season Brand LLC	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
BOISSONS				
Euro Africaine des Eaux	100,00%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale

3.2.2 Périmètre au 31 décembre 2024

Société	% Contrôle	% d'intérêt	Type de contrôle	Méthode de consolidation
HOLDING				
Mutandis	100,00%	100,00%	Holding	Intégration globale
HYGIÈNE ET JUS DE FRUITS				
Distra	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
PRODUITS DE LA MER				
LGMC	99,26%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Kama Pêche	100,00%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Rio Glace	100,00%	99,26%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Sourcing	75,00%	75,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Factory	98,00%	98,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Blue Fish Marinier	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
SEASON USA				
Mutandis USA	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Season Brand LLC	100,00%	100,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
BOISSONS				
Euro Africaine des Eaux	100,00%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale

3.2.3 Autres participations

Le groupe ne détient pas d'autres participations ou des structures non consolidées en dehors des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global, détaillés au paragraphe (4.3).

Le groupe ne détient pas d'intérêts dans des partenariats ou des entreprises associées.

3.3 Retraitements de consolidation

Les transactions intervenues au cours de l'exercice entre les différentes filiales ont été éliminées.

Les actifs et passifs réciproques ont été éliminés.

Les résultats internes ayant une incidence significative ont été retraités et éliminés. Il s'agit des résultats sur stock, du profit de cession d'immobilisations ou des dividendes.

3.4 Date de clôture

Date de clôture du Groupe est le 31 décembre. Cette date correspond à la date de clôture de toutes les filiales.

3.5 Changement d'estimations comptables et erreurs

Néant.

3.6 Goodwill

Le goodwill ou l'écart d'acquisition est défini comme étant la différence entre le coût du regroupement d'entreprise et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs.

Le goodwill a été évalué en dirhams marocains. Il fait l'objet d'un test de perte de valeur annuel.

Le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque groupe d'actifs testé, déterminée sur la base de prévisions de flux de trésorerie nets futurs actualisés, nécessitant l'utilisation d'hypothèses, estimations ou jugements.

Les acquisitions du Groupe n'ont pas engendré d'écart d'acquisition négatif.

L'exercice 2009 a connu l'application de la révision de la norme IFRS 3 relative au regroupement d'entreprises à partir du 1er juillet 2009. De ce fait, les écarts d'acquisition générés par les filiales qui ont été acquises avant cette date ont été évalués conformément à l'ancienne norme.

En revanche, les écarts d'acquisition générés par les filiales CMB et LGMC ont été évalués sans tenir compte des frais d'acquisition conformément à la norme IFRS 3. Au 30 juin 2024, suite à la sortie du périmètre de la filiale CMB, l'écart d'acquisition correspondant a été déconsolidé.

Suite à l'application de la norme IAS 27 révisée, l'augmentation du taux d'intérêt du Groupe sur la société LGMC n'a pas d'incidence sur l'écart d'acquisition dans la mesure où cet écart a été comptabilisé pour son montant global en tenant compte des intérêts minoritaires. Il a en revanche une incidence sur la quote-part des intérêts minoritaires sur l'écart d'acquisition et sur les réserves du groupe.

L'intégration de la société Rio Glace dans le périmètre de consolidation du groupe a généré un écart d'acquisition comptabilisé globalement conformément à la norme IFRS 3.

L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation annuel. Ce test est basé sur une actualisation des cash-flow futurs des différentes filiales au coût moyen pondéré du capital.

Pour les filiales : Blue Fish Factory, Blue Fish Sourcing, Blue Fish Marinier sont des créations, par conséquent, aucun écart d'acquisition n'a été constaté. En revanche, pour l'acquisition de la société Euro Africaine des Eaux, un écart d'acquisition a été comptabilisé.

Au 31 Décembre 2024, aucune provision n'a été constatée sur les écarts d'acquisition comptabilisés par le groupe.

Écarts d'acquisition actifs/Goodwill — en KMAD

	Exercice 2023.12	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Autres variations de périmètre	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Autres	Exercice 2024.12
Écart d'acquisition	645 299	-	-149 802	-	-	-	-	495 497
Amt/Pertes val. écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Valeur Nette	645 299	-	-149 802	-	-	-	-	495 497

3.7 Principales Méthodes d'évaluation

3.7.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées des brevets, marques et logiciels.

Ces immobilisations ont été comptabilisées au coût d'acquisition initial qui correspond au prix d'acquisition pour les éléments acquis et à la valeur d'apport pour les éléments ayant fait l'objet d'apport.

Au bilan, les immobilisations incorporelles figurent pour leur coût d'acquisition déduction faite des amortissements comptabilisés.

Toutes les immobilisations incorporelles comptabilisées sont amorties au taux de 20% soit sur une durée d'utilité de 5 ans, à l'exception des immobilisations comptabilisées en fonds de commerce et des marques dont la durée d'utilité est indéterminée.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéfinie sont détaillées comme suit (montant en KMAD) :

Catégorie	Montant au début de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Fonds de commerce	8 581	2 581
Marques	394 781	459 220

La durée d'utilité de ces immobilisations est indéfinie du fait de l'absence de restrictions juridiques concernant la durée d'utilisation du fonds de commerce ou des marques du groupe. Néanmoins, un test de dépréciation annuel est effectué afin de vérifier l'absence d'une dépréciation éventuelle.

Les immobilisations incorporelles ne sont pas soumises à des restrictions et n'ont pas fait l'objet de nantissement.

Immobilisations incorporelles en KMAD

	Exercice 2023.12	Acquisitions	Cessions et retraits	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Reclassements	Incidence des changements de méthodes	Exercice 2024.12
Immobilisations en Recherche et Développement	3 541	-	-	-	-	-	-	-	3 541
Brevets, marques et valeurs similaires	550 914	21 988	-	-	6 508	-5 040	19 228	-	593 598
Fonds de commerce	8 581	-	-6 000	-	-	-	-6 000	-	2 581
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes versés/ commandes d'immo.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	29 729	7 273	-	-	-	-	-13 918	-	23 084
Total Immobilisations incorporelles	592 765	29 261	-6 000	-	6 508	-5 040	-690	-	622 804
Amt immo. en Recherche et Développement	-3 140	-	-	-355	-	-	-	-	-3 495
Amortissements Brevets, marques et valeurs similaires	-68 339	-	-	-4 570	-	4 623	-	-	-68 286
Amortissements des autres immobilisations incorporelles	-14 041	-	-	-8 463	-	-	-	-	-22 505
Total Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	-85 520	-	-	-13 388	-	4 623	-	-	-94 285
Total Valeur Nette	507 245	29 261	-6 000	-13 388	6 508	-417	-690	-	528 519

3.7.2 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 1 : première adoption des normes IFRS, les immobilisations acquises par les filiales antérieurement au 1er janvier 2008, ont été évaluées à leur coût historique suivant les méthodes d'évaluation préconisées par les normes comptables marocaines.

Pour les acquisitions d'immobilisations réalisées à partir du 1er janvier 2008, le Groupe a appliqué la norme IAS 16 relative aux immobilisations corporelles.

Ainsi, le coût d'acquisition est composé du prix d'achat et de tous les coûts directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation prévue.

Les consommations, au cours de l'exercice, de pièces de rechange qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, ont été comptabilisées en immobilisations et amorties sur une période de 4 ans.

Au bilan, les immobilisations corporelles sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition déduction faite des amortissements cumulés.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, suivant les durées suivantes :

- Constructions : 20, 25 ou 30 ans, en fonction de la durée d'utilisation économique ;
  - Installations techniques, matériel et outillage : 10 à 15 ans pour les machines et les moules. Cette durée est ramenée à 8 ans pour les autres installations ;
  - Bateaux et bâtiments de mer : 20 ans ;
  - Matériel informatique : 5 ans à 6 ans 2/3 ;
  - Mobilier matériel de bureau : 5 ans à 10 ans ;
  - Matériel de transport : 5 ans ;
  - Autres mobiliers et aménagements divers : 5 ans à 8 ans.

Les taux d'amortissement sont arrêtés en fonction de l'utilisation de chaque filiale. Cependant, le groupe a procédé à une évaluation de la durée d'utilisation économique afin d'homogénéiser les durées d'amortissement.

Les immobilisations qui ont une durée de vie indéterminée, comme c'est le cas pour les terrains, ne font pas l'objet d'amortissement, mais plutôt d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause leur valeur comptable au bilan.

Les immobilisations corporelles n'ont pas fait l'objet de restrictions.

Le groupe n'a pas d'engagement contractuel au 31 Décembre 2024 pour l'acquisition d'actifs corporels.

Immobilisations corporelles en KMAD

	Exercice 2023.12	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Variations de la juste valeur	Reclassements	Incidence des changements de méthodes	Exercice 2024.12
Terrains	76 384	2 734	-	-	-	-15 600	-	-	-	63 518
Constructions	272 417	9 278	-18 600	-	30	-15 706	-	95 595	2 475	345 490
Installations tech, matériel & outillage	1 037 067	61 909	-4 414	-	-	-371 630	-	134 334	-428	856 839
Matériel de transport	86 612	53 515	-20 916	-	-	-2 370	-	150	-1 154	115 836
Mobilier, matériel de Bureau et aménagements divers	32 953	3 253	-32	-	65	-5 114	-	10 156	-	41 279
Immobilisations corporelles en cours	313 528	139 498	-	-	-	-2 828	-	-209 597	-	240 600
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	19 493	38 538	-	-	-	-	-	-25 541	-	32 490
Autres immobilisations corporelles	30 864	1 176	-	-	192	-8 476	-	-10 410	-	13 346
Total Immobilisations corporelles	1 869 317	309 901	-43 962	-	287	-421 725	-	-5 313	892	1 709 398
Amortissements des constructions	-151 879	-	3 858	-35 271	-7	11 864	-	-	-	-171 435
Amortissements des installations techniques matériels et outillages	-761 017	-	1 863	-90 518	-	285 712	-	-	428	-563 534
Amortissements du matériel de transport	-48 061	-	10 145	-17 776	-	1 844	-	-	1 035	-52 814
Amortissements du mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	-27 325	-	32	-2 288	-57	4 669	-	-	-	-24 969
Amortissements des autres immobilisations corporelles	-7 605	-	-	-2 459	-63	5 512	-	-	-	-4 614
Total Amt/dép. immobilisations corporelles	-995 888	-	15 898	-148 312	-127	309 601	-	-	1 463	-817 366
Total Valeur Nette Immobilisations coroporelles	873 430	309 901	-28 064	-148 312	160	-112 124	-	-5 313	2 355	892 032

Les immobilisations corporelles comprennent des droits d'utilisations suite à l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » par catégorie détaillées comme suit au 31 Décembre 2024 (en KMAD) :

Immobilisations	Valeurs brutes	Amortissements	Valeur nette
Constructions	52 763	-27 909	24 854
Installations techniques, matériel et outillage	24 947	-6 076	18 871
Matériel de transport	89 153	-35 921	53 232
Total	166 863	-69 907	96 956

3.7.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement correspondent aux immobilisations corporelles non liées à l'exploitation.

Les immeubles de placement sont évalués à leur juste valeur. La périodicité de réévaluation de la juste valeur est fixée à 2 années.

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée par un expert dans le domaine. Cet expert est indépendant et dispose d'une qualification professionnelle pertinente et reconnue, et dispose des qualifications professionnelles lui permettant d'apprécier les immeubles en question.

Les immeubles de placement ne font pas l'objet de restrictions quant à leur utilisation. Il n'existe pas d'obligations contractuelles sur ces biens.

Les immeubles de placement du groupe ne génèrent pas de loyers.

Le montant cumulé des immeubles de placement s'élève à 123 430 KMAD au 31 Décembre 2024.

Immeubles de placement en KMAD

	Exercice 2023.12	Acquisitions	Cessions et mises au rebut	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Variations de la juste valeur	Reclassements	Incidence des changements de méthodes	Exercice 2024.12
Immeubles de placement	123 430	-	-		-	-	-	-	-	123 430
Amortissements des immeubles de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Valeur Nette Immeubles de placement	123 430	-	-	-	-	-	-	-	-	123 430

3.7.4 Actifs non courants destinés à être abandonnés ou cédés

Ces actifs sont reclassés sur décision du management des filiales et de la holding.

Ils sont évalués au plus petits entre le coût amortis et la valeur nette de réalisation.

Au 31 Décembre 2024, le groupe ne dispose pas d'actifs non courants destinés à être abandonnés ou cédés.

3.7.5 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production.

Le stock final et les sorties de stocks sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré exception faite de la société LGMC qui évalue le stock final et les sorties de stocks suivant la méthode du FIFO.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminuée des coûts estimés pour achever les produits et les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

En cas de dépréciation les matières ou produits jugés non conformes aux normes techniques, inutilisables ou obsolètes font l'objet d'une dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation.

Les stocks ne font pas l'objet de nantissement ou de restriction en faveur de tiers.

Stocks — en KMAD

	Exercice 2024.12			Exercice 2023.12		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
Marchandises	178 029	-	178 029	100 224	-	100 224
Mat. premières, mat. et fouritures consommables	161 031	-7 184	153 847	245 328	-2 726	242 602
Biens et services en cours	1 024	-	1 024	1 929	-	1 929
Stocks de produits intermédiaires et finis	48 240	-2 345	45 895	87 345	-1 090	86 255
Total des stocks	388 324	-9 529	378 794	434 826	-3 816	431 010

3.7.6 Évaluation des créances clients

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale.

Le Groupe comptabilise une provision pour correction de valeur des créances clients lorsqu'il existe une probabilité objective de perte de crédit conformément à la norme IFRS 9.

3.7. 7 Autres débiteurs courants

Les autres débiteurs divers correspondent à des créances à moins d'un an ne correspondant pas à des créances clients.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque le montant actualisé des flux de trésorerie futurs est inférieur à la valeur comptable de créance.

3.7. 8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalent de trésorerie, comprend :

- Les fonds en caisse ;
- Les chèques et valeurs à l'encaissement ;
- Les fonds déposés en banque.

Les découverts bancaires, crédits de trésorerie et les remboursements prévisionnels des dettes financières dont l'échéance est inférieure à 1 an sont comptabilisés en dettes financières courantes (soldes créditeurs des banques et emprunts et crédits à moins d'un an).

3.7. 9 Passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués à leur valeur nominale.

Les dettes issues de la comptabilisation des contrats de location financement, sont comptabilisées en dettes financières en contrepartie de l'immobilisation corporelle concernée.

Dettes financières — en KMAD

	Exercice 2023.12	Augmentation	Remb.	Variations des cours de change	Variations de Périmètre	Autres	Exercice 2024.12
Emprunts obligataires	40 000	295 424	-	-	-40 000	-	295 424
Emprunts auprès des établissements de crédit	806 397	365 014	-329 607	-	-1 170	-24 793	815 841
Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	846 397	660 438	-329 607	-	-41 170	-24 793	1 111 265
Emprunts auprès établiss. de crédit - part < 1 an	50 612	10 207	-39 148	-	-30 023	27 511	19 158
Autres emprunts et dettes assimilées < 1 an	4 257	7 149	-	203	-	-	11 609
Emprunts obligataires < 1 an	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus et non echus à payer	22 944	-	-6 920	-	-1 746	-	14 278
Crédits de trésorerie	260 000	-	-250 000	-	-	-	10 000
Emprunts et crédit à moins d'un an	338 109	17 059	-297 585	1 720	-31 769	27 511	55 045
Banques (solde créditeurs)	302 215	58 567	-	-	-43 523	-	317 260
Emprunts et dettes financières	1 486 722	677 497	-568 625	1 720	-116 463	2 719	1 483 569

3.7.10 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les provisions comptabilisées par la société concernent certains actifs : clients et stocks. Le montant de ces provisions est destiné à couvrir les pertes éventuelles liées au recouvrement ou à la réalisation des stocks.

Les provisions concernent également certaines obligations notamment fiscales, pour lesquelles, le groupe ne dispose pas de visibilité quant à leurs échéances.

Provisions — en KMAD

	Exercice 2023.12	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variations des cours de changes	Variations de périmètre	Reclassements	Incidences des changements de méthodes	Exercice 2024.12
Provisions pour litiges - part à moins d'un an	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	21 047	17 892	-15 224	-	-	-1 235	-	-	22 480
Total Provisions pour charges	21 047	17 892	-15 224	-	-	-1 235	-	-	22 480

Dépréciation de l'actif circulant en KMAD

	Exercice 2023.12	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variations des cours de changes	Variations de périmètre	Reclassements	Incidences des changements de méthodes	Exercice 2024.12
Provisions pour dépréciation des Marchandises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour dépréciations des Mat. et four.	-2 726	-3 984	30	-	-	-	-504	-	-7 184
Provisions pour dépréciation des produits en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prov. pour dép. des pdts intermediaires et pdts finis	-1 090	-2 345	1 090	-	-	-	-	-	-2 345
Total Dépréciations des stocks et en-cours	-3 816	-6 329	1 119	-	-	-	-504	-	-9 529
Provisions pour dép. des cptes clients ratt.	-32 951	-11 649	14 387	-	-	7 712	-	-	-22 500
Total Dép. s/créances clients et cptes. rattachés	-32 951	-11 649	14 387	-	-	7 712	-	-	-22 500
Amt des Primes de remb. des obligations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour dép. des titres et valeurs de placements	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Dép. valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total déprécaiation des autres débiteurs	-2	-	-	-	-	-	-	-	-2
Total - Dépréciation de l'actif circulant	-36 768	-17 978	15 506	-	-	7 712	-504	-	-32 032

3.7. 11 Coût d'emprunt

Les coûts d'emprunt liés à l'acquisition ou la production d'un actif sont intégrés au coût de cet actif.

Pour les exercices 2021, les coûts d'emprunt engagés ne répondent pas aux critères d'éligibilité pour être comptabilisés au niveau du coût des actifs concernés, par conséquent, les coûts d'emprunt sont directement comptabilisés en résultat.

Pour l'exercice 2022, le groupe a constaté un montant de 5 445 KMAD au niveau du coût d'acquisition de l'unité de production.

Pour l'exercice 2023, les coûts des emprunts n'ont pas encore été affecté aux coûts d'acquisition des actifs.

Au cours de l'exercice 2024, les coûts des emprunts affectés aux coûts d'acquisition des actifs s'élève à 2 116 KMAD.

3.8 Passifs éventuels

Les sociétés du groupe pourraient faire l'objet de contrôles fiscaux pour les exercices non prescrits. Au cours de l'exercice 2024, une des sociétés du groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal qui a été totalement dénoué.

3.9 Juste valeur

Le groupe ne détient pas de passif évalué à la juste valeur.

Les actifs évalués à la juste valeur sont composés de :

- Les immeubles de placement : la juste valeur de ces actifs est fondée sur des données non observables. La juste valeur des immeubles de placement est déterminée par un expert dans le domaine. Cet expert est indépendant et dispose d'une qualification professionnelle pertinente et reconnue, et dispose des qualifications professionnelles lui permettant d'apprécier la valeur des immeubles en question. Il se base sur sa connaissance du marché ainsi que sur les informations qu'il peut récupérer sur des transactions similaires.
- Les valeurs mobilières de placement et autres placements, sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. La juste valeur de ces actifs est basée sur des données observables : marché actif par exemple ou assimilé…
- Les actifs financiers non courants comprennent des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par les capitaux propres. Les données concernant la juste valeur de ces actifs sont fondées sur des données non observables. Par conséquent, ces actifs sont évalués au coût d'achat, sauf en cas de constatation d'opération sur les capitaux propres de ces entités (augmentation de capital, cession d'action dans des proportion significatives…). Dans ce cas, la juste valeur correspond à la valorisation utilisée pour ces opérations.

L'impact des évaluations sur le résultat (en KMAD avant impôts différés) est détaillé comme suit :

Catégorie	Méthode de valorisation	Impact à l'ouverture	Impact sur la période	Impact à la clôture
VMP et autres placements	Prix observable sur un marché actif	+129	+7 039	+7 168

Aucun impact significatif n'a été observé sur actifs, du fait que généralement, le groupe procède à ces placements le dernier jour de l'exercice.

L'impact des évaluations sur **les autres éléments du résultat global** (avant impôts différés) est détaillé comme suit :

Catégorie	Méthode de valorisation	Impact à l'ouverture	Impact sur la période	Impact à la clôture
Immeubles de placement	Rapport d'expert	+116 582	-	+116 582
Instruments de capitaux propres	Transactions et opérations sur le titre	+110 233	+123 485	+233 718

3.10 Impôts différés

Les impôts différés actifs proviennent des déficits fiscaux reportables et des différences temporelles déductibles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux générés à partir de l'exercice 2012 ne sont comptabilisés que pour la partie liée aux amortissements fiscalement différés. À partir de l'exercice 2013, les impôts différés sur déficits fiscaux ne sont pas activés quel que soit leur origine.

Les impôts différés actifs sur les déficits fiscaux antérieurs sont repris en résultat dès qu'il est probable que le Groupe ne réalisera pas un bénéfice imposable qui permettrait d'imputer ce déficit ou lorsque le Groupe réalise un bénéfice fiscal imputable sur ces déficits.

Pour les sociétés réalisant des opérations imposables et des opérations non imposables, le taux d'impôt est calculé suivant le taux d'imposition moyen généré au cours des 3 derniers exercices comptables.

La politique de distribution des dividendes n'a pas d'impact sur l'impôt sur le résultat du groupe.

Impôts différés						en KMAD
	Exercice 2023.12	Incidence résultat	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Autres	Exercice 2024.12
Impôts différés - actif	6 145	-	136	-1	-	6 279
Impôts différés - passif	60 874	-1 698	-	-3 431	24 966	80 711
Solde net d'impôt différé	-54 729	1 698	136	3 430	-24 966	-74 432

	Exercice 2023.12	Incidence résultat	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Autres	Exercice 2024.12
ID / différences temporaires	4 495	-108	-	-25	-	4 362
ID / Autres retraitements.	-81	-	-	-	206	125
Activation de reports déficitaires	-	-	-	-	-	-
ID sur écart d'évaluation 100%	-12 918	-	-	-	-	-12 918
ID/ autres retraitements IFRS (*)	-17 862	-2 313	-	3 168	-206	-17 214
ID / Annulation frais d'établissement	-514	985	-	-161	-	310
ID / Annul. des écarts de conv. & prov. de change	5 940	-119	136	27	-	5 983
ID / Retraitement du crédit-bail locataire	-1 187	655	-	423	-	-109
ID/ Retrait. juste valeur instrum. financiers	-32 664	2 388	-	-	-24 966	-55 242
Solde net d'impôt différé par Nature	-54 729	1 698	136	3 430	-24 966	-74 432

(*) Ce Poste comprend les impacts de l'application de la norme IFRIC 23

Impôts sur les bénéfices / ventilation impôt exigible/différé		
	Exercice 2024.12	Exercice 2023.12
Impôt différé	-9 817	-5 325
Impôts sur les bénéfices	-40 607	-35 537
Cohésion de Solidarité Sociale	-3 396	-3 487
Impôts sur les bénéfices	-53 821	-44 349

3.11 Avantage au personnel

Conformément à la norme IAS 19 : avantages au personnel, le groupe est soumis au régime à cotisation définies.

De ce fait le montant des cotisations comptabilisées au cours de la période s'élève à 35 294 KMAD.

3.12 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés des catégories suivantes :

- Ventes de marchandises ;
- Ventes de biens et services produits.

3.13 Actifs non courants détenus en vue de la vente et Activités destinées a être abandonnées

Au 31 Décembre 2024, le groupe ne dispose pas d'activités destinées à être abandonnées.

4 Détail des états financiers

4.1 Tableau des flux de trésorerie

- Au cours de l'exercice le groupe a réalisé les transactions suivantes sans flux de trésorerie :

en KMAD	31 Décembre 2024	31 Décembre 2023
Acquisition d'immobilisation par des contrats de crédit-bail et contrats de locations	78 013	77 331

- Les montants correspondants à de la trésorerie et équivalents de trésorerie sont disponibles et n'ont pas fait l'objet d'aucune restriction.
- Au cours de l'exercice, le groupe n'a pas procédé à l'acquisition de nouvelles filiales.

4.2 Contrats de location

Les contrats de location sont analysés conformément à la norme comptable IFRS 16 « Contrats de location ».

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location sont comptabilisés en tant qu'actif au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminée au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location, en passifs financiers.

Les contrats de location signés par le groupe ne comprennent pas de restrictions concernant l'utilisation des actifs, ou de limitation quant à la politique du groupe en matière de dividende, d'endettement… Les contrats de location financement ne comprennent pas également des loyers conditionnels, et la valeur résiduelle correspond à 1% du montant hors taxes.

Les immobilisations ayant fait l'objet de contrat de location financement sont amorties sur la durée d'utilité des biens. Les droits d'usage issus des contrats de location sont amortis en fonction de la durée du contrat.

Les contrats de location simple signés par le groupe ne comprennent pas de restrictions concernant l'utilisation des actifs, ou de limitation quant à la politique du groupe en matière de dividende, d'endettement… ces contrats ne comprennent pas également des loyers conditionnels, et ne comprennent pas d'option d'achat. Ils sont généralement conclus pour une durée déterminée avec tacite reconduction pour les contrats portant sur des biens immeubles la période de préavis est généralement de 6 mois.

Concernant les contrats portant sur des biens meubles, ils concernent essentiellement le matériel de transport. La durée de ces contrats est de 48 mois. Dans ce cas, l'utilisation du matériel est plafonnée à un kilométrage déterminé par véhicule, ce qui peut générer complément de rémunération.

Immobilisations corporelles en crédit bail/contrats de location en KMAD

	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Reclassements et mises au rebut	Incidence des changements de méthodes	Clôture
Constructions	76 561	1 982	-18 419	-	-	-	-	2 475	62 598
Installations tech, matériel & outillage	79 164	16 832	-2 928	-	-	-38 983	-	-428	53 657
Matériel de transport	75 766	53 329	-19 763	-	-	-2 283	153	-1 154	106 048
Immobilisations corporelles en cours	29 647	5 871	-	-	-	-	-	-	35 517
Autres immobilisations corporelles	153	-	-	-	-	-	-153	-	-
Total Immobilisations corporelles	261 291	78 013	-41 109	-	-	-41 265	-	892	257 821
Amt des constructions	-31 583	-	3 858	-9 162	-	-	-	-	-36 887
Amt des inst tech, mat et outillage	-61 420	-	377	-5 147	-	34 854	-	428	-30 908
Amortissements du matériel de transport	-39 696	-	9 461	-17 053	-	1 796	-	1 035	-44 456
Amt des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Amt/dép. immobilisations corporelles	-132 699	-	13 696	-31 361	-	36 650	-	1 463	-112 252
Total Valeur Nette	128 592	78 013	-27 414	-31 361	-	-4 616	-	2 355	145 570

4.3 Actifs financiers

Les actifs financiers sont composés de 3 catégories :

- Dépôts, cautionnements, créances et prêts financiers dont les bénéficiaires sont le personnel ou d'autres tiers. Ces éléments sont évalués au coût amorti. Ces actifs sont considérés comme étant non courants si leur échéance dépasse l'exercice suivant la date de clôture. Le montant de ces actifs s'élève à 3 501 KMAD ;
- Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces actifs sont composés de placement de trésorerie (OPCVM) ou titres cotés détenus pour des fins de placement de trésorerie. Le montant de ces actifs s'élève à 292 532 KMAD. L'évolution de ces actifs est détaillée au niveau de la note 3.9 ;
- Des instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Pendant les 3 premières années, la juste valeur correspond au prix d'achat en absence de marché actif, au-delà de cette période, ces titres sont valorisés suivant les transactions effectuées sur le titre ou opérations réalisées sur le capital de ces sociétés. Le montant de ces actifs s'élève à 341 348 KMAD. L'évolution de ces actifs est détaillée au niveau de la note 3.9.

Au cours de l'exercice, le groupe n'a pas procédé à des reclassements d'actifs financiers.

4.4 Résultat par action

Le résultat par action est calculé par référence au nombre moyen d'actions émises à la date de clôture.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat par action correspond au résultat net part du groupe.

4.5 Créances et dettes par échéance

Créances et dettes par échéance en KMAD

	Clôture	Moins de 1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 et plus
Créances par échéance						
Prêt au personnel à + 1 an	154		154			
Créances rattachées à des participations						
Dépôts et cautionnements	2 856		946			1 910
Créances financières diverses	256		256			
Frais avances et acompte versés	15 335	15 335				
Clients et comptes rattachés	307 150	307 150				
Comptes de personnel à moins d'un an	1 082	1 082				
Etat, Impôt sur les bénéfices à - 1 an	4 681	4 681				
Etat TVA récupérable	68 074	68 074				
Etat crédit de TVA	69 024	69 024				
Actionnaires : capital appelé non versé	7	7				
Autres créanciers à - 1 an	510	933				
Dettes par échéance						
Emprunts obligataires	295 424		60 000	45 000	45 000	150 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	815 841		169 955	101 259	182 715	355 046
Emprunts auprès établiss. de crédit - part < 1 an	19 158	24 436				
Dettes fournisseurs	364 612	364 612				
Clients avances et acomptes à - 1 an	19 505	19 505				
Rémunération de personnel	47 881	47 881				
Organismes sociaux	7 597	7 597				
Dettes fiscales	5 451	5 451				
Etat, impôts sur Résultats	7 119	7 119				
Etat TVA Facturée	33 870	33 870				
Etat TVA due	8 948	8 948				
Etat IT à payer	2 796	4 796				
Etat Autres cptes crédit	3 938	3 938				
Associés dividendes à payer	1 659	1 659				
Dettes /acquisit d'immob	10 795	10 795				
Divers créanciers	32 658	1 860				
Intérêts courus et non echus à payer	14 278	14 112				
Crédits de trésorerie	10 000	10 000				
Banques (solde créditeurs)	317 260	317 260				

4.6 Segments opérationnels

Conformément aux normes internationales, le Groupe fournit une information par segment. Il s'agit de :

- Résultat sectoriel par activité ;
- Chiffre d'affaires par activité ;
- Afin de comprendre les segments, ci-après la définition des pôles :
  - Holding : activité de la holding : intègre les activités de la société Mère MUTANDIS;
  - Détergeant (Pôle A) : DISTRA;
  - Produits de la mer (Pôle B) : intègre les sociétés : LGMC, Kama Pêche, Rio Glace, Blue Fish Marinier, Blue Fish Factory et Blue Fish Sourcing ;
  - Boissons (Pôle F) : DISTRA, Euro Africaine des Eaux ;
  - Bouteilles alimentaires (Pôle E) : CMB Plastique (cédée au cours de l'exercice) ;
  - Season Brand (Pôle G).
- Bilan sectoriel par activité ;

Bilan consolidé par activité (en KMAD)

	HOLDING	Pole A	Pole B	Pole F	POLE G	Total
Immobilisations incorporelles	99	145 072	17 584	64 602	301 163	528 519
Écarts d'acquisition	-	52 938	207 836	234 723	-	495 497
Immobilisations corporelles	42 991	429 735	356 350	55 569	7 389	892 032
Immeubles de placement	-	-	123 430	-	-	123 430
Autres actifs financiers	341 585	1 503	1 787	45	-	344 920
Élimination des titres intragroupes	1 276 715	-74 471	-633 123	-371 765	-197 305	51
Impôts différés	-	-	-	-	6 279	6 279
Autres actifs long terme	-	-	-	-	-	-
Total Actifs non-courants	1 661 389	554 776	73 863	-16 826	117 525	2 390 728
Stocks et en-cours	-	129 505	60 209	16 963	172 118	378 794
Clients et autres débiteurs	1 168	215 277	141 245	6 678	74 324	438 691
Créances d'impôt	1 712	9	1 746	1 215	-	4 681
Autres actifs courants	118	43	1 885	12	-	2 057
VMP et autres placements	282 395	-	10 138	-	-	292 532
Disponibilités	40 618	12 824	27 853	55 662	58 348	195 305
Total Actifs courants	326 010	357 658	243 075	80 529	304 790	1 312 062
Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-
Total actif	1 987 399	912 434	316 938	63 703	422 315	3 702 790

Capital	924 674	-	-	-	-	924 674
Autres réserves	180 224	-	67 413	-	45 212	292 849
Résultats accumulés	213 281	4 996	-293 414	22 220	191 249	138 333
Total Capitaux propres, part du groupe	1 525 168	4 996	-226 001	22 220	236 462	1 562 845
Intérêts minoritaires	-	41	5 683	2	-	5 726
Total Intérêts minoritaires	-	41	5 683	2	-	5 726
Total des capitaux propres	1 525 168	5 037	-220 318	22 222	236 462	1 568 571
Emprunts et dettes financières	544 250	366 559	191 715	8 740	-	1 111 265
Elimination interco Bilan-financiers LT	-86 960	-	-	-	86 960	-
Autres provisions	-	-	-	-	-	-
Impôts différés	52 020	7 244	20 476	970	-	80 711
Autres passifs long terme	-	-	-	-	-	-
Total Passifs non courants	509 310	373 803	212 191	9 711	86 960	1 191 975
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	6 205	215 859	136 212	2 420	11 609	372 305
Provisions (part à moins d'un an)	598	-	21 882	-	-	22 480
Fournisseurs et autres créditeurs	-1 468	296 460	152 697	48 113	43 201	539 002
Liaison élim intercos bilan - BFR & autres dettes diverses	-52 414	15 203	13 612	-19 912	44 083	572
Dettes d'impôt	-	5 969	-	1 151	-	7 119
Autres passifs courants	-	104	662	-1	0	766
Total Passifs courants	-47 079	533 594	325 065	31 771	98 893	942 244
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-	-
Total des passifs	462 231	907 397	537 256	41 481	185 853	2 134 219
Total passif	1 987 399	912 434	316 938	63 703	422 315	3 702 790

Compte de résultat consolidé par activité (en KMAD)

	HOLDING	Pole A	Pole B	Pole F	Pole G	Total
Chiffre d'affaires	227	763 978	529 207	334 627	488 510	2 116 550
Autres produits de l'activité	-	1	-	-	-	1
Achats consommés	-146	-406 940	-313 011	-167 228	-298 802	-1 186 127
Charges externes	-5 761	-124 006	-44 475	-23 256	-55 224	-252 723
Charges de personnel	-16 000	-129 685	-96 897	-36 025	-28 078	-306 686
Impôts et taxes	-471	-6 170	-2 236	-5 637	-1 749	-16 263
Dotation aux amortissements	-2 633	-51 900	-35 276	-23 706	-2 531	-116 046
Dotation aux dépréciations et provisions	-145	7 250	-	-	-	7 105
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-	5 780	-15 944	6 489	-	-3 675
Autres produits et charges d'exploitation	-1 429	-15 888	-1 143	-571	-10	-19 040
Elimination des opérations intra groupe	-121	51 642	-3 145	-50 946	2 569	-
Résultat opérationnel courant	-26 480	94 062	17 081	33 747	104 685	223 096
Autres produits et charges opérationnels	112 449	-1 099	-74 234	-707	892	37 301
Résultat opérationnel	85 969	92 963	-57 153	33 041	105 577	260 397
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	-	-	-420	-	4 202	3 782
Coût de l'endettement financier brut	-21 261	-23 963	-17 686	-788	-2 960	-66 658
Coût de l'endettement financier net	-21 261	-23 963	-18 106	-788	1 242	-62 876
Autres produits et charges financiers	24 944	-8 674	3 398	25	-4 746	14 948
Résultat financier	3 683	-32 637	-14 708	-763	-3 504	-47 928
Résultat avant impôts	89 652	60 326	-71 861	32 277	102 073	212 469
Impôts sur les bénéfices	1 388	-20 135	-1 445	-6 812	-26 818	-53 821
Résultat net total	91 041	40 191	-73 306	25 466	75 255	158 648

Résultat net total	91 041	40 191	-73 306	25 466	75 255	158 648
Part du groupe	91 041	40 190	-72 542	25 464	75 255	159 408
Part des minoritaires	-	1	-764	2	-	-760

5 Informations relatives aux parties liées

Les transactions effectuées entre les différentes sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe MUTANDIS ont été neutralisées.

La société mère facture les prestations suivantes :

- Prestation manager : prestation de direction des différentes filiales ;
- Prestations de service diverses : il s'agit de l'assistance technique et financière de la holding ainsi que l'effort de prospection commerciale à l'étranger fournit par la holding ;
- Royalties ; pour l'utilisation du nom commercial.

Toutes ces prestations ont fait l'objet de convention conformément à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, la holding perçoit une rémunération sous forme de jetons de présence aux conseils d'administration des filiales.

5.1 Relation entre les sociétés consolidées du groupe

en KMAD	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Actif			
Actifs non courants	-	-	86 960
Avances à long terme	-	-	-
Autres actifs non courants	-	-	86 960
Actif courants	-	-	177 042
Clients et comptes rattachés	-	-	90 510
Autres débiteurs	-	-	86 532
Intérêts courus et non échus	-	-	-
Total	-	-	264 002
Passif			
Passifs non courants	-	-	44 532
Dettes à long terme	-	-	-
Autres passifs non courants	-	-	44 532
Passifs courants	-	-	219 470
Dettes fournisseurs	-	-	91 160
Comptes courants d'associés	-	-	128 490
Autres créditeurs	-	-	-
Comptes de régularisation	-	-	180
Passif divers	-	-	-
Total	-	-	264 002

5.2 Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

en KMAD	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Entreprises consolidées par intégration globale
Chiffre d'affaires			464 456
Autres produits d'exploitation			4 000
Achats consommés de matières et fournitures			-434 846
Charges externes			-29 610
Autres charges d'exploitation			-4 000
Produits financiers			10 690
Charges financières			-10 690

5.3 Autres transactions avec les parties liées non consolidées

Le groupe réalise par ailleurs d'autres transactions avec des parties liées non consolidées. Il s'agit de la société MUGEST : le gérant de la société Mutandis. La rémunération comptabilisée au 31 Décembre 2024 s'élève à 4 800 KMAD pour le même montant pour l'arrêté au 31 Décembre 2023.

6 Paiement fondé sur des action

Le Groupe ne dispose pas d'un plan de paiement en actions.

7 Devise de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en KMAD.

8 Engagements hors bilan

8.1 Tableau des sûretés réelles données ou reçues

Tiers créditeurs ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté (KMAD)	Nature	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette sûreté donnée à la date de clôture (KMAD)
Sûretés données					
Nantissement de 1 748 975 titres CFG Bank cotées en bourse en faveur de la CFG Bank dans le cadre du crédit lombard de 100 000 KMAD	100 000	Nantissement	Septembre 2024	Financement	100 000
Nantissement de premier rang de 153 813 titres de la société LGMC en faveur de la BCP dans le cadre du crédit de 50 000 KMAD	50 000	Nantissement	Juin 2021	Financement	50 000
Nantissement de premier rang de 92 861 titres de la société LGMC en faveur de la BoA dans le cadre du crédit de 20 000 KMAD	20 000	Nantissement	Juillet 2021	Financement	20 000
Nantissement de premier rang de 449 965 titres de la société Distra en faveur de la BPC et AWB dans le cadre du crédit de 170 000 KMAD	170 000	Nantissement	Juillet 2021	Financement	170 000
Engagement auprès de Maghrebail, au titre de 5 véhicules financés en leasing, pour un total de loyers de 1 468 421,38 MAD TTC	1 468				
Sûretés reçues	**NÉANT**				

8.2 Autres engagements financiers donnés ou reçus

Engagements donnés en KMAD	**Montants exercice**	**Montants exercice précédent**
Engagement envers SGMB, dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC, de maintenir l'équilibre de la structure financière de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société.	60 000 et 47 000	60 000
Engagement au profit de la SGMB et BOA dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA en vue de maintenir l'équilibre de la structure financière de DISTRA et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	160 000	
Engagement envers SGMB, dans le cadre d'un crédit octroyé à Distra de maintenir l'équilibre de la structure financière de Distra et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société.	60 000	60 000
Engagement au profit de CFG BANK dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC en vue de maintenir l'équilibre de la structure financière de LGMC et de faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la société	125 000	
Engagement auprès de Maghrebail, au titre des véhicules financés en leasing.	1 468	2 074

9 Datation et événements postérieurs

- Date d'arrêté des états financiers : 13 février 2025 ;
- Organisme ayant procédé à l'arrêté des comptes : Le gérant de la société mère Mutandis SCA ;
- Après l'arrêté des comptes, le groupe n'a pas connaissance d'événements postérieurs pouvant impacter les états financiers consolidés.

HDID & ASSOCIÉS
AUDIT, TAX, LEGAL & FINANCIAL ADVISORY
4 Rue Maati Jazouli
20250 Casablanca
Maroc

forvis mazars
76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca, Maroc

Aux Actionnaires de la société
MUTANDIS S.C.A.
22, Bd Abdelkrim Al Khattabi,
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 03 avril 2024, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Mutandis S.C.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.343.011.614 MAD dont un bénéfice net de 197.858.185 MAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Mutandis S.C.A au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

- **Evaluation des titres de participation**

Risque identifié

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 1.438.595 KMAD, soit 77% du montant total de l'actif.

Ils sont comptabilisés individuellement à leur valeur d'acquisition. La Société procède, à chaque clôture annuelle, à l'évaluation de la valeur actuelle de ses titres de participation. Cette valeur actuelle est estimée soit en fonction de l'actif net comptable, soit en fonction de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la participation. Lorsque la valeur actuelle des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une analyse est effectuée par la Direction pour déterminer la dépréciation à constater.

L'estimation de la valeur actuelle des titres requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Dans ce contexte, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit, en raison du poids de ces actifs dans le bilan, de l'importance de la part des jugements de la Direction et des incertitudes dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie, notamment la probabilité de réalisation des prévisions retenues par la Direction.

Notre réponse

Nos travaux ont consisté principalement à :

- Examiner, sur la base d'échantillons, la justification des méthodes d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés par la société pour déterminer les valeurs actuelles,
- S'assurer que les données retenues dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation sont cohérentes avec les données sources des entités ;
- Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

Enfin, nous avons examiné les informations relatives aux titres de participation publiées dans l'état des informations complémentaires (ETIC).

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du gérant destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 20 février 2025

Les Commissaires aux Comptes

Hdid & Associés

Mohamed HDID
Associé

Forvis Mazars

Adnane LOUKILI
Associé

HDID & ASSOCIÉS
AUDIT, TAX, LEGAL & FINANCIAL ADVISORY

4 Rue Maati Jazouli
20250 Casablanca
Maroc

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca, Maroc

Aux Actionnaires de la société
MUTANDIS S.C.A.
22, Bd Abdelkrim Al Khattabi,
Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2024

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société Mutandis S.C.A et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1.568.571 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 158.648 KMAD.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2024, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

- **Evaluation du goodwill**

Risque identifié

Au 31 décembre 2024, le goodwill est inscrit au bilan pour une valeur nette comptable de 495.497 KMAD, soit 13% du total actif. Ces actifs ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice.

Comme indiqué dans la note 3.6 de l'annexe aux comptes consolidés, le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque groupe d'actifs testé, déterminée sur la base de prévisions de flux de trésorerie nets futurs actualisés, nécessitant l'utilisation d'hypothèses, estimations ou jugements.

Nous avons considéré l'évaluation du goodwill comme un point clé de l'audit, compte tenu de l'importance de ces actifs dans les états financiers consolidés du Groupe et l'importance du jugement de la Direction dans la détermination des hypothèses de flux de trésorerie, notamment la probabilité de réalisation des prévisions retenues par la Direction.

Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté en un examen des procédures relatives aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des contrôles mis en place au sein de la société pour identifier les indices de pertes de valeur de ces actifs.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance du processus mis en œuvre par la direction pour évaluer les actifs incorporels et apprécier les principes et les méthodes de détermination des valeurs recouvrables ;
- Comparer les principales hypothèses de croissance de l'activité aux performances passées et apprécier les évolutions entre les prévisions passées et les réalisations effectives ;
- Apprécier la pertinence des modèles d'évaluation utilisés, des taux de croissance et des taux d'actualisation appliqués au regard des pratiques de marché et vérifier, par sondage, l'exactitude arithmétique des évaluations retenues par la direction.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation.

  Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 20 février 2025

Les Commissaires aux Comptes

Hdid & Associés	Forvis Mazars
Mohamed HDID	Adnane LOUKILI
Associé	Associé

HDID & ASSOCIÉS
AUDIT, TAX, LEGAL & FINANCIAL ADVISORY

4 Rue Maati Jazouli
20250 Casablanca
Maroc

forvis mazars

76, Bd Abdelmoumen
Résidence Koutoubia, 7ème étage
Casablanca, Maroc

Aux Actionnaires de la Société
MUTANDIS S.C.A.
22, Bd Abdelkrim Al Khattabi,
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES - EXERCICE DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi 5-96 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le Gérant ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024

1.1. Avec CFG Finance (filiale CFG Bank)

Personnes concernées : M. Adil Douiri (Président du Conseil d'Administration de CFG Bank et représentant de la société Mugest SARL AU, Gérante de Mutandis S.C.A.)

Convention de prestations de services

Cette convention signée le 08 novembre 2024 avec CFG Finance et autorisée par le conseil de surveillance, porte sur le mandat confié par Mutandis SCA pour la préparation et la réalisation d'une opération d'émission obligataire par placement privé d'un montant de 300 millions de dirhams auprès d'investisseurs qualifiés. CFG Finance percevra une commission de conseil et de placement de 0,26% du capital restant dû par année de maturité et une commission d'optimisation de 50% de l'économie d'intérêts par année de maturité entre le spread cible et le spread effectif de l'opération.

- **Dépenses comptabilisées en immobilisations en non-valeur en 2024 :** 4 210 KMAD
- **Décaissements comptabilisés en 2024 :** 0 KMAD

1.2. Avec CFG Bank

Personnes concernées : M. Adil Douiri (Président du Conseil d'Administration de CFG Bank et représentant de la société Mugest SARL AU, Gérante de Mutandis S.C.A.)

Engagement envers CFG Bank pour maintenir l'équilibre financier de LGMC

Dans le cadre d'un crédit octroyé à LGMC (filiale de Mutandis SCA) pour un montant de 125 MMAD, Mutandis SCA s'engage inconditionnellement et irrévocablement, à travers une lettre de confort signée en date du 28 mai 2024 et autorisée par le conseil de surveillance, à apporter le soutien financier à LGMC afin d'assurer la continuité de ses activités et d'honorer ses engagements vis-à-vis de CFG Bank jusqu'au remboursement intégral de toutes les sommes dues au titre du crédit susmentionné.

1.3. Avec Mutandis USA

Personne concernée : Mutandis S.C.A (Actionnaire)

Avenant n°2 à la convention de prêt

La société Mutandis SCA a signé, en date du 15 Mai 2024, un avenant n°2 à la convention de prêt portant sur le financement de 21.638 KUSD octroyé à sa filiale Mutandis USA. Cet avenant, autorisé par le conseil de surveillance, a pour objet de modifier l'échéancier de remboursement du prêt afin de le ramener à deux rapatriements par exercice au lieu d'un seul.

Produits HT comptabilisés en 2024 : 7.167 KMAD

Encaissements comptabilisés en 2024 : 41.134 KMAD (dont 33.713 KMAD de remboursement de capital)

Solde de la créance au 31 décembre 2024 : 125.642 KMAD

Solde des intérêts au 31 décembre 2024 : 3.179 KMAD

2. CONVENTIONS CONCLUES LORS DES EXERCICES ANTERIEURS ET POURSUIVIES EN 2024

2.1. Avec CFG Bank

Personnes concernées : M. Adil Douiri (Président du Conseil d'Administration de CFG Bank et représentant de la société Mugest SARL AU, Gérante de Mutandis S.C.A.)

2.1.1. Contrat de crédit-bail immobilier

Cette convention, signée en date du 12 décembre 2022, porte sur le financement d'un bien immobilier sous l'entière responsabilité de Mutandis S.C.A pour un montant global de 44.230 KMAD (dont : 27.968 KMAD destiné à l'acquisition de l'immeuble ; 1.679 KMAD destiné au règlement des frais associés à l'acquisition de l'immeuble et 14.583 KMAD destiné au financement des travaux de construction, d'agencement et d'aménagement de l'immeuble).

Durée du contrat : 12 années entières et consécutives à partir de la prise de possession du bien (soit 144 loyers mensuels)

Montant des loyers mensuels : 304 KMAD à compter du jour de la réception de l'immeuble

Montant des pré-loyers : les règlements effectués par CFG BANK S.A. avant la date de départ de la location donneront lieu au versement par Mutandis S.C.A. à CFG BANK S.A. d'agios, calculés au prorata temporis des montants versés trimestriellement et décomptés au taux de 5,25% HT

Valeur résiduelle en fin de contrat : 22.115 KMAD

Montant des pré-loyers HT comptabilisés en charges en 2024 : 2.116 KMAD

Décaissements comptabilisés en 2024 : 2.097 KMAD

Encaissements comptabilisés en 2024 : 512 KMAD

2.2. Avec MUGEST SARL AU

Personnes concernées : MUGEST SARL AU, Gérante de Mutandis S.C.A.

2.2.1. Convention de sous-location d'un bureau

Cette convention, signée en date du 26 décembre 2019, porte sur la sous-location à MUGEST SARL AU d'un bureau de 10 m², dans la propriété sise à 22 Bd Abdelkrim AL KHATTABI renouvelable par tacite reconduction d'année en année à partir du 2 janvier 2020. La sous-location est consentie, moyennant un loyer mensuel de 2.200 MAD TTC.

Produits comptabilisés en 2024 : 22 KMAD

Encaissements comptabilisés en 2024 : 30 KMAD

2.2.2. Rémunération du Gérant de Mutandis SCA

Conformément aux statuts de la société Mutandis SCA, la rémunération du Gérant de votre Société (la Société Mugest) a été fixée annuellement à 5 000 KMAD par l'associé commandité suite à la décision du 3 avril 2008. En 2016, la rémunération a été fixée à MAD 1.300 KMAD et un nouvel avenant a été signé en 2017 fixant cette rémunération à 800 KMAD.

Charge comptabilisée en 2024 : 870 KMAD

Décaissements comptabilisés en 2024 : 960 KMAD

2.3. Avec MUTANDIS AUTOMOBILE

Personnes concernées : MUGEST SARL AU, Gérante de Mutandis S.C.A et Mutandis Automobile.

2.3.1. Convention de sous-location d'un bureau

Cette convention, signée en date du 06 mars 2017, porte sur la sous-location à Mutandis automobile d'un bureau de 20 m², dans la propriété sise à 22 Bd Abdelkrim AL KHATTABI pour une durée de trois, six, neuf ans renouvelable par tacite reconduction, à partir de mars 2017. La sous-location est consentie, moyennant un loyer mensuel de MAD 4.400 TTC, payable mensuellement au premier de chaque mois. L'avenant n°1 a été signé en date du 26 février 2021 et stipule que la sous-location est consentie et acceptée à titre gratuit.

Produits comptabilisés en 2024 : Néant

Encaissements comptabilisés en 2024 : Néant

2.4. Avec les filiales de la société

Personnes concernées : Mutandis S.C.A (Actionnaire ou Associé des filiales)

2.4.1. Engagement envers la SGMB et BOA pour maintenir l'équilibre financier de DISTRA

Dans le cadre d'un crédit octroyé à DISTRA (filiale de Mutandis SCA) pour un montant de 160 MMAD, Mutandis SCA s'engage, à travers une lettre de confort signée en date du 25 janvier 2023, à maintenir l'équilibre de la structure financière de DISTRA et à faire face au remboursement du crédit en cas de défaillance de la filiale.

2.4.2. Engagements envers la SGMB pour maintenir l'équilibre financier de LGMC et DISTRA

Dans le cadre des crédits octroyés par la SGMB à LGMC et DISTRA (filiales de Mutandis SCA), Mutandis SCA s'engage, à travers des lettres de confort, à maintenir l'équilibre de la structure financière de ces deux filiales et à faire face au remboursement des crédits en cas de défaillance de ces filiales.

Financement	Filiale bénéficiant du crédit	Date de signature de la lettre de confort
Crédit d'une valeur de 60 MMAD	LGMC	24/07/2020
Crédit d'une valeur de 60 MMAD	DISTRA	24/07/2020

2.4.3. Convention de licence d'exploitation de la marque « Mutandis » par Distra et CMB Plastique

La société Mutandis SCA (concédant) a conclu, en date du 01 janvier 2016, un contrat dans lequel elle concède à la filiale Distra (Licencié) qui accepte, la licence d'exploitation de la marque « Mutandis », protégée et enregistrée pour l'ensemble des produits et services désignés dans le certificat d'enregistrement de ladite marque. Le concédant s'engage par ailleurs à fournir au Licencié une assistance matérialisée par l'exécution de prestations de services (prestations en marketing et commercial, prestations en communication et prestations financières). Cette licence est consentie et acceptée moyennant le versement par le Licencié pendant toute la durée du contrat, d'une redevance de licence proportionnelle égale à 2% HT du chiffre d'affaires mensuel HT.

Mutandis SCA a signé, en date du 20 décembre 2017, un avenant par lequel le concédant facture mensuellement une redevance de licence proportionnelle égale à 2% du chiffre d'affaires local

mensuel HT et une redevance proportionnelle égale à 1,5% du chiffre d'affaires à l'export mensuel. Cette modification des modalités de rémunération du concédant a été appliquée de façon rétroactive à toutes les redevances perçues antérieurement.

Au 31 décembre 2024, les licences d'exploitation de la marque « Mutandis » se détaillent comme suit (en KMAD) :

Sociétés	Produits H.T. en 2024	Encaissements en 2024
DISTRA	23.486	16.142
CMB Plastique	-29	995

2.4.4. Conventions de prestations de services entre Mutandis et les filiales DISTRA et CMB Plastique

Mutandis SCA a conclu, en date du 1er janvier 2016, avec certaines de ses filiales des contrats de prestations de services qui consistent à mettre à la disposition de ces dernières le Directeur export et la Direction financière (salariés de Mutandis) qui pourraient être amenés à intervenir pour faire face à des besoins ponctuels des filiales. Ainsi, Mutandis SCA tient mensuellement un récapitulatif du nombre de jours travaillés par ses managers sur les filiales. Sur cette base, et en fonction d'un tarif journalier fixé contractuellement, Mutandis facture à ses filiales les prestations de ces managers.

Au 31 décembre 2024, les prestations de services se détaillent comme suit (en KMAD) :

Sociétés	Produits H.T. en 2024	Encaissements en 2024
DISTRA	3.236	3.944
CMB Plastique		292

2.4.5. Conventions de prestations managers entre Mutandis et Distra

Ces conventions, signées en date du 1er septembre 2011 et amendées par des avenants en 2016 avec les filiales Distra et CMB Plastique, consistent à mettre à la disposition de ces dernières des managers (salariés de Mutandis SCA) en qualité de mandataire social ou de chargé de mission, en fonction des besoins de ces filiales. La facturation de ces prestations englobe le coût salarial (salaires bruts + avantages) y compris les primes, majoré de 10%.

Au 31 décembre 2024, le détail de ces prestations managers se présente comme suit (en KMAD) :

Sociétés	Produits H.T. en 2024	Encaissements en 2024
DISTRA	2.161	2 593

2.4.6. Conventions de prêts et emprunts

En fonction de leurs besoins réciproques, les sociétés s'accordent de procéder à des opérations de prêts ou d'emprunts à terme convenu. Chaque convention a été conclue pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction.

Au 31 décembre 2024, le détail de ces prêts et emprunts se présente comme suit (en KMAD) :

En KMAD

Filiale	Taux d'intérêt	Date de signature	Produits HT	Encaissements	Avances versées à la filiale	Solde de la créance au 31 décembre 2024
DISTRA	5,5% HT	4 janvier 2016	-	-	-	1
LGMC	5,5% HT ramené à : 4,17% HT (avenant signé le 22 mai 2020) ; 4,40% HT (avenant n°2 signé le 3 janvier 2022); 5,72% HT (avenant n°3 signé le 8 janvier 2024)	4 janvier 2016	723	-	55 000	55 651

2.4.7. Convention de prêt conclue avec Mutandis USA

Cette convention signée le 30 juillet 2021 porte sur un prêt de 21.638 KUSD (soit l'équivalent d'environ 197.108 KMAD) octroyé par Mutandis SCA à Mutandis USA et remboursable à terme convenu. Ce prêt est rémunéré au taux de 4,95%.

Un avenant n°1 a été signé le 3 janvier 2022 pour définir la devise MAD en tant que monnaie de fonctionnement de la convention (initialement libellée en USD).

Produits HT comptabilisés en 2024 : 7.167 KMAD

Encaissements comptabilisés en 2024 : 41.134 KMAD (dont 33.713 KMAD de remboursement de capital)

Solde de la créance au 31 décembre 2024 : 125.642 KMAD

Solde des intérêts au 31 décembre 2024 : 3.179 KMAD

2.4.8. Convention d'avance en compte courant avec la société Fenyadi

Par cette convention signée le 15 octobre 2010, Mutandis SCA et la société Fenyadi (détenue à 45,33% par Mutandis SCA) s'accordent à procéder à des opérations de prêts et d'emprunts à terme convenu, en fonction de leurs besoins réciproques. La rémunération du prêt sera versée à l'échéance du prêt et établie sur la base du taux moyen en vigueur sur le marché monétaire marocain le jour de la mise en paiement (Cette avance totalement provisionnée n'a pas fait l'objet de rémunération au titre des exercices 2013 à 2023). A noter que cette avance en compte courant

a été totalement provisionnée en 2017 et 2023 et que la liquidation de la société Fenyadi a été clôturée en 2024.

Produits HT comptabilisés en 2024 : Néant

Encaissements comptabilisés en 2024 : 394 KMAD

Décaissements comptabilisés en 2024 : 2.106 KMAD

Passages à perte comptabilisés en 2024 : 10.668 KMAD

Solde de la créance au 31 décembre 2024 : 306 KMAD

2.4.9. Refacturations à l'identique des charges engagées pour le compte de certaines filiales (non écrite)

Mutandis a procédé à des refacturations à l'identique des charges engagées pour le compte de certaines filiales.

Au 31 décembre 2024, le détail de ces facturations se présente comme suit (en KMAD) :

Sociétés	Produits H.T. en 2024	Encaissements en 2024
DISTRA	75	67
LGMC	5	-

Casablanca, le 20 février 2025

Les Commissaires aux Comptes

Hdid & Associés

Mohamed HDID
Associé

HDID & ASSOCIES
05 22 39 78 51 / 52
Contact@hdid.ma
4, Rue Mahmoud Ben Ghilan (Ex rue Frioul), Anfa - Casablanca

Forvis Mazars

Forvis Mazars
76, Bd Abdelmoumen Rés. Koutoubia
7ème Etage - Casablanca
Tél 05 22 42 34 23

Adnane LOUKILI
Associé

État des honoraires versés aux contrôleurs des comptes

En dirhams	Forvis Mazars		Hdid & Associés		FIDAROC GRANT THORNTON				SAAIDI				Total (en KDHS)
	Montant/Année (en KDHS)	Montant/Année (en KDHS)	Montant/Année (en KDHS)	Montant/Année (en KDHS)	Montant/ Année (en KDHS)		Pourcentage/Année *		Montant /Année (en KDHS)		Pourcentage/Année *		
	N (2024)	N (2024)	N (2024)	N (2024)	N-1	N-2	N-1	N-2	N-1	N-2	N-1	N-2	
Commissariat aux Comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	220	100%	220	100%	220	200	100%	100%	220	200	100%	100%	440
Émetteur	220	100%	220	100%	220	200	100%	100%	220	200	100%	100%	440
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	n/a	0	n/a	0	0	n/a		0	0	n/a		0
Sous-total	220	100%	220	100%	220	200	100%	100%	220	200	100%	100%	440
Autres prestations rendues	0	n/a	0	n/a	0	0	n/a		0	0	n/a		0
Sous-total	220	100%	220	100%	220	200	100%	100%	220	200	100%	100%	440
Total Général	220	100%	220	100%	220	200	100%	100%	220	200	100%	100%	440

* Part de chaque ligne dans le total général de l'année concernée

MUTANDIS
Accélérateur de marques

22, Boulevard Abdelkrim Khattabi - 20100 Casablanca
Tél.: +212 522 98 43 88
contact@mutandis.com
www.mutandis.com